

POLINDEX 2025

NOTE GENERALE

Dr. Agnes DARABOS
Pr. Dr. Philippe POIRIER

Chaire de recherche en études parlementaires

Université du Luxembourg
11, Porte des Sciences
L-4366 Esch-Belval

demos@uni.lu



Chaire de recherche
en études parlementaires



La présente note ne reflète pas les points de vue de la Chambre des Députés du Luxembourg et de ses membres.

Toutes interprétations et opinions exprimées sont celles des auteurs, à savoir le titulaire de la Chaire, Pr. Dr. Philippe Poirier et les chercheurs permanents et associés à celle-ci, tous engagés à l'Université du Luxembourg.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci, en vertu de l'article 19 sur la Liberté académique de la Loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, votée le 13 juin 2018, procèdent à la diffusion et à la reproduction des connaissances et des résultats obtenus dans le cadre de travaux dans des ouvrages universitaires, des revues scientifiques et des notes de recherche.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci sont soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Dans cette note de recherche, les commentaires rapportés à chacun des graphiques présentés ont été rédigés par les chercheurs, et/ou dictés directement à travers l'Intelligence artificielle. Les scripts initiaux ont été parfois améliorés d'un point de vue grammatical par l'Intelligence artificielle et chacun des commentaires a été de nouveau vérifiés et amendés par rapport aux scripts initiaux par les chercheurs, si besoin par une nouvelle réécriture.

L'usage de l'intelligence artificielle de cette note de recherche respecte les lignes de conduite et les recommandations définies par l'Université du Luxembourg en 2025 en la matière.

L'ensemble des tableaux ont été préparés en collaboration avec Antonella DI PASQUALE Chargé d'études Senior/ Responsable de MyPanel - ILRES

Polindex 2025 a fait l'objet d'une déclaration en juin 2025 auprès de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel conformément à la [Loi du 14 décembre 2015 relative aux sondages d'opinion politique](#).

Résumé : La note de recherche générale Polindex 2025 brosse un portrait détaillé de l'état d'esprit, des valeurs, des préoccupations et des perceptions politiques des citoyens luxembourgeois. Elle révèle une forte satisfaction personnelle mais une inquiétude marquée quant à l'avenir économique et au niveau de vie des plus jeunes. Si l'intérêt pour la politique reste élevé, la méfiance envers la médiation en politique domine, avec une demande croissante de démocratie plus directe. Le logement, la santé et le pouvoir d'achat apparaissent comme les défis prioritaires. Enfin, les citoyens luxembourgeois expriment une identité nationale plurielle, ouverte, mais marquée par des fractures sociales croissantes.

Table des matières

I.	Introduction	7
1.	Le contexte de l'étude.....	7
2.	Cadre théorique	7
3.	Opérationnalisation.....	8
II.	État général des citoyens luxembourgeois	11
4.	État d'esprit et niveau de vie.....	11
5.	Situation économique	14
III.	Positionnements idéologiques.....	21
6.	Le spectre politique perçu au Luxembourg	21
7.	Perceptions du public à l'égard du Gouvernement	22
8.	Les défis les plus urgents du Luxembourg.....	25
IV.	Confiance du public et perceptions de la politique	27
9.	Intérêt pour la politique et confiance dans les institutions	27
10.	Source et langue de l'information politique	29
11.	Perception des politiciens et de la représentation.....	31
V.	Statut de la démocratie	34
12.	Approbation de la démocratie	34
13.	Le sens et la pratique de la citoyenneté au Luxembourg	35
14.	Satisfaction démocratique	37
15.	Insatisfaction démocratique	37
16.	Moyens d'améliorer le fonctionnement démocratique.....	39
VI.	Appartenance sociale et identité luxembourgeoise	43
17.	La construction et la perception de l'identité par les citoyens luxembourgeois	43
18.	La relation entre les citoyens et les étrangers.....	50
VII.	Positions géopolitiques	54
19.	La guerre en Ukraine	54
20.	Réélection de Donald Trump	55
21.	Soutien à la Palestine	56
	Conclusion	60

Table des illustrations

Figure 1 Etat d'esprit des citoyens luxembourgeois.....	11
Figure 2 Sentiment par rapport au niveau de vie actuel des citoyens luxembourgeois.....	12
Figure 3 Autonomie du sujet dans la société selon les citoyens luxembourgeois.....	13
Figure 4 Situation économique par rapport à l'année dernière selon les citoyens luxembourgeois	15
Figure 5 Situation économique dans les 12 mois à venir selon les citoyens luxembourgeois	15
Figure 6 Satisfaction de la vie menée actuellement selon les citoyens luxembourgeois ..	16
Figure 7 Comparaison de la vie menée avec celle des parents selon les citoyens luxembourgeois	17
Figure 8 Appréciation du niveau de vie des enfants dans le futur selon les citoyens luxembourgeois	18
Figure 9 Préférence nationale au travail en cas de crise économique selon les citoyens luxembourgeois	19
Figure 10 Modalités de financement des retraites selon les citoyens luxembourgeois.....	20
Figure 11 Auto-positionnement sur l'échelle gauche/droite des citoyens luxembourgeois	21
Figure 12 Positionnement des partis sur une échelle gauche/droite selon les citoyens luxembourgeois	22
Figure 13 Avis sur les politiques menées par le Gouvernement selon les citoyens luxembourgeois	23
Figure 14 Capacité du Gouvernement en matière de logement selon les citoyens luxembourgeois	24
Figure 15 Capacité du Gouvernement en matière de réduction des différences de revenus selon les citoyens luxembourgeois	24
Figure 16 Problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter selon les citoyens luxembourgeois	25
Figure 17 Problème le plus important que le Luxembourg doit affronter (top 10) selon les citoyens luxembourgeois	26
Figure 18 Parti qui parvient le mieux à résoudre les problèmes les plus importants du Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois	26
Figure 19 Intérêt pour la politique selon les citoyens luxembourgeois.....	27
Figure 20 Sentiments éprouvés lorsque l'on pense à la Politique selon les citoyens luxembourgeois	28
Figure 21 Confiance dans les différentes instances et institutions des citoyens luxembourgeois	29
Figure 22 Source d'information politique principale selon les citoyens luxembourgeois...	30
Figure 23 Langue préférée pour collecter des informations politiques selon les citoyens luxembourgeois	30
Figure 24 Responsables politiques et prise en compte des préoccupations des citoyens au Luxembourg.....	31
Figure 25 Citoyens et recours au référendum au Luxembourg.....	32
Figure 26 Appréciation des responsables politiques par les citoyens au Luxembourg	33
Figure 27 Appréciation du système démocratique selon les citoyens luxembourgeois	34
Figure 28 Appréciation sur le maintien du vote obligatoire aux élections selon les citoyens luxembourgeois	35

Figure 29 Définition de la citoyenneté selon les citoyens luxembourgeois	36
Figure 30 Niveau de satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie selon les citoyens luxembourgeois	37
Figure 31 Raisons de l'insatisfaction dans le fonctionnement de la démocratie selon les citoyens luxembourgeois	38
Figure 32 Appréciation de l'expertise en politique selon les citoyens luxembourgeois	38
Figure 33 Appréciation du leader charismatique en politique selon les citoyens luxembourgeois	39
Figure 34 Mesures pour améliorer la démocratie selon les citoyens luxembourgeois	40
Figure 35 Innovations pour améliorer la démocratie selon les citoyens luxembourgeois	41
Figure 36 Etat de l'opinion sur les trois questions référendaires de 2015 selon les citoyens luxembourgeois	42
Figure 37 Importance des systèmes d'identification sociale (famille, amis et relations, travail, etc.) selon les citoyens luxembourgeois	44
Figure 38 Degré d'attachement suivant les territoires et les niveaux de gouvernance selon les citoyens luxembourgeois	45
Figure 39 Définition de l'identité luxembourgeoise selon les citoyens luxembourgeois	46
Figure 40 Langues participant de l'identité luxembourgeoise selon les citoyens luxembourgeois	47
Figure 41 Appréciation de l'état de la jeunesse au Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois	48
Figure 42 Opportunités économiques & sentiment d'appartenance au Luxembourg	49
Figure 43 Système politique et la prise en compte des attentes des étrangers résidant au Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois	50
Figure 44 Appréciation sur les étrangers résidant et leur apport à l'économie grand-ducale selon les citoyens luxembourgeois	51
Figure 45 Appréciation sur les frontaliers et leur apport à l'économie grand-ducale selon les citoyens luxembourgeois	51
Figure 46 Impact des étrangers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois	52
Figure 47 Impact des frontaliers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois	53
Figure 48 Degré d'inquiétude face à la guerre en Ukraine des citoyens luxembourgeois	54
Figure 49 Appréciation de la nouvelle présidence de Donald Trump par les citoyens luxembourgeois	56
Figure 50 Appréciation de la situation au Proche- Orient par les citoyens luxembourgeois	58
Figure 51 Appréciation de l'augmentation du budget de la défense par le Gouvernement les citoyens luxembourgeois	59
Figure 52 Objectifs à atteindre les plus importants au Luxembourg	62
Figure 53 Sentiments vis-à-vis de la cohésion sociale (jeunes, personnes âgées, malades ou handicapés, etc.)	63

I. Introduction

1. Le contexte de l'étude

L'Observatoire du Politique (POLINDEX) est une étude sociopolitique réalisée par la [Chaire de recherche en études parlementaires](#) de l'Université du Luxembourg, à la demande de la [Chambre des Députés du Luxembourg](#). Son objectif est d'établir l'état politique et social du Luxembourg, sur la base d'une enquête annuelle réalisée par la société [ILRES S.A.](#), dans une perspective comparative avec d'autres démocraties européennes (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni).

POLINDEX vise à rendre compte, sur une base annuelle, non partisane et scientifique, des transformations possibles des valeurs individuelles et collectives (et de leurs conséquences en termes de cohésion sociale et de légitimité politique) des citoyens luxembourgeois et des résidents étrangers au Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif est d'obtenir des résultats de recherche sur les rapports à la démocratie, aux institutions et aux organisations de la société civile, et de constituer une base de données socioculturelles, socio-économiques et sociopolitiques sur les déterminants du vote, des comportements politiques et des représentations sociales, afin d'améliorer la prise de décision au Luxembourg et en Europe.

Le questionnaire est administré en allemand, anglais, français et luxembourgeois. La version « maître » en français est téléchargeable sur le site de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

2. Cadre théorique

Le questionnaire a été construit selon trois modèles théoriques fondamentaux en sociologie politique : a) L'étude des clivages selon le modèle du politologue américain Seymour M. LIPSET et du politologue norvégien Stein ROKKAN¹ ; b) L'individuation selon le modèle du psychologue analytique suisse Carl Gustav JUNG² ; c) La relation matérialiste/post-matérialiste selon le modèle du sociologue américain Ronald INGLEHART³.

Plus précisément, des clivages sur les valeurs de différente nature diviseraient les sociétés occidentales et auraient fondé les systèmes politiques des démocraties européennes. Des clivages s'articuleraient sur le rapport du politique à la religion et son corollaire, la laïcité ; sur le rapport d'un « Centre » culturel, décisionnel et économique à ses « périphéries » sur une base à la fois sociale et territoriale ; sur le rapport du travail à la propriété et aux conditions de la production ; sur le rapport de l'urbanité et de ses sociétés industrielles, de services et de consommation à la ruralité et ses pratiques et ses représentations sociales sur la communauté, sur la production et la nature.

¹ LIPSET, Seymour Martin et ROKKAN, Stein (ed.). *Party systems and voter alignments: Cross-national perspectives*. New York: Free Press, 1967.

² JUNG, Carl G. *Man, and his symbols*. Bantam, 2012.

³ INGLEHART, Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton University Press, 2015.



Qui plus est avec le développement économique, des individus accorderaient moins d'importance à la sécurité matérielle et adopteraient progressivement des valeurs qui mettent l'accent sur le sentiment d'appartenance, l'autonomie individuelle et l'expression de soi. Ces valeurs dites « post-matérialistes » se diffuseraient avec le renouvellement des générations, en partant du principe que la structure de base de la personnalité tend à se cristalliser dans la jeunesse et à peu évoluer par la suite. Les individus nés et vivant dans une société d'abondance adhèreraient aux valeurs « post-matérialistes » et finiraient par cohabiter avec des générations souvent plus âgées, animées quant à elles de valeurs dites « matérialistes », c'est-à-dire exprimant leur soutien de manière plus importante à la croissance économique, aux politiques publiques de l'Etat-providence et aux principes d'autorité. Avec la généralisation du développement économique, les valeurs « post-matérialistes », et avec elles les valeurs démocratiques qui leur sont associées (puisque le besoin d'expression et l'autonomie individuelle sont antinomiques de l'autoritarisme politique), devraient se répandre dans les sociétés occidentales.

In fine, l'autonomie du sujet caractérisant la société démo-libérale engendrerait par la suite l'individuation, c'est-à-dire le processus où la personne se considère en soi comme un monde. Ses actions et ses référents sont à la fois objet de sa volonté et de sa capacité à vivre selon la force de son imaginaire. Bien plus, ses comportements et ses envies ne peuvent plus avoir de limites posées par des principes normatifs et/ou législatifs assumés collectivement et/ou la puissance publique. Le récit commun en politique et dans tous les autres domaines, serait remplacé par le récit à soi, le consumérisme et l'« égocratie », d'autant plus facilité par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle.

3. Opérationnalisation

Nombre de personnes interrogées et la composition de l'échantillon

1637 résidents à Luxembourg à partir de 18 ans :

- 1108 électeurs de nationalité luxembourgeoise ayant le droit de vote pour les élections législatives.
- 529 résidents de nationalité étrangère exclusivement n'ayant pas le droit de vote

Méthode d'échantillonnage

La méthodologie utilisée pour la mise en place des deux échantillons est celle des quotas.

L'échantillonnage des électeurs et des résidents étrangers a été géré séparément. Les variables de profil utilisées dans la mise en place de l'échantillon initial sont : L'âge, le sexe, la région d'habitation. La répartition des résidents selon ces variables a été faite en accord avec les statistiques officielles du STATEC (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg).

La sélection des répondants à inviter s'est faite sur base des statistiques du Statec, et chaque groupe d'invitations a été représentatif de ces dernières. La sélection au sein d'une catégorie dans la base MyPanel globale s'est fait aléatoirement via notre programme d'envoi d'invitations. La procédure d'invitation consiste en une sélection hiérarchisée des panélistes inversement proportionnelle au nombre de sollicitations préalablement envoyées. Grâce à cette règle, chaque panéliste reçoit environ le même nombre d'invitations, et nous évitons ainsi la « sur-sollicitation ». Les nouveaux inscrits se voient ainsi également rapidement invités après inscription.

Date de la collecte des données

Du 21 mai 2025 au 3 juin 2025.

Traitement des données

Pondération des variables : région, âge, sexe.

Liste des formations politiques

- Parti Communiste du Luxembourg (PCL-KPL)
- La Gauche (Déi Lénk)
- Les Verts (Déi Gréng)
- Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois (POSL-LSAP)
- Parti Démocratique (PD-DP)
- Volt (VOLT Lëtzebuerg)
- Parti Chrétien-Social (PCS- CSV)
- Focus (Fokus)
- Parti Réformateur Démocrate (ADR)
- Les Conservateurs (Déi Konservativ)
- Parti Pirate du Luxembourg (PPL- Piraten)
- Zesummen- Ensemble !
- Mir d'Vollek- Nous le Peuple

Note de lecture

Les résultats des électors de Fokus, Volt, du Parti communiste luxembourgeois ou d'autres formations politiques, bien qu'ils existent, ne sont pas mentionnés dans cette note de recherche, car ils ne sont jamais statistiquement représentatifs.

Lorsqu'on parle de « vote principal » ou de l'« électorat partisan », c'est lorsque les électeurs indiquent qu'ils voteraient pour l'ensemble de la liste présentée par un parti et/ou un mouvement politique, ou qu'ils n'accorderaient leurs voix préférentielles qu'à des candidats à une seule liste.

Fehlertoleranztabelle

Lesbeispiel: In einer Stichprobe von 1000 Personen sei ein Anteil von 20% für ein Merkmal ermittelt worden.

Dann liegt der wahre Wert der Grundgesamtheit mit 95%iger Wahrscheinlichkeit im Intervall $20\% \pm 2,5\%$ also zwischen 17,5% und 22,5%.

Die Tabelle basiert auf der Formel für das Konfidenzintervall bei Zufallsstichproben mit großen Grundgesamtheiten: $K(\hat{p}, n) \approx 1,96 \sqrt{\hat{p}(1-\hat{p})/n}$

In Feldern mit '-' beträgt das Konfidenzintervall mehr als die Hälfte des Anteils und obige Formel ist nicht mehr anwendbar.

Größe der Stichprobe n=	Anteilswerte in der Stichprobe																		
	1%	2%	3%	4%	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	60%	70%	80%	90%	95%
100	---	---	---	---	---	---	7,0%	7,8%	8,5%	9,0%	9,3%	9,6%	9,8%	9,8%	9,6%	9,0%	7,8%	---	---
200	---	---	---	---	---	4,2%	4,9%	5,5%	6,0%	6,4%	6,6%	6,8%	6,9%	6,9%	6,8%	6,4%	5,5%	4,2%	---
300	---	---	---	---	2,5%	3,4%	4,0%	4,5%	4,9%	5,2%	5,4%	5,5%	5,6%	5,7%	5,5%	5,2%	4,5%	3,4%	2,5%
400	---	---	---	1,9%	2,1%	2,9%	3,5%	3,9%	4,2%	4,5%	4,7%	4,8%	4,9%	4,9%	4,8%	4,5%	3,9%	2,9%	2,1%
500	---	---	---	1,7%	1,9%	2,6%	3,1%	3,5%	3,8%	4,0%	4,2%	4,3%	4,4%	4,4%	4,3%	4,0%	3,5%	2,6%	1,9%
600	---	---	1,4%	1,6%	1,7%	2,4%	2,9%	3,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,9%	4,0%	4,0%	3,9%	3,7%	3,2%	2,4%	1,7%
700	---	---	1,3%	1,5%	1,6%	2,2%	2,6%	3,0%	3,2%	3,4%	3,5%	3,6%	3,7%	3,7%	3,6%	3,4%	3,0%	2,2%	1,6%
800	---	1,0%	1,2%	1,4%	1,5%	2,1%	2,5%	2,8%	3,0%	3,2%	3,3%	3,4%	3,4%	3,5%	3,4%	3,2%	2,8%	2,1%	1,5%
900	---	0,9%	1,1%	1,3%	1,4%	2,0%	2,3%	2,6%	2,8%	3,0%	3,1%	3,2%	3,3%	3,3%	3,2%	3,0%	2,6%	2,0%	1,4%
1000	---	0,9%	1,1%	1,2%	1,4%	1,9%	2,2%	2,5%	2,7%	2,8%	3,0%	3,0%	3,1%	3,1%	3,0%	2,8%	2,5%	1,9%	1,4%
1100	---	0,8%	1,0%	1,2%	1,3%	1,8%	2,1%	2,4%	2,6%	2,7%	2,8%	2,9%	2,9%	3,0%	2,9%	2,7%	2,4%	1,8%	1,3%
1200	---	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,7%	2,0%	2,3%	2,5%	2,6%	2,7%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,6%	2,3%	1,7%	1,2%
1300	---	0,8%	0,9%	1,1%	1,2%	1,6%	1,9%	2,2%	2,4%	2,5%	2,6%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,5%	2,2%	1,6%	1,2%
1400	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,6%	1,9%	2,1%	2,3%	2,4%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,4%	2,1%	1,6%	1,1%
1500	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,5%	1,8%	2,0%	2,2%	2,3%	2,4%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,3%	2,0%	1,5%	1,1%
1600	0,5%	0,7%	0,8%	1,0%	1,1%	1,5%	1,7%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,4%	2,4%	2,5%	2,4%	2,2%	2,0%	1,5%	1,1%
1700	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,7%	1,9%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%	1,9%	1,4%	1,0%
1800	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,6%	1,8%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,1%	1,8%	1,4%	1,0%
1900	0,4%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%	2,1%	1,8%	1,3%	1,0%
2000	0,4%	0,6%	0,7%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,0%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,1%	2,0%	1,8%	1,3%	1,0%
2500	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,2%	1,4%	1,6%	1,7%	1,8%	1,9%	1,9%	2,0%	2,0%	1,9%	1,8%	1,6%	1,2%	0,9%
3000	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,8%	1,1%	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,6%	1,4%	1,1%	0,8%
4000	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,9%	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,2%	0,9%	0,7%
5000	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%	1,1%	0,8%	0,6%
6000	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,2%	1,2%	1,0%	0,8%	0,6%
8000	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%	0,9%	0,7%	0,5%
10000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%	0,8%	0,6%	0,4%
11000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,7%	0,6%	0,4%
20000	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,4%	0,3%
25000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%
30000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,3%	0,2%



II. État général des citoyens luxembourgeois

Polindex 2025 révèle une grande satisfaction à l'égard de sa propre vie et identifie le bien-être comme le sentiment qui décrit le mieux l'état d'esprit général des citoyens luxembourgeois⁴. Les citoyens ont la nette impression d'avoir la liberté de choisir leur propre vie et, en majorité, ils perçoivent leur propre situation de vie comme étant meilleure que celle des générations de leurs parents. Cependant, alors que les citoyens s'inquiètent de l'avenir de la situation économique, notre étude met en évidence une inquiétude remarquable concernant le niveau de vie de leurs enfants en tant que futurs adultes.

4. État d'esprit et niveau de vie

Comme en 2024, le bien-être est le sentiment le plus répandu parmi les citoyens luxembourgeois. Cependant, le taux de ceux qui se sentent généralement méfiants a augmenté de 5 % par rapport à l'année dernière et suit le bien-être en tant que deuxième sentiment le plus important. Les sentiments négatifs tels que la peur, l'ennui et la morosité ont également augmenté par rapport à l'année dernière (respectivement +2 %, +2 % et +4 %).

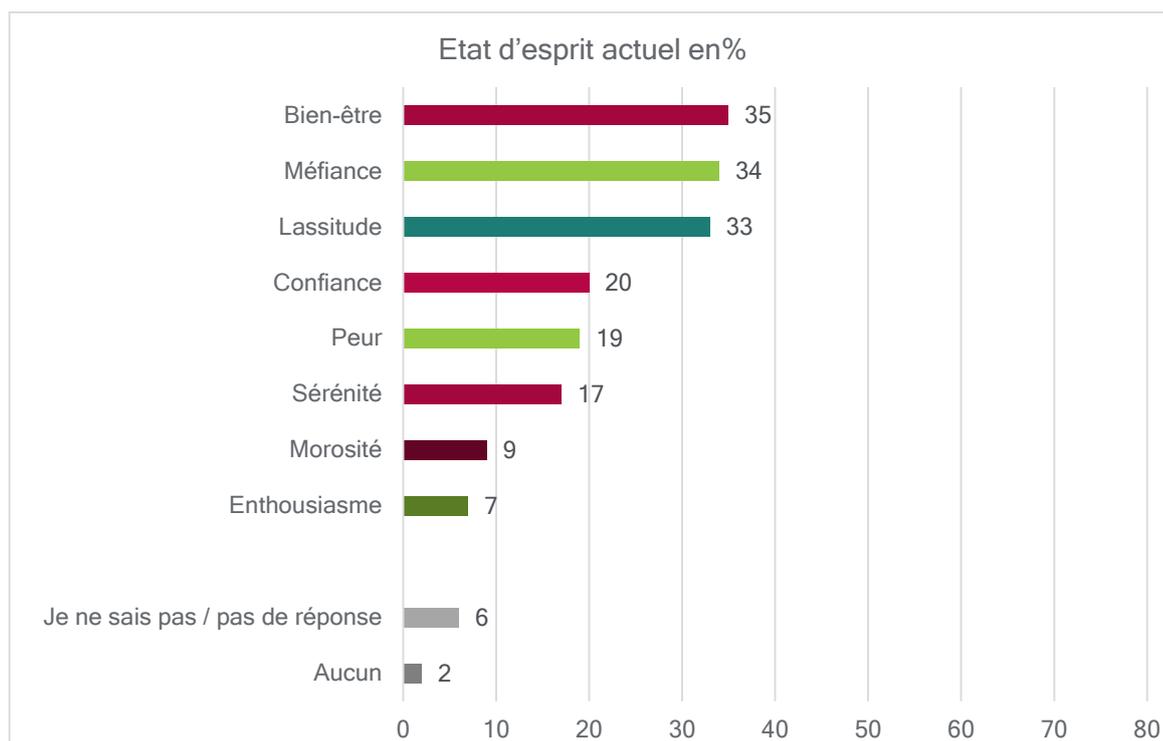


Figure 1 Etat d'esprit des citoyens luxembourgeois

⁴ La première note de recherche dite générale pour Polindex 2025 est exclusivement consacrée aux citoyens luxembourgeois. À partir du mois d'août et jusqu'en décembre, une note mensuelle de même ampleur (environ 55 pages) sera publiée, selon le calendrier suivant : Août : une note spécifique sur les résidents étrangers au Luxembourg ; Septembre : une note spécifique sur les questions de genre au Luxembourg ; Octobre : une note spécifique sur les questions économiques et sociales, incluant à la fois citoyens luxembourgeois et résidents étrangers ; Novembre : une note spécifique sur l'appartenance sociale, l'identité et la cohésion sociale, là encore pour citoyens luxembourgeois et résidents étrangers ; Décembre : une note de synthèse présentant les principaux résultats comparés entre Polindex 2023, 2024 et 2025.

Lorsqu'on interroge les citoyens luxembourgeois sur leur perception de leur niveau de vie actuel, une majorité relative (51 %) considère qu'il est resté stable, tandis que 31 % estiment qu'il s'est dégradé et seulement 15 % qu'il s'est amélioré. Cette impression de stabilité est particulièrement marquée chez les résidents de la capitale : 72 % des habitants de Luxembourg-Ville déclarent ainsi ne pas avoir vu de changement significatif dans leur niveau de vie. Dans le sud du pays – la région la plus densément peuplée –, cette perception atteint également 55 %.

À l'inverse, le sentiment de dégradation du niveau de vie est plus prononcé dans certaines catégories socio-démographiques. Il culmine chez les 45-54 ans, et augmente à mesure que le niveau de formation diminue. Parmi les personnes n'ayant qu'un niveau d'éducation primaire, 54 % considèrent que leur niveau de vie s'est détérioré. Ce constat est renforcé par les données de classe sociale : 52 % des membres de la classe ouvrière partagent ce sentiment, tout comme 48 % des personnes se définissant comme appartenant à la classe moyenne inférieure.

Ces résultats traduisent un sentiment de vulnérabilité économique chez les catégories les plus exposées aux effets de l'inflation, de la hausse des coûts du logement ou des transitions économiques. Ils illustrent aussi les lignes de fracture sociale qui structurent de manière croissante la perception du bien-être matériel au Luxembourg.

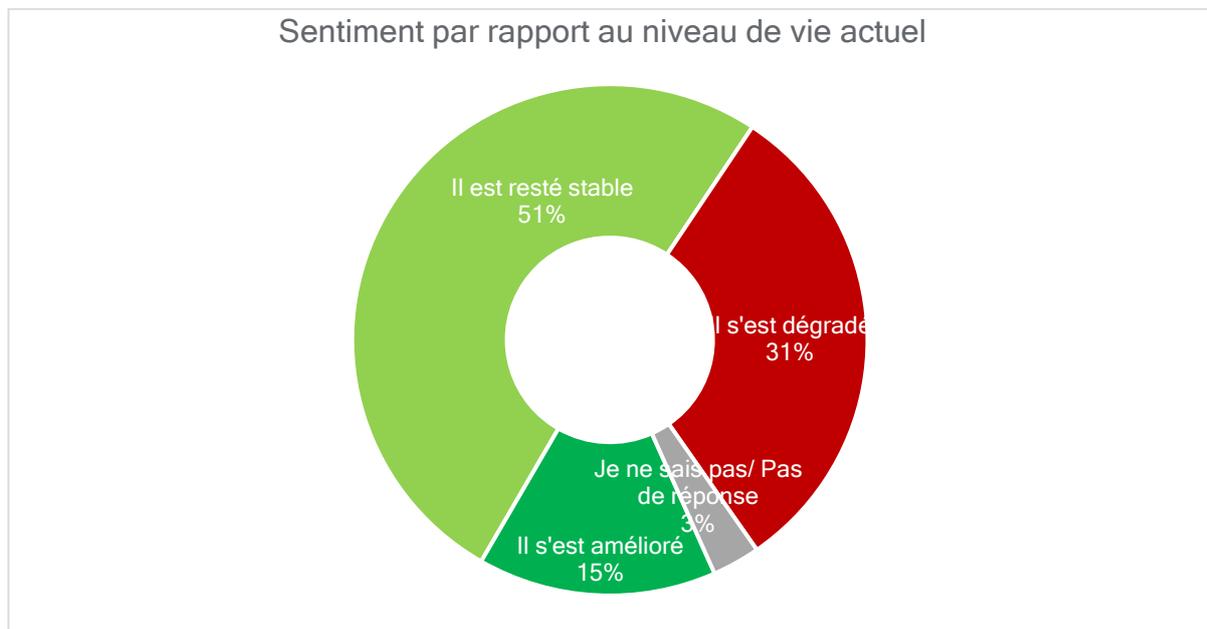


Figure 2 Sentiment par rapport au niveau de vie actuel des citoyens luxembourgeois

La perception de la liberté de choisir sa propre vie au Luxembourg est remarquablement forte. Ce sont les hommes qui pensent le plus ainsi (85%). Les femmes ne sont que « 73% » à considérer qu'elles peuvent exercer pleinement leur liberté dans le choix de vie. Constante que nous retrouvons sur de nombreuses questions, plus le niveau d'éducation et de de revenus sont bas, plus l'autonomie du sujet apparaît limitée. 52% de ceux qui n'ont pas d'éducation formelle l'estiment ainsi et 62% qui ont un revenu inférieur à 3000 euros mensuellement et au niveau du foyer.

La capacité à « choisir sa vie » est, au Luxembourg, perçue comme l'un des fondements du bien-être personnel. Elle s'interprète à la fois comme le résultat d'un environnement offrant de solides opportunités matérielles, sociales et éducatives, et comme l'expression d'un fort sentiment d'autonomie individuelle. La société luxembourgeoise valorise non seulement la qualité de vie, mais aussi les perspectives de trajectoires ascendantes – professionnelles, sociales ou personnelles – accessibles à chacun.

Ce sentiment d'autonomie est accompagné d'une forme de distanciation croissante à l'égard des médiations collectives traditionnelles, qu'il s'agisse de l'État, des partis politiques, des syndicats, des cultes ou encore des mouvements philosophiques. Les Luxembourgeois ne perçoivent plus ces institutions comme les principaux facilitateurs de leur vie. Ce constat traduit un processus d'individualisation particulièrement avancé, dans lequel la protection, la revendication et l'exercice des libertés individuelles occupent une place centrale.

L'autonomie du sujet, son autodétermination et son rapport personnel à la réussite et à l'épanouissement définissent ainsi une part essentielle de l'univers culturel, social et politique contemporain au Luxembourg.

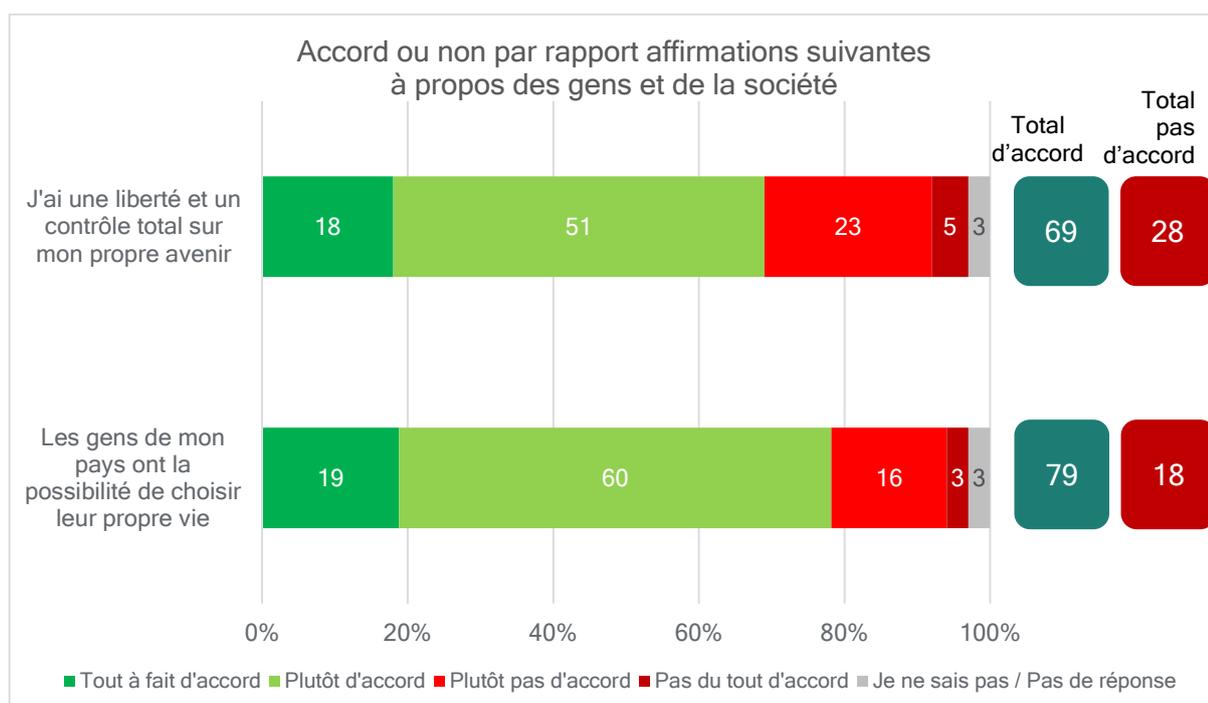


Figure 3 Autonomie du sujet dans la société selon les citoyens luxembourgeois

5. Situation économique

Cependant, comme le montre le graphique ci-dessous, 46% des citoyens luxembourgeois participant au Polindex 2025 estiment que la situation économique est pire qu'il y a un an, tandis que 37% pensent qu'elle est restée inchangée. Les niveaux d'inquiétude concernant la situation économique au Luxembourg, en comparaison avec l'année précédente, sont particulièrement élevés parmi les catégories d'âge de 45 ans et plus. Cette perception de dégradation économique s'exprime de manière différenciée selon les tranches d'âge, mais demeure marquée dans l'ensemble. Chez les 45-54 ans, 34 % estiment que la situation est un peu moins bonne, tandis que 13 % la jugent beaucoup moins bonne. Le sentiment de dégradation est encore plus prononcé chez les 55-64 ans, où 37 % considèrent que la situation est un peu moins bonne beaucoup 13 % moins bonne Enfin, parmi les 65 ans et plus, 38 % pensent que la situation économique est un peu moins bonne, et 13 % qu'elle est beaucoup moins bonne.

Ces données traduisent une inquiétude croissante au sein des générations les plus âgées, qui sont souvent plus sensibles aux effets de l'inflation, à l'évolution des pensions, aux coûts des soins de santé et à la stabilité des revenus fixes. Parmi les salariés du secteur privé, 38 % estiment que la situation économique est un peu moins bonne qu'il y a un an, et 13 % la jugent beaucoup moins bonne. À titre de comparaison, chez les fonctionnaires et employés du secteur public, ces proportions sont légèrement inférieures : 32 % considèrent que la situation est un peu moins bonne et 11 % beaucoup moins bonne. Ce différentiel reflète une forme de vulnérabilité perçue plus forte dans le secteur privé, davantage exposé aux incertitudes économiques, à la pression inflationniste et à la précarisation des parcours professionnels.

Les niveaux d'inquiétude sont également marqués parmi les personnes ayant un niveau de formation secondaire - deuxième cycle, soit le groupe le plus représenté dans l'échantillon. Dans cette catégorie, 38 % jugent que la situation économique s'est détériorée, et 12 % estiment qu'elle s'est fortement dégradée. Elles constituent un indicateur important du climat social actuel, marqué par un sentiment de vulnérabilité économique latent, malgré une situation macroéconomique globalement favorable au niveau national.

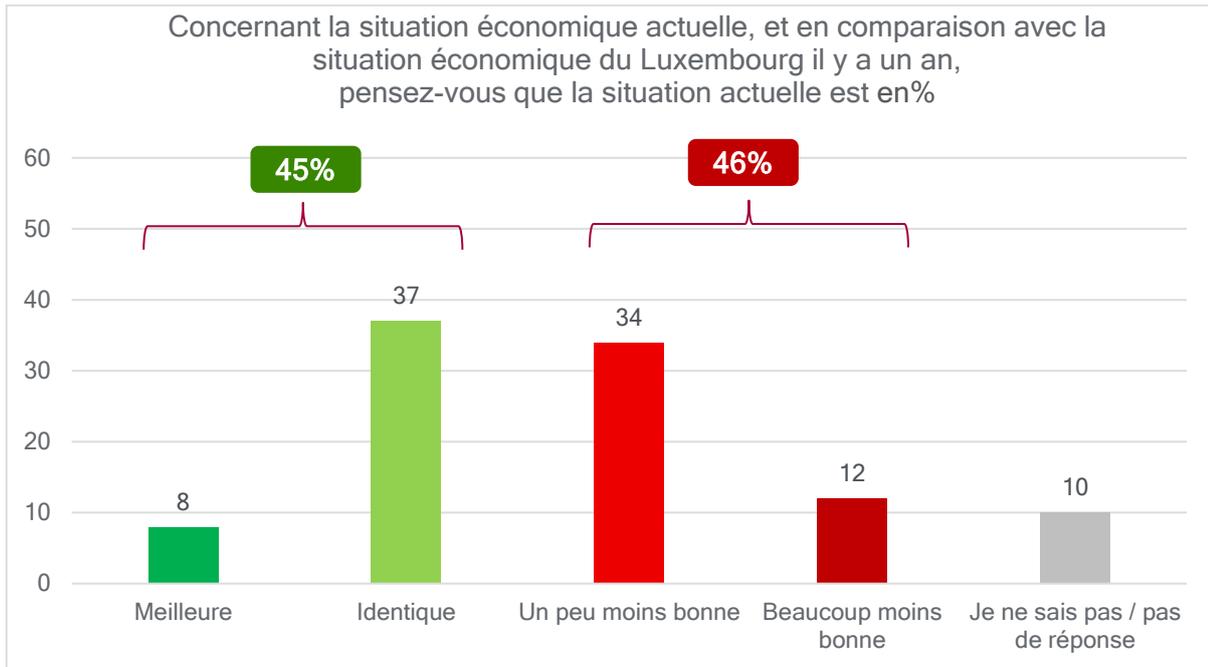


Figure 4 Situation économique par rapport à l'année dernière selon les citoyens luxembourgeois

En outre, 48% pensent que la situation économique du Luxembourg se dégradera au cours des 12 prochains mois. Le pessimisme concernant l'avenir économique immédiat du Luxembourg est particulièrement marqué parmi les citoyens ayant un niveau d'éducation secondaire, qu'il s'agisse du premier ou du deuxième cycle. Dans cette catégorie, 41 % estiment que la situation économique sera un peu moins bonne dans un avenir proche, et 15 % qu'elle sera beaucoup moins bonne. 34 % des seconds prévoient une légère détérioration, et 16 % une forte dégradation.

Ce pessimisme se retrouve aussi dans les différences de perception entre salariés du secteur privé et employés du secteur public. Ainsi, 39 % des salariés du secteur privé pensent que la situation économique à venir sera un peu moins bonne, et 17 % qu'elle sera beaucoup moins bonne. Chez les fonctionnaires et employés publics, ces proportions sont plus modérées : 31 % anticipent une légère dégradation et 14 % une forte dégradation.

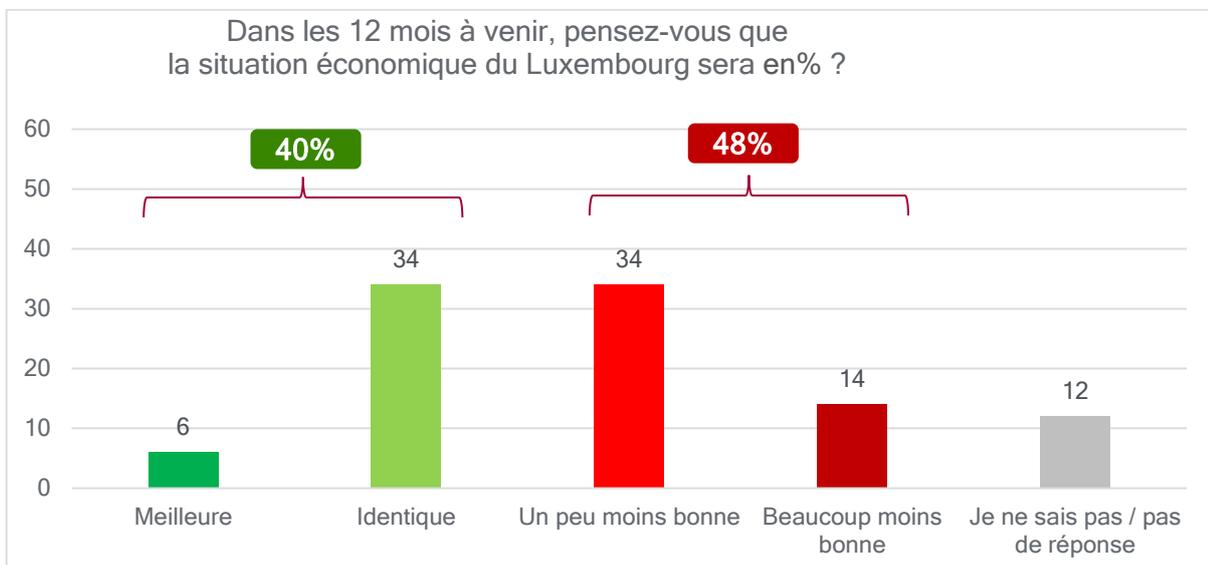


Figure 5 Situation économique dans les 12 mois à venir selon les citoyens luxembourgeois

Comme nous l'avons vu, les inquiétudes économiques ne sont pas uniformément partagées au sein de la population luxembourgeoise. Elles varient sensiblement selon les secteurs d'activité (public ou privé), les niveaux de formation et les niveaux de revenu. Mais ce qui frappe dans les résultats de Polindex 2025, c'est qu'au-delà de ces préoccupations matérielles légitimes, les Luxembourgeois de nationalité continuent d'exprimer une forme de satisfaction globale à l'égard de leur existence. Ainsi Polindex 2025 observe un niveau élevé de satisfaction des citoyens à l'égard de leur propre vie, avec une moyenne de 7,5 sur une échelle de 1 à 10.

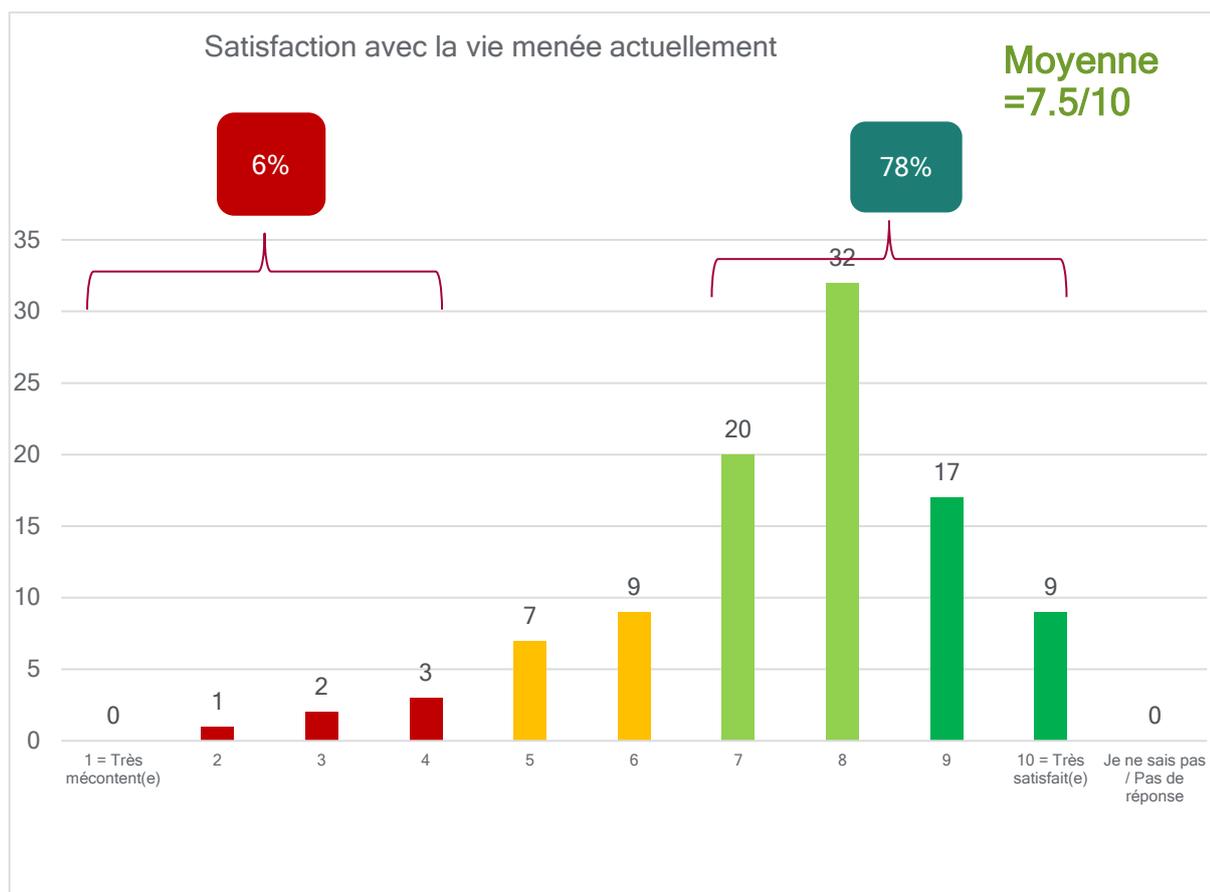


Figure 6 Satisfaction de la vie menée actuellement selon les citoyens luxembourgeois

Cette satisfaction ne peut être comprise sans prendre en compte les mécanismes de comparaison sociale. Les citoyens luxembourgeois évaluent leur situation non seulement à l'aune de leurs attentes immédiates, mais aussi en comparaison avec les résidents des pays voisins de la Grande Région – qu'il s'agisse de la France, de la Belgique ou de l'Allemagne. Par ailleurs, ceux qui ont acquis la nationalité luxembourgeoise ces dernières années ont tendance à mesurer leur qualité de vie actuelle à l'aune de leur situation passée ou de celle de leurs parents, dans leur pays d'origine ou au Luxembourg avant naturalisation.

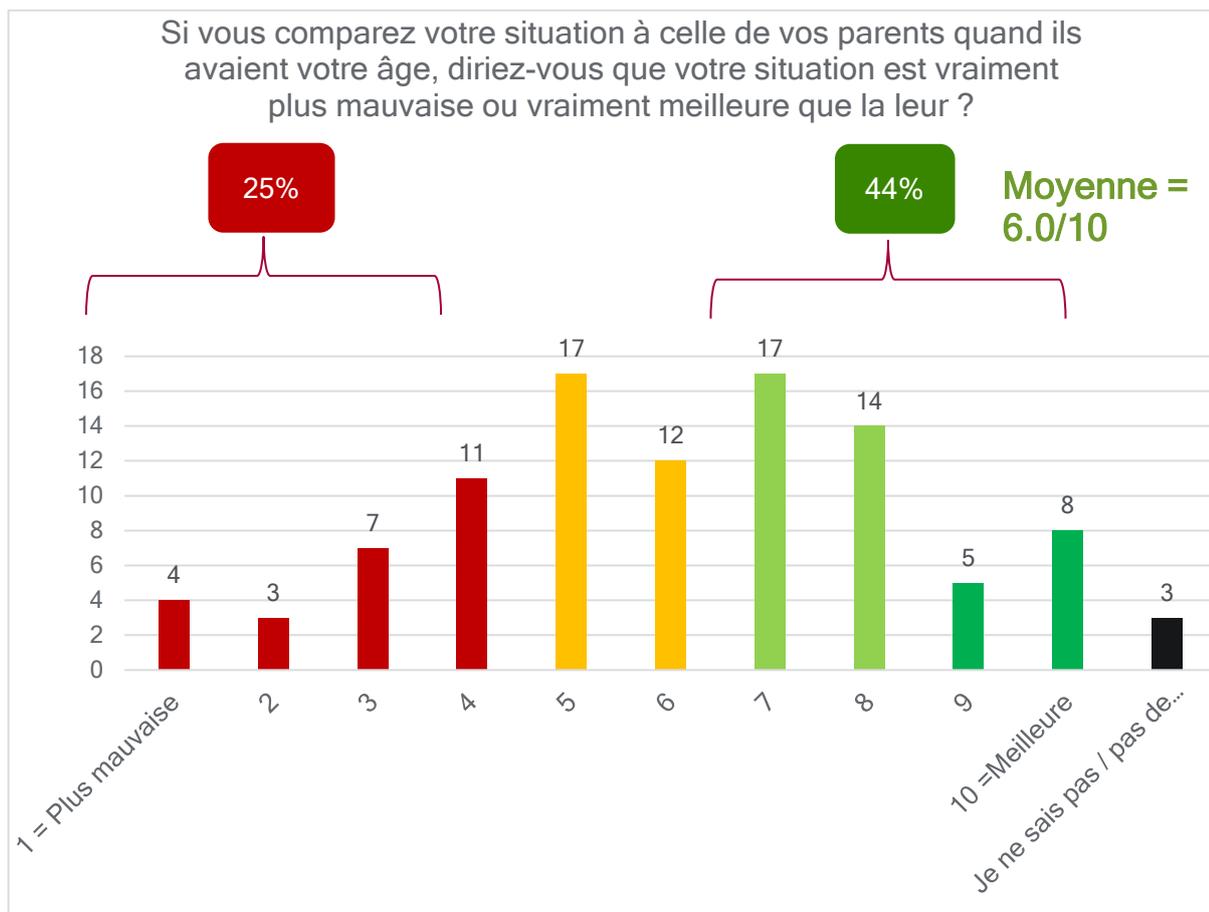


Figure 7 Comparaison de la vie menée avec celle des parents selon les citoyens luxembourgeois

La majorité des citoyens estiment que leur situation de vie est meilleure que celle de la génération de leurs parents. Cependant, la majorité (52 %) pense que leurs enfants devront faire face à une situation plus difficile en tant que futurs adultes. Cette inquiétude économique est particulièrement marquée parmi les personnes n'ayant pas bénéficié d'une éducation formelle : 30 % d'entre elles estiment que la situation économique à venir sera nettement plus mauvaise. Elle est également significative chez celles et ceux qui s'identifient à la classe moyenne, dont 20 % partagent ce pessimisme.

Mais il serait erroné de penser que les préoccupations du futur des enfants sont l'apanage exclusif des groupes les plus fragilisés. Quel que soit leur profil socio-économique, de nombreux citoyens expriment ainsi une anxiété latente quant au devenir de leurs enfants dans un contexte perçu comme instable : accès au logement, pouvoir d'achat, qualité des services publics, transition écologique, ou encore cohésion sociale. Cette inquiétude intergénérationnelle traduit une forme de désajustement entre les attentes sociales transmises et les perspectives concrètes perçues pour les jeunes générations, et constitue un marqueur structurant des représentations sociales en 2025.

L'inquiétude pour les jeunes générations est un phénomène que nous avons identifié dès les rapports sur les élections législatives de 2018 et les élections européennes de 2019, ainsi que dans les pôles index 2023, 2024 et aujourd'hui 2025. Cette inquiétude persiste et tend même à croître. Il s'agit d'un phénomène transgénérationnel, avec une surreprésentation marquée des ménages disposant des revenus les plus faibles au Luxembourg – soit environ 3 000 euros par foyer et par mois – ainsi que des personnes se reconnaissant dans la classe ouvrière ou dont le niveau d'éducation s'est limité au secondaire. Par exemple, 61 % des personnes âgées de 45 à 54 ans partagent ce sentiment d'inquiétude. Toutefois, cette surreprésentation ne doit pas faire oublier que les autres catégories sociales, qu'elles soient définies par le revenu ou par leur affiliation déclarée, expriment également des préoccupations quant à la situation des générations futures.

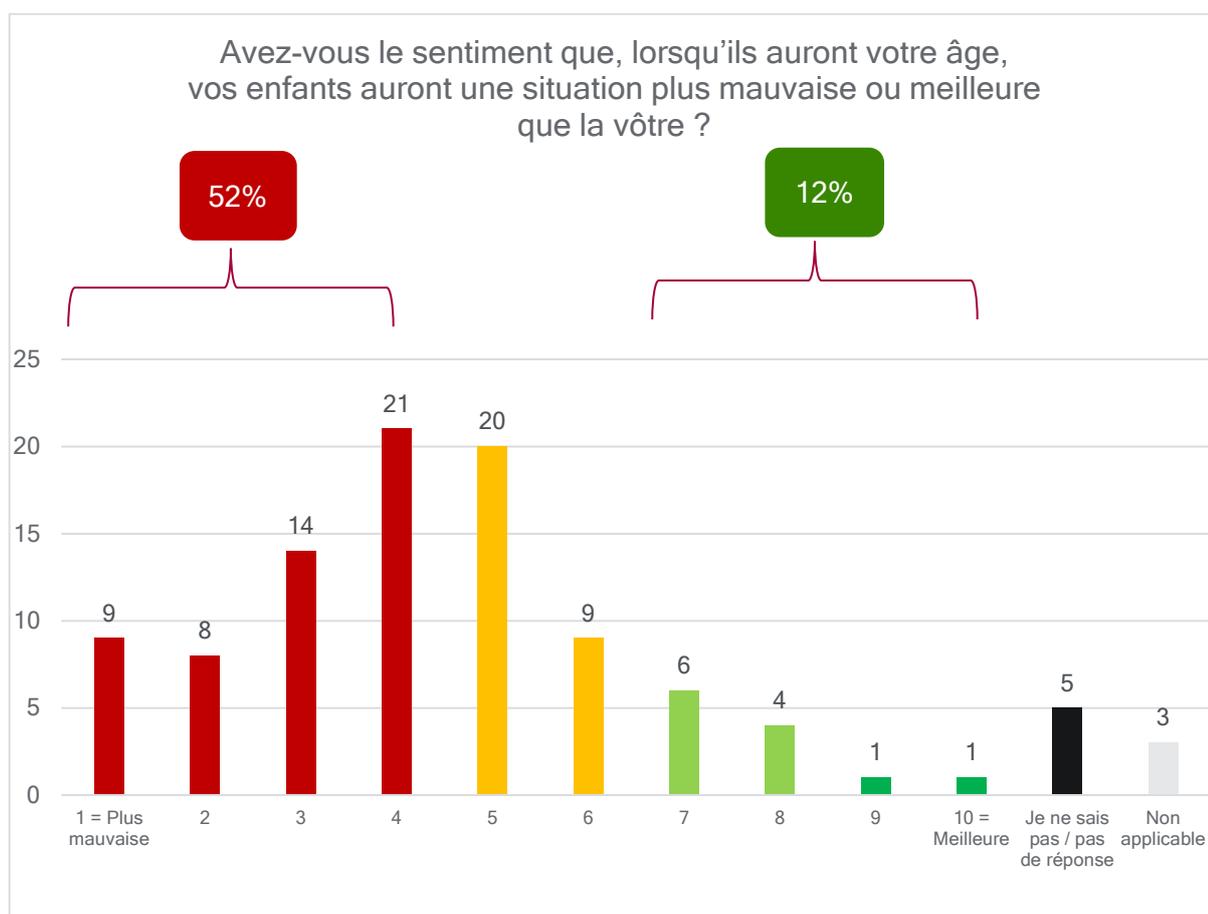


Figure 8 Appréciation du niveau de vie des enfants dans le futur selon les citoyens luxembourgeois

Les inquiétudes économiques, qu'elles portent sur la situation actuelle, sur les perspectives à court terme ou sur l'avenir des générations futures, ne se traduisent plus par une adhésion majoritaire à des positions protectionnistes fondées sur la nationalité. Ainsi, 46 % des citoyens luxembourgeois se déclarent en désaccord avec l'idée selon laquelle, en période de diminution du nombre d'emplois, les employeurs devraient donner la priorité aux Luxembourgeois par rapport aux autres ressortissants de l'Union européenne.

Ce résultat confirme un renversement de tendance amorcé à partir de 2019, déjà mis en évidence dans les vagues Polindex de 2023 et 2024. Autrefois largement partagée – notamment jusqu'au milieu des années 2000, où la préférence nationale à l'emploi constituait un marqueur fort de l'opinion luxembourgeoise – cette attitude s'est nettement affaiblie.

Cette évolution peut s'interpréter comme le reflet d'une intégration sociale et économique plus avancée dans un espace frontalier et européen fortement interconnecté. Elle traduit également une mutation des représentations collectives, où l'appartenance nationale ne constitue plus un critère central de légitimité pour l'accès au marché du travail. Le rapport à l'emploi, dans ce contexte, semble désormais davantage structuré par des considérations de compétence, de stabilité économique et de cohésion sociale que par des logiques identitaires.

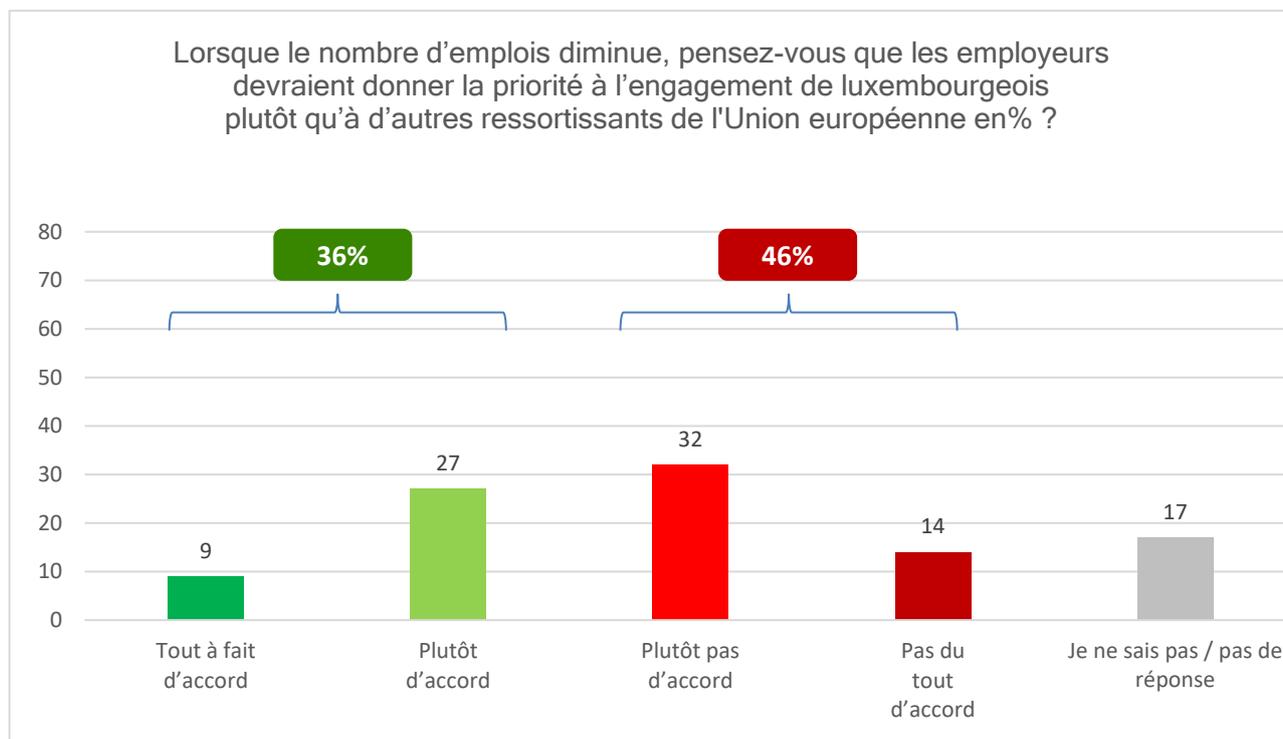


Figure 9 Préférence nationale au travail en cas de crise économique selon les citoyens luxembourgeois

La question du financement des retraites et de leur pérennité est redevenue un marqueur politique majeur au Luxembourg. Comme l'a illustré la mobilisation syndicale et sociale du samedi 28 juin 2025, sans précédent depuis plus d'une décennie, cette thématique suscite de vives réactions au sein de la population. Polindex 2025 confirme que les citoyens luxembourgeois adoptent des positions très différenciées selon les solutions envisagées pour garantir l'équilibre du système à l'avenir.

La réduction du niveau des retraites constitue la mesure la plus largement rejetée : 68 % des citoyens s'y opposent. Cette opposition est relativement transversale, sans clivage marqué entre catégories d'âge, de revenus ou de statut social. Seules certaines catégories sociales y sont plus favorables : 43 % des travailleurs indépendants et 48 % des membres de la classe supérieure estiment qu'il s'agirait d'une option acceptable.

Autre refus fort : l'idée d'accueillir de nouveaux immigrants pour contribuer au financement du système. Cette mesure est majoritairement impopulaire à hauteur de 61%. Pourtant, certains sous-groupes y sont plus réceptifs : 39 % des résidents de Luxembourg-Ville, 42 % des détenteurs d'un master, 50 % des travailleurs indépendants, et 46 % des fonctionnaires et employés publics s'y montrent favorables.

Concernant une éventuelle augmentation de l'âge légal de départ à la retraite de deux ans, un clivage générationnel net apparaît. Les 18-54 ans, c'est-à-dire les personnes actives ou en entrée sur le marché du travail, y sont massivement opposés à hauteur de 61 à 62 %. En revanche, les 55-64 ans (51 %) et les 65 ans et plus (57 %) y sont globalement favorables. Ce rejet de l'allongement de l'âge légal est également marqué chez les titulaires d'un diplôme secondaire du second cycle (62 %), les salariés (61 %) et les ménages percevant moins de 3 000 euros mensuels.

Enfin, le développement des systèmes de retraite par capitalisation recueille 44 % d'adhésion globale, mais les disparités sociologiques sont ici importantes. Ce sont majoritairement les hommes (53 %, contre 35 % des femmes), les travailleurs indépendants (67 %) et les membres de la classe supérieure (71 %) qui soutiennent cette solution.

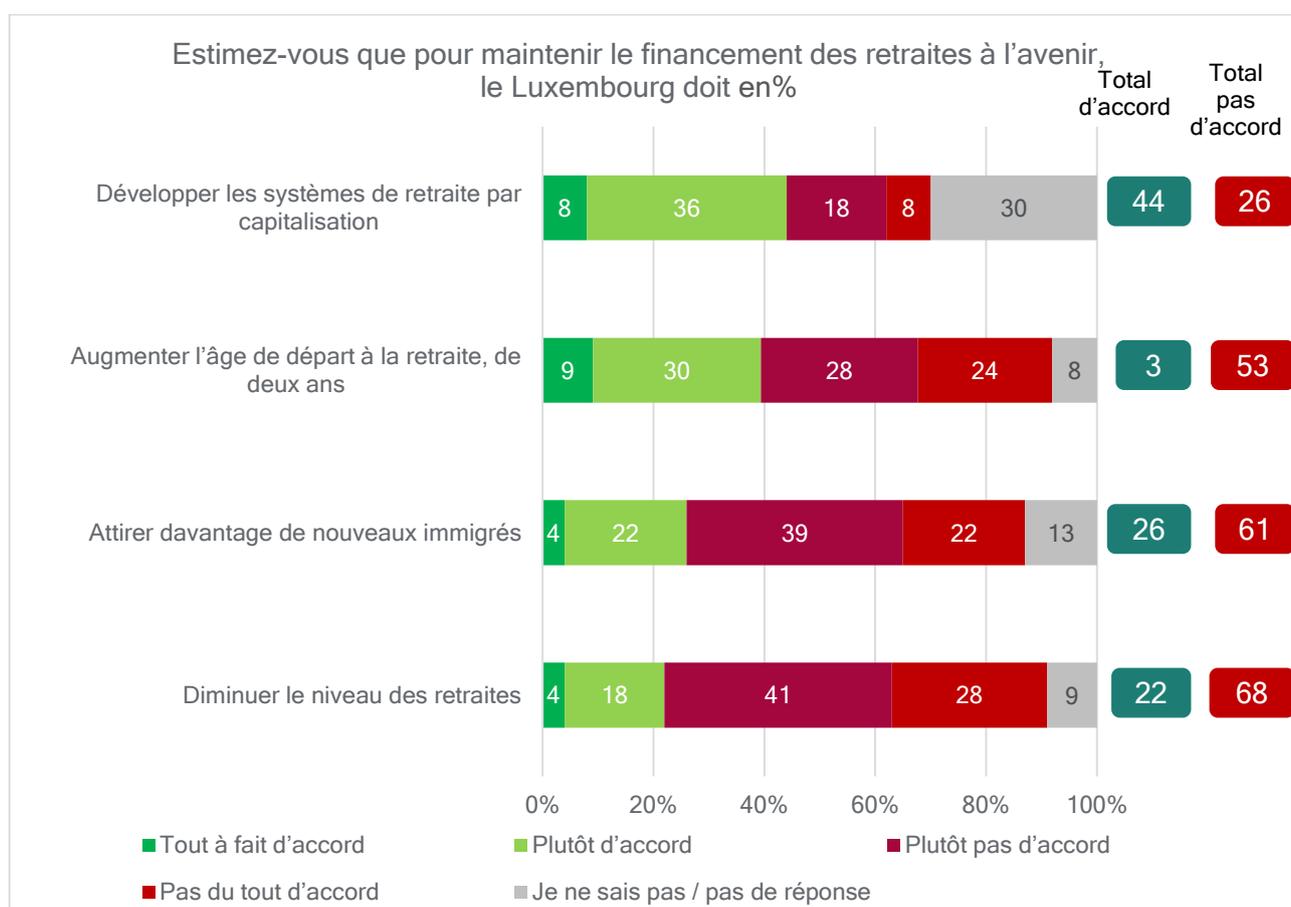


Figure 10 Modalités de financement des retraites selon les citoyens luxembourgeois

III. Positionnements idéologiques

6. Le spectre politique perçu au Luxembourg

L'enquête Polindex 2025 confirme les résultats de l'enquête Polindex 2024 concernant l'auto-positionnement politique des citoyens par rapport à la gauche et à la droite : 37% des répondants se placent au centre de l'échiquier politique. La moyenne sur une échelle de 1 à 10 est de 5,1 en 2025, alors qu'elle était de 5 en 2024.

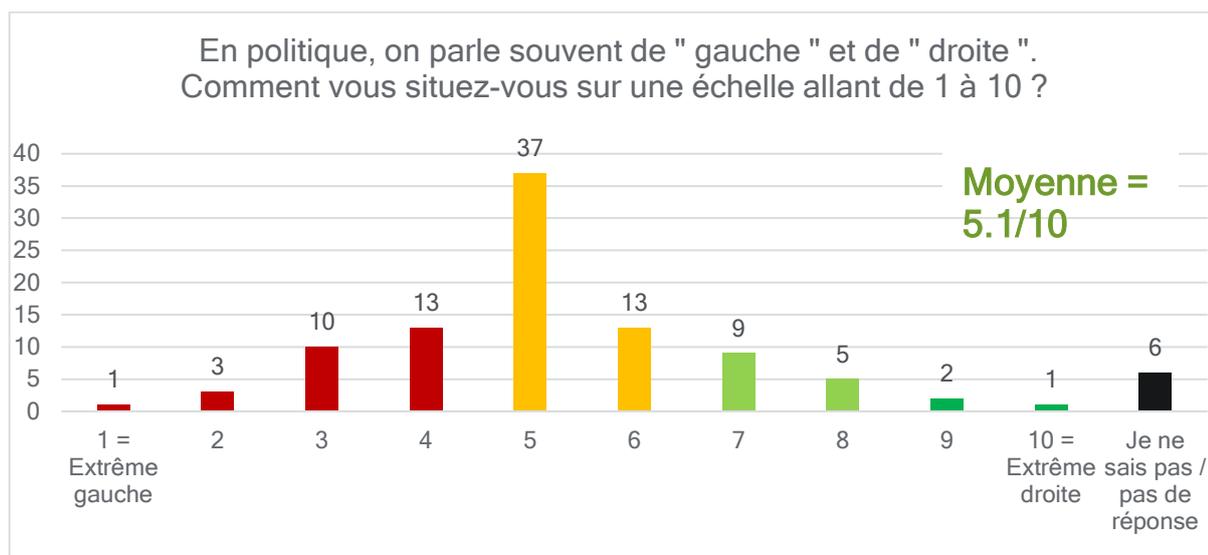


Figure 11 Auto-positionnement sur l'échelle gauche/droite des citoyens luxembourgeois

Les citoyens placent Déi Lénk à l'extrême gauche, tandis qu'ils placent majoritairement l'ADR à l'extrême droite. Déi Gréng, le LSAP et les Piraten sont perçus comme des partis de gauche, mais pour ces derniers 20% ne le savent pas. Le DP est généralement considéré comme une force politique de centre, tandis que les citoyens associent le CSV au centre droit et à la droite.

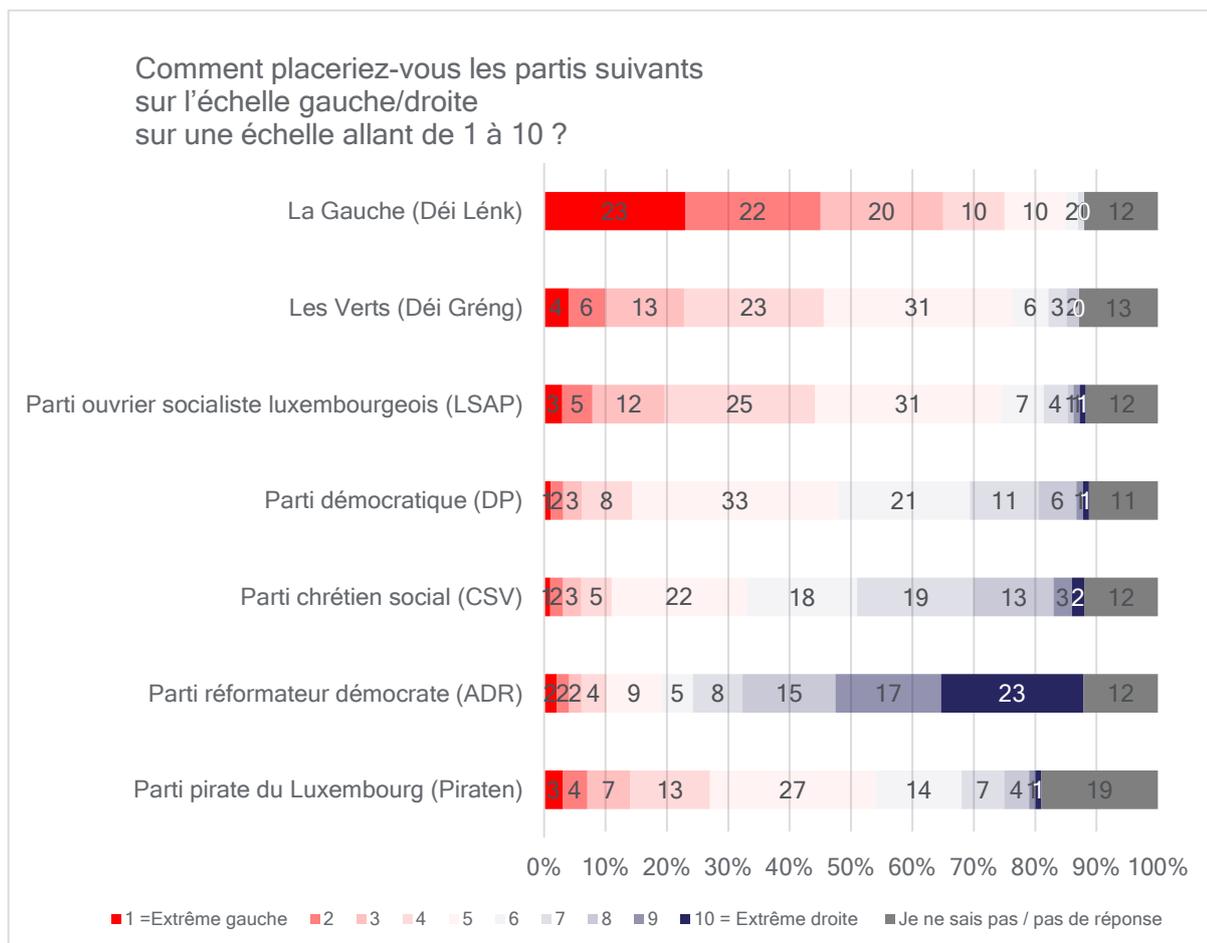


Figure 12 Positionnement des partis sur une échelle gauche/droite selon les citoyens luxembourgeois

7. Perceptions du public à l'égard du Gouvernement

La discordance entre l'offre et la demande politique, les sentiments ambivalents que suscite la politique au Luxembourg, ainsi que les disparités générationnelles marquées – entre espoir et intérêt chez les plus âgés, méfiance, ennui voire indifférence chez les plus jeunes – entraînent des répercussions tangibles sur la perception des politiques publiques actuellement menées par le gouvernement.

Depuis l'automne 2023, les citoyens luxembourgeois demeurent dans une posture d'observation et d'attente vis-à-vis de la coalition gouvernementale, formée par le Parti chrétien-social (CSV) et le Parti démocratique (DP). Le taux moyen de satisfaction à l'égard de l'action gouvernementale, mesuré sur une échelle de 1 à 10, se maintient autour de 5,2. Ce niveau de satisfaction est relativement stable depuis Polindex 2024 succédant à la formation du gouvernement actuel, mais il reste inférieur aux niveaux enregistrés lors de précédentes enquêtes, notamment à l'occasion des élections législatives européennes de 2018-2019, ainsi que dans les mois précédant les élections législatives de 2023 comme l'indiquait Polindex de 2023.

Qui plus est, ce taux moyen de satisfaction, légèrement favorable au gouvernement en place, ne doit cependant pas masquer des clivages importants selon les générations. Chez les 25-34 ans, les 35-44 ans et les 45-54 ans, les avis positifs sont minoritaires. Sur l'échelle de 1 à 10, les scores moyens s'établissent respectivement à 4,9, 4,8 et 4,6.

Ces résultats indiquent une distance plus marquée vis-à-vis de l'action gouvernementale parmi les actifs et les jeunes adultes, ce qui pourrait refléter une perception plus critique des politiques menées en matière économique, sociale ou environnementale.

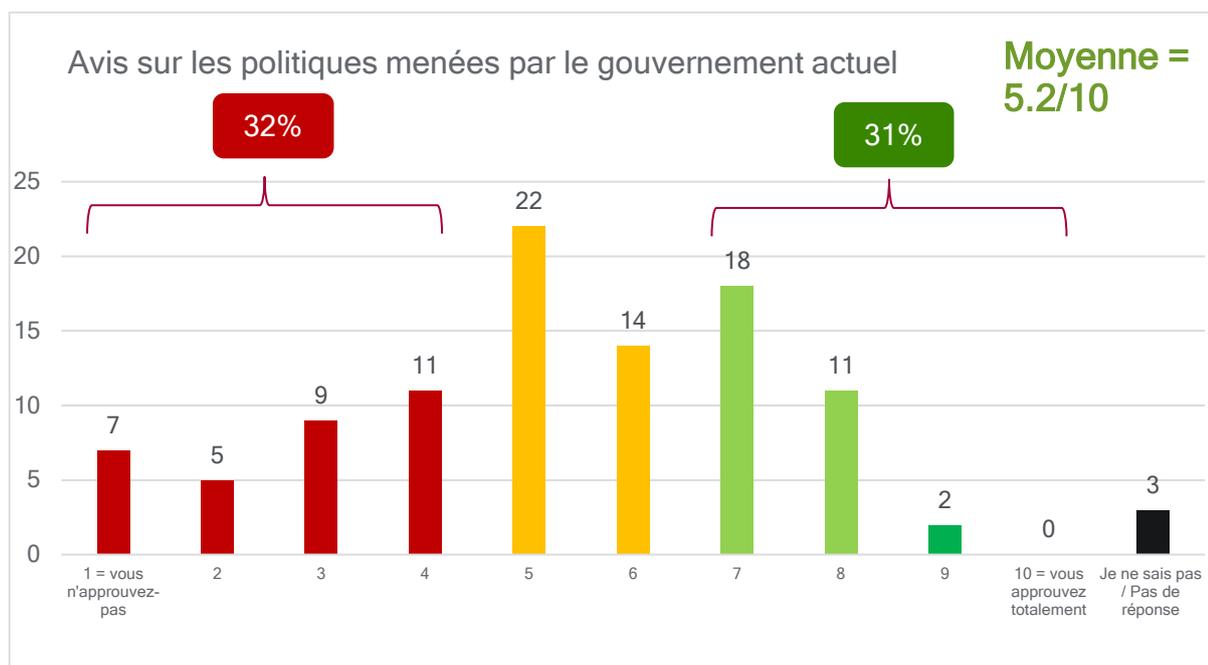


Figure 13 Avis sur les politiques menées par le Gouvernement selon les citoyens luxembourgeois

A ce titre, 69% des citoyens interrogés pensent que le Gouvernement n'a pas réussi à contenir l'inflation des prix de location des logements et à les rendre plus abordables.

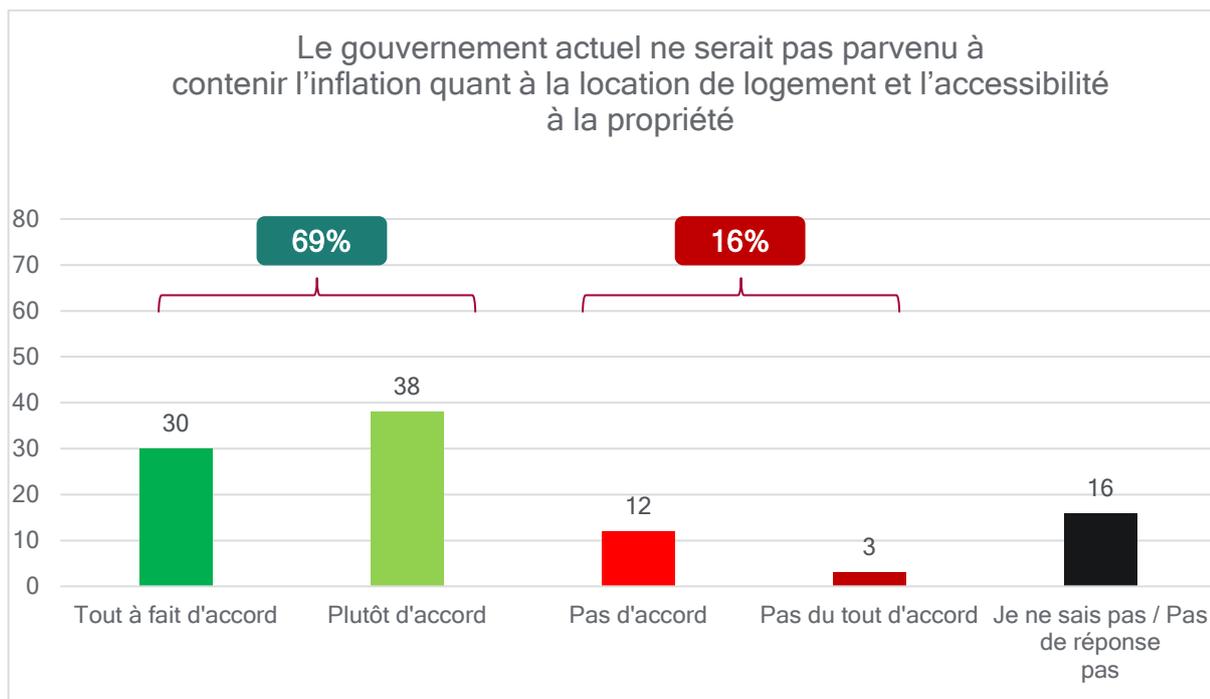


Figure 14 Capacité du Gouvernement en matière de logement selon les citoyens luxembourgeois

En outre, 54% des citoyens pensent clairement que le Gouvernement doit prendre des mesures pour réduire les écarts de revenus.

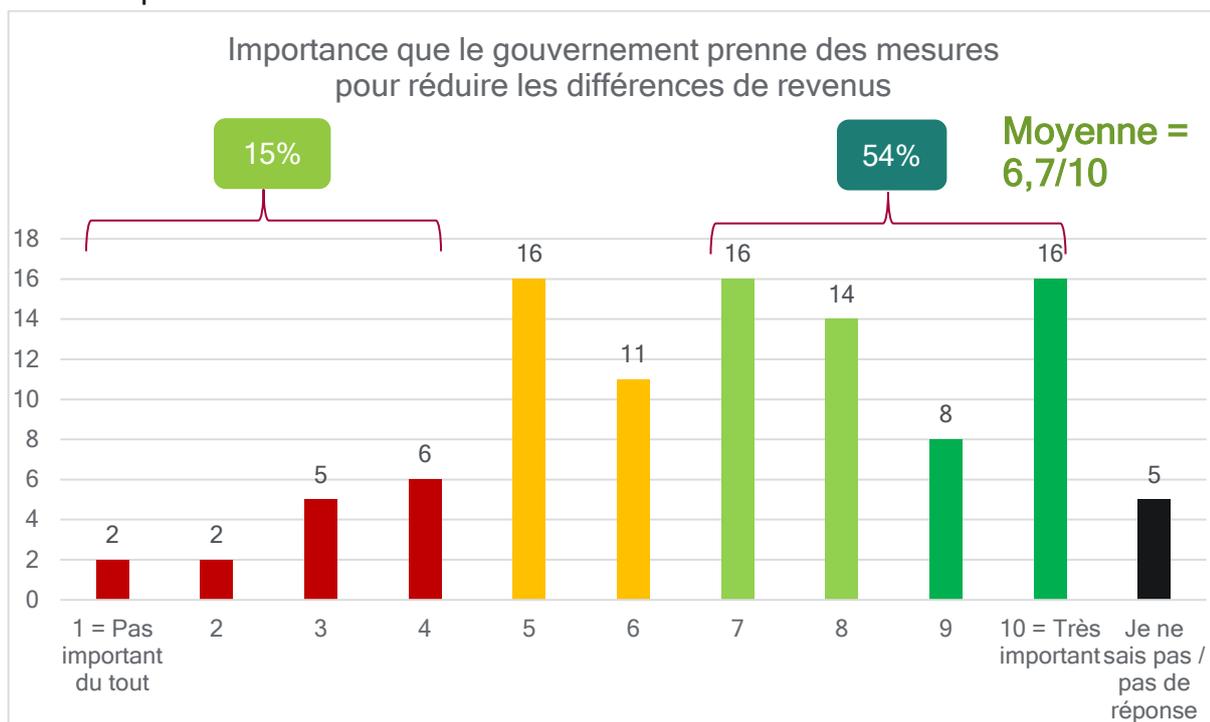


Figure 15 Capacité du Gouvernement en matière de réduction des différences de revenus selon les citoyens luxembourgeois

8. Les défis les plus urgents du Luxembourg

Comme en 2023 et 2024, Polindex 2025 constate que le logement est le défi le plus urgent auquel le Luxembourg doit faire face : 70 % des citoyens l'ont cité parmi les problèmes les plus importants dans leurs réponses. Le logement en tant que problème le plus urgent est le plus important dans les groupes d'âge de 18 à 24 ans et de 25 à 34 ans. Les soins de santé et la sécurité sociale figurent dans les réponses de 49 % de nos répondants de la cohorte. Viennent ensuite le maintien du pouvoir d'achat et l'environnement (respectivement 39 % et 38 %). Dans le classement des problèmes les plus urgents comme premiers choix des répondants, le logement (22%) est cependant suivi par l'environnement (10%) et les soins de santé/la sécurité sociale (7%) aux deuxième et troisième place. Pour notre participant ayant suivi un enseignement primaire, la guerre (20 %) et le racisme/la xénophobie (15 %) sont les deux défis les plus importants.



Figure 16 Problèmes les plus importants que le Luxembourg doit affronter selon les citoyens luxembourgeois

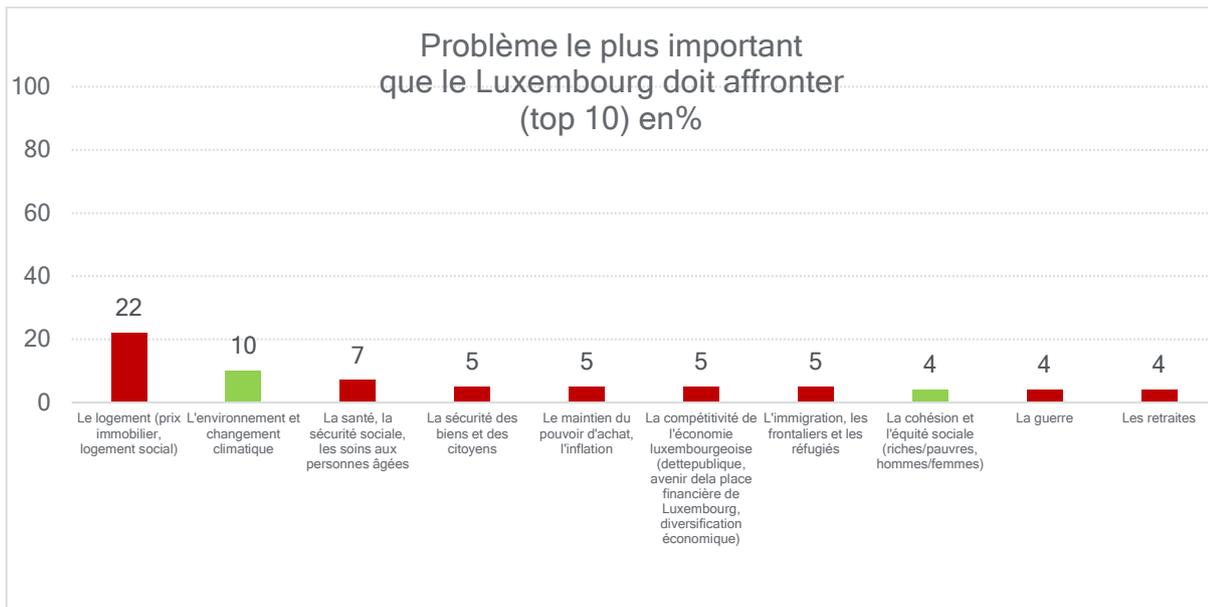


Figure 17 Problème le plus important que le Luxembourg doit affronter (top 10) selon les citoyens luxembourgeois

A l'instar des résultats des deux précédentes vagues Polindex, lorsqu'on interroge les citoyens luxembourgeois sur le parti politique qui serait le plus à même de résoudre les problèmes majeurs du pays, le Parti chrétien-social arrive en tête avec 20% des réponses. Il est suivi, comme traditionnellement, par le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (13%) et le Parti démocratique (11%).

Cependant, comme en 2023 et 2024, ce qui retient particulièrement l'attention, c'est le niveau élevé de défiance ou d'incertitude à l'égard de l'ensemble de l'offre partisane : 20 % des personnes interrogées déclarent ne pas savoir quel parti serait le plus compétent pour faire face aux défis du pays, et 15 % considèrent qu'aucune formation n'est en mesure de le faire.

Ce double constat - fragmentation des préférences partisanes et part significative d'indécision ou de rejet - met en lumière un décalage persistant entre les attentes des citoyens, notamment sur des enjeux cruciaux tels que le logement, la santé ou le pouvoir d'achat, et les réponses perçues comme crédibles de la part des acteurs politiques.



Figure 18 Parti qui parvient le mieux à résoudre les problèmes les plus importants du Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois

IV. Confiance du public et perceptions de la politique

9. Intérêt pour la politique et confiance dans les institutions

Cette discordance entre l'offre politique et les attentes exprimées par les citoyens ne se traduit toutefois pas par un désintérêt pour la politique. Bien au contraire. Comme cela a déjà été observé en 2023 et en 2024, les Luxembourgeois de citoyenneté demeurent majoritairement assez ou très intéressés par la vie politique, à hauteur de plus de 73%. Autrement dit, la distance critique vis-à-vis des formations partisanes ne s'accompagne pas d'un désengagement civique : elle témoigne plutôt d'une exigence accrue à l'égard des acteurs politiques et d'un désir de solutions concrètes face aux enjeux du quotidien. Ce chiffre s'élève à 83% chez les hommes et tombe à 63% chez les femmes. Toutefois, la majorité des citoyens des groupes d'âge 18-24 et 24-34ans ne s'intéressent pas à la politique. Comme chaque année, Polindex observe le taux le plus élevé parmi les citoyens âgés de plus de 65 ans.

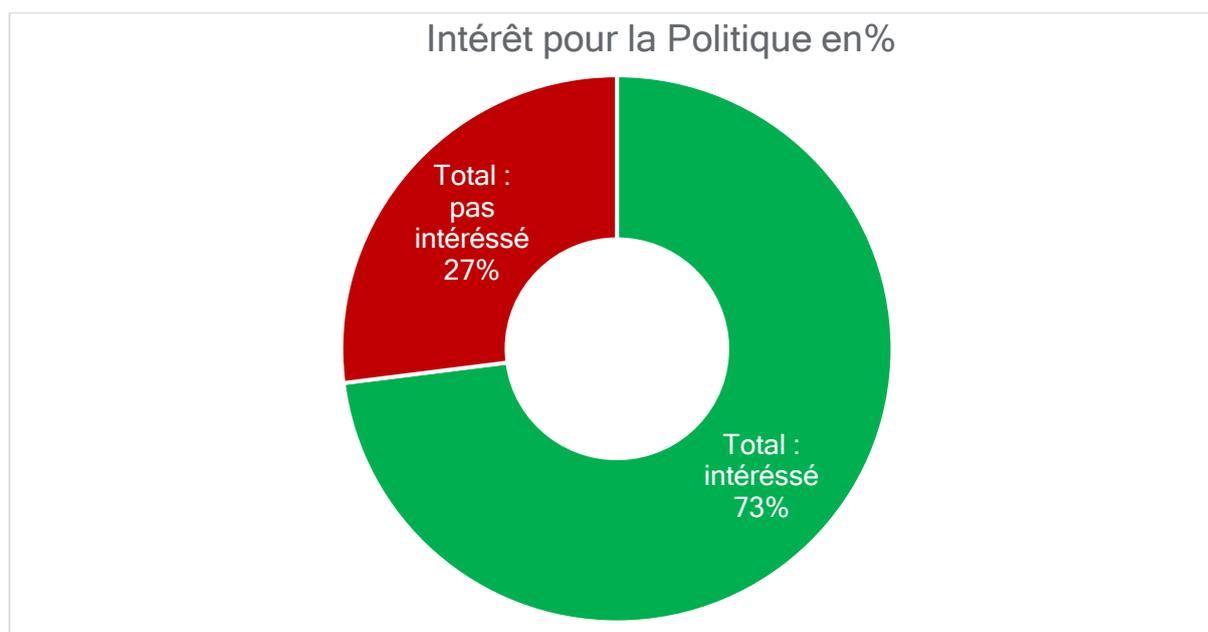


Figure 19 Intérêt pour la politique selon les citoyens luxembourgeois

L'intérêt élevé pour la politique coexiste avec une gamme très contrastée de sentiments à son égard. Les citoyens luxembourgeois, exigeants dans leurs attentes, restent majoritairement méfiants : 57% expriment de la défiance, un taux de 3 % supérieur à celui de 2024. 24% vont jusqu'à dire qu'ils ressentent de la peur face à la politique, tandis que des sentiments tels que l'ennui (15%) ou le dégoût (14%). Pour autant, cette ambivalence n'efface pas des valeurs plus positives comme le montrent le graphique ci-dessous : 40% portent de l'intérêt, un tiers des personnes interrogées voient dans la politique un vecteur d'espoir (34%), et 20% déclarent en avoir un profond respect.

La perception de la politique varie également fortement selon l'âge. La méfiance est particulièrement marquée parmi les 35 à 54 ans : plus de 62% de cette tranche d'âge déclarent se méfier du monde politique. L'ennui, quant à lui, est surtout exprimé par les plus jeunes : plus de 23% des 18-24 ans et des 25-34 ans disent éprouver de l'ennui vis-à-vis de la politique. À l'inverse, l'espoir suscité par la politique est davantage partagé par les personnes âgées de 65 ans et plus, à hauteur de 44%. Plus l'on avance en âge, plus l'intérêt pour la politique semble croître, de même que la conviction qu'elle peut être porteuse d'espoir. En revanche, chez les plus jeunes, cet espoir est nettement plus limité : il n'est partagé que par 27% des 25-34 ans, et par 26% des 18-24 ans.

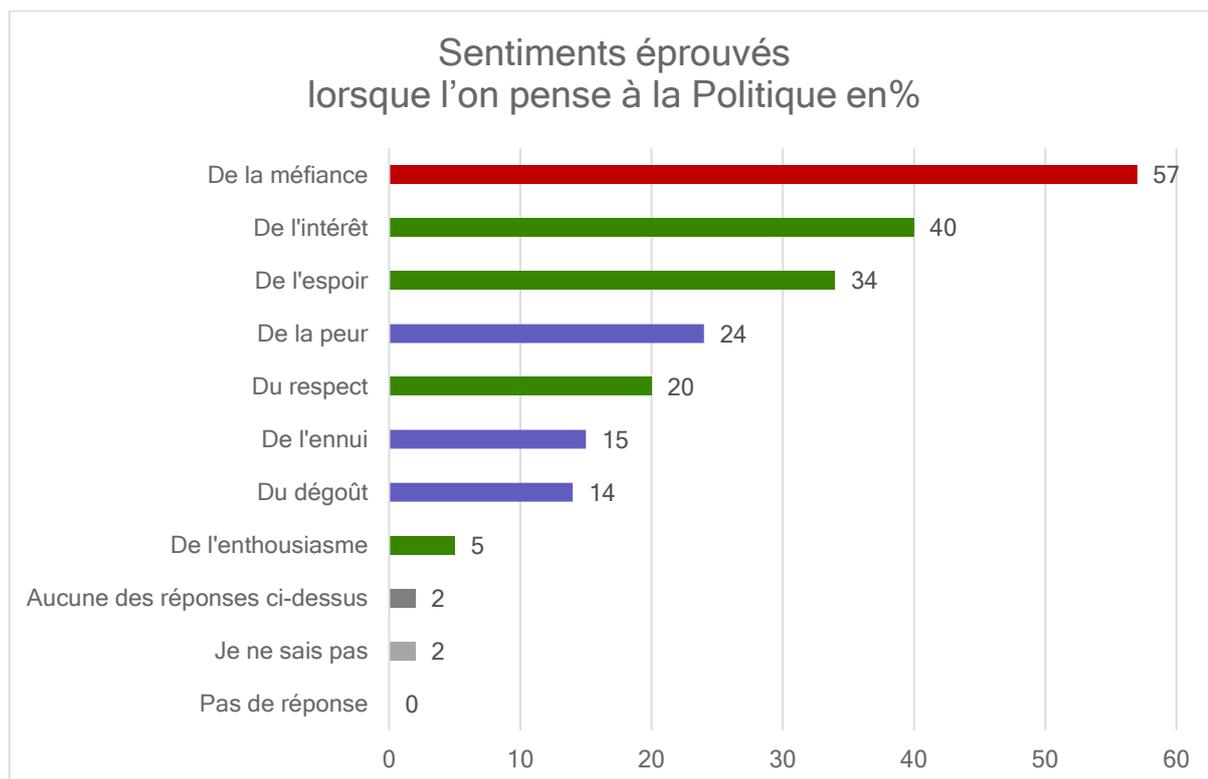


Figure 20 Sentiments éprouvés lorsque l'on pense à la Politique selon les citoyens luxembourgeois

Le graphique suivant classe les différentes institutions nationales et européennes en fonction de la confiance du public. La CNS jouit de la plus grande confiance des citoyens, suivi de près par le pouvoir judiciaire national et la Cour de justice de l'Union européenne. La Chambre des députés et le Gouvernement sont classés respectivement aux 6^e et 7^e places, avec des taux moyens de 5,6 et 5,3.

L'évaluation de la fiabilité des plateformes de médias sociaux montre cependant de faibles résultats (une moyenne de 3 sur une échelle de 1 à 10). En outre, les partis politiques - ainsi que la télévision - sont classés à l'avant-dernière place dans notre liste de confiance du public.

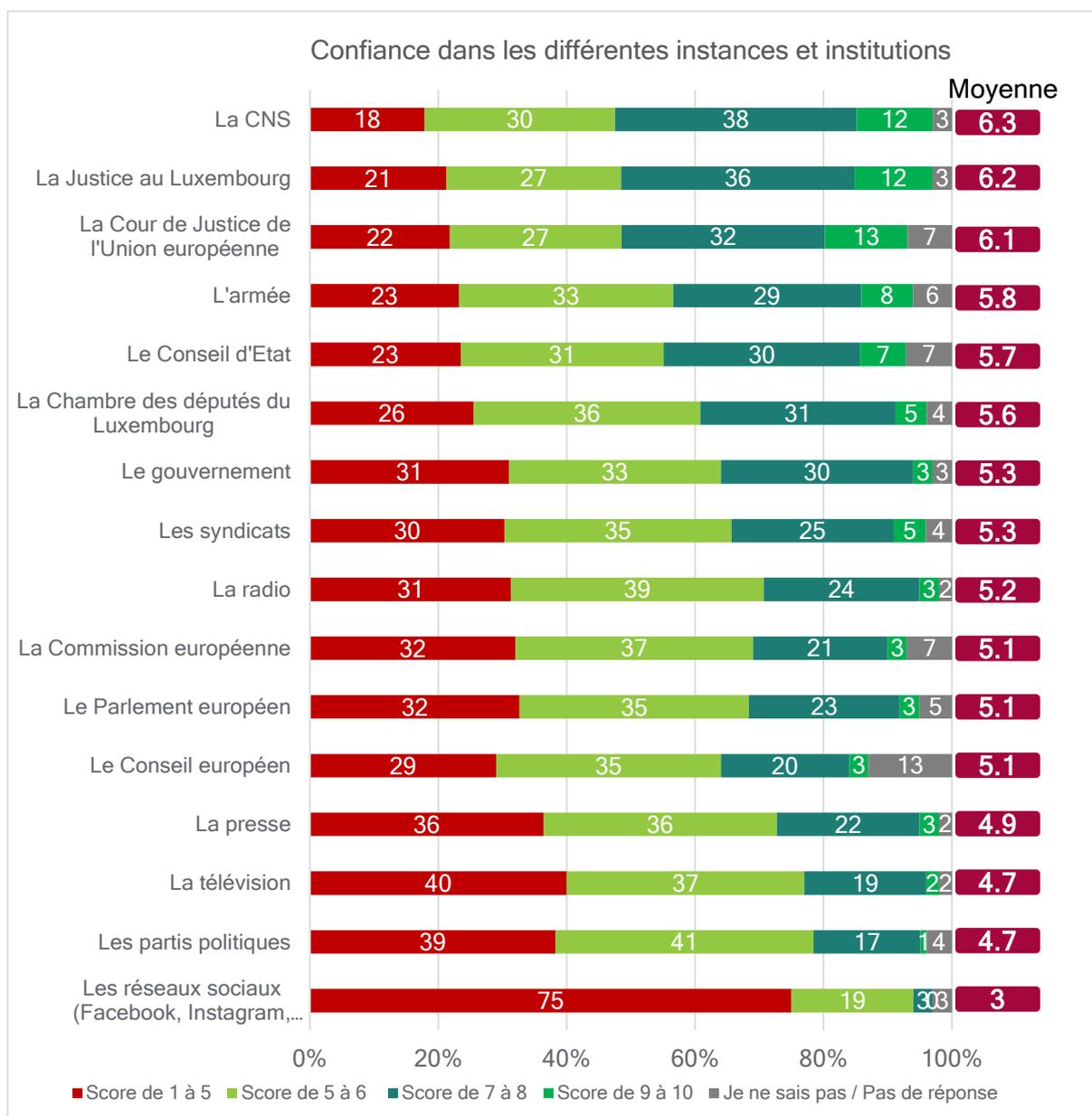


Figure 21 Confiance dans les différentes instances et institutions des citoyens luxembourgeois

10. Source et langue de l'information politique

Comme en 2023 et 2024, les articles de journaux représentent, avec 47 %, la principale plateforme de collecte d'informations politiques parmi les citoyens qu'ils soient imprimés ou en ligne. Cependant, le taux est plus faible dans les deux groupes d'âge les plus jeunes de notre étude (32% et 33%, respectivement, pour les 18-24 et les 25-34ans). En général, les journaux sont suivis par d'autres médias professionnels tels que la radio et la télévision (17% et 13%, respectivement). Parler de politique (des élections législatives récentes, par exemple) avec la famille et les amis s'avère être un canal d'information important dans le groupe d'âge le plus jeune. En revanche, la consultation des profils d'élus sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn, TikTok ou X) n'apparaît nullement importante: seuls 6 % des citoyens y ont recours. La participation à des réunions politiques, qu'elles soient partisanes ou thématiques (en lien avec des enjeux économiques, sociaux ou environnementaux), ne sont plus citées comme source principale d'information.

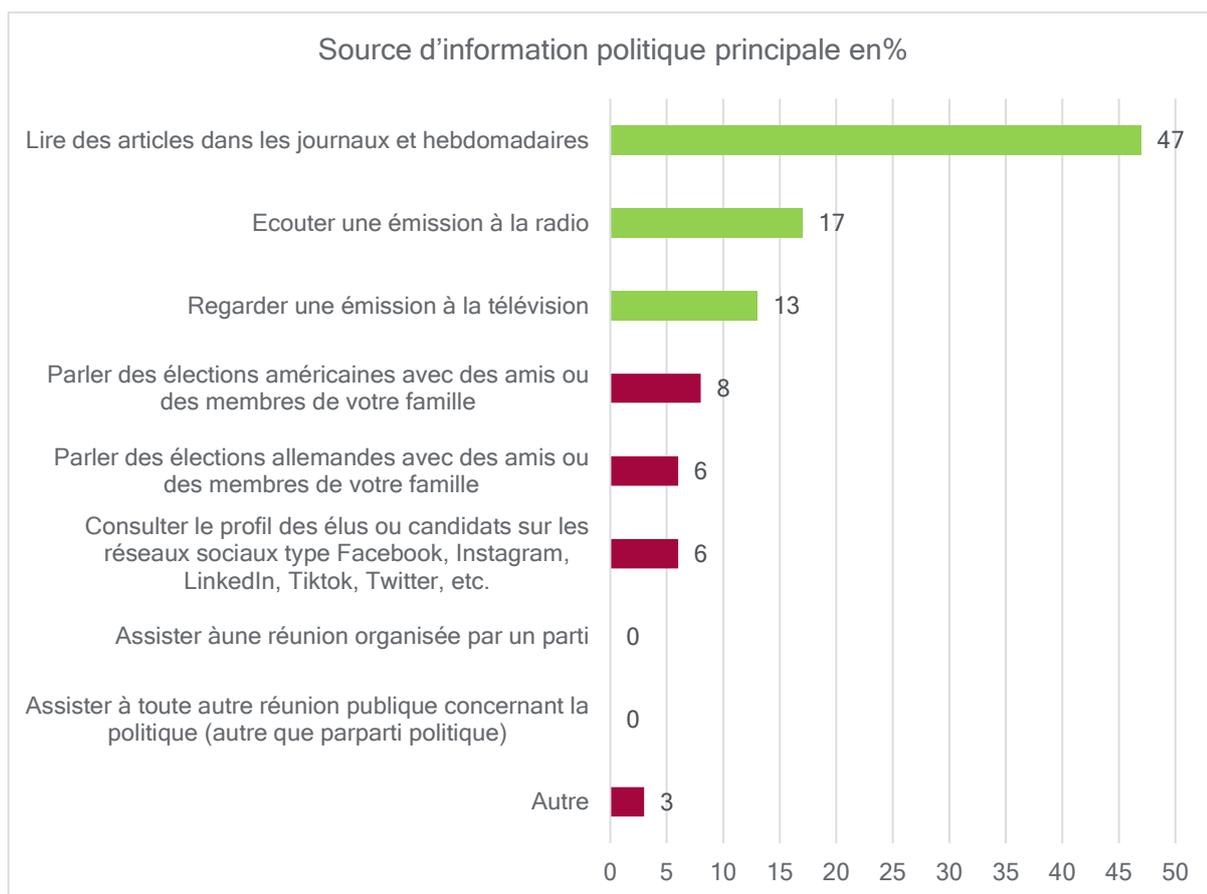


Figure 22 Source d'information politique principale selon les citoyens luxembourgeois

Ce rôle central des médias professionnels dans la structuration de l'opinion politique pose dès lors la question des conditions d'accès à l'offre politique au Luxembourg. La langue joue ici un rôle déterminant : le luxembourgeois pour les citoyens luxembourgeois reste la langue privilégiée pour s'informer sur la politique (45 %), devant l'allemand (32 %) et le français (17 %). Ces préférences varient toutefois selon les générations et les territoires. Ainsi, à Luxembourg-Ville, le français constitue la première langue d'accès à l'information politique. Chez les plus âgés (55 ans et plus), c'est l'allemand qui prédomine, atteignant 40 %. Quant aux 35-44 ans, ils se distinguent par leur attachement au luxembourgeois, ce qui se traduit. Avec 13 %, c'est le groupe d'âge le plus jeune pour lequel l'anglais est le plus important.

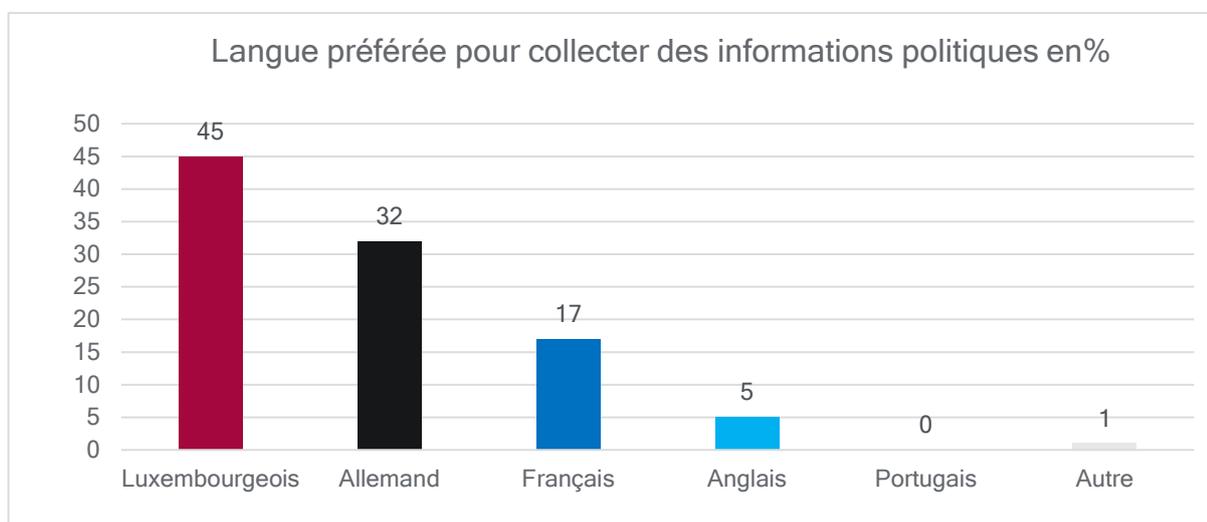


Figure 23 Langue préférée pour collecter des informations politiques selon les citoyens luxembourgeois

11. Perception des politiciens et de la représentation

Il est frappant de constater que 67% de nos répondants pensent que les décideurs politiques ne se soucient guère de ce que pensent les gens. Ce résultat confirme les conclusions des précédentes vagues du Polindex et doit être compris en relation avec le sentiment dominant de méfiance à l'égard de la politique. Parmi les classes d'âge faisant le moins confiance aux responsables politiques quant à leur préoccupation pour les citoyens, les jeunes de 18 à 24 ans se distinguent : 48 % estiment que les politiciens se soucient peu des personnes, et 5 % pensent qu'ils ne s'en préoccupent pas du tout. Ce scepticisme est encore plus marqué chez les 45-54 ans, parmi lesquels 48 % jugent que les responsables politiques se préoccupent peu, et 24 % qu'ils ne s'en préoccupent pas du tout. Ce sentiment est également très répandu dans les classes ouvrières, où 44 % estiment que l'attention des politiciens est faible, et 31 % qu'elle est inexistante.

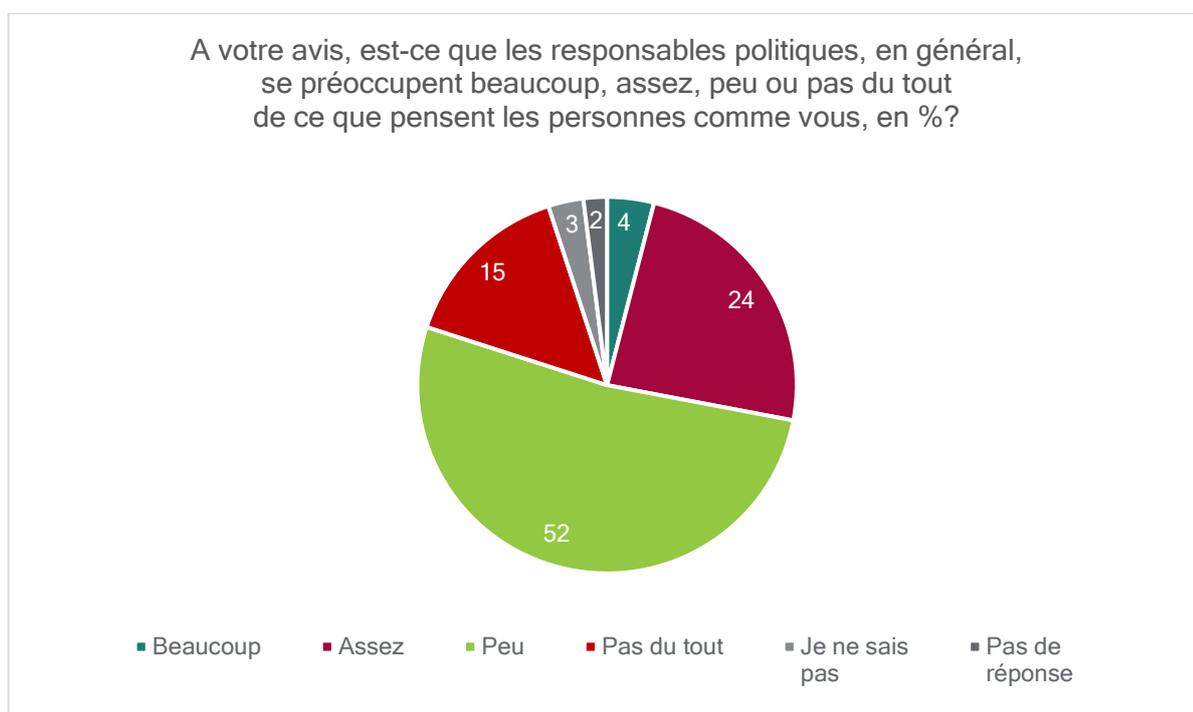


Figure 24 Responsables politiques et prise en compte des préoccupations des citoyens au Luxembourg

Le graphique ci-dessous illustre le désir d'une démocratie plus directe au Luxembourg. Sur une échelle de 1 à 10, l'importance moyenne attribuée au fait de donner le dernier mot aux citoyens sur les décisions importantes par le biais d'un référendum est de 6,7. Il s'agit là encore d'une tendance que les trois vagues de l'indice Polindex confirment.

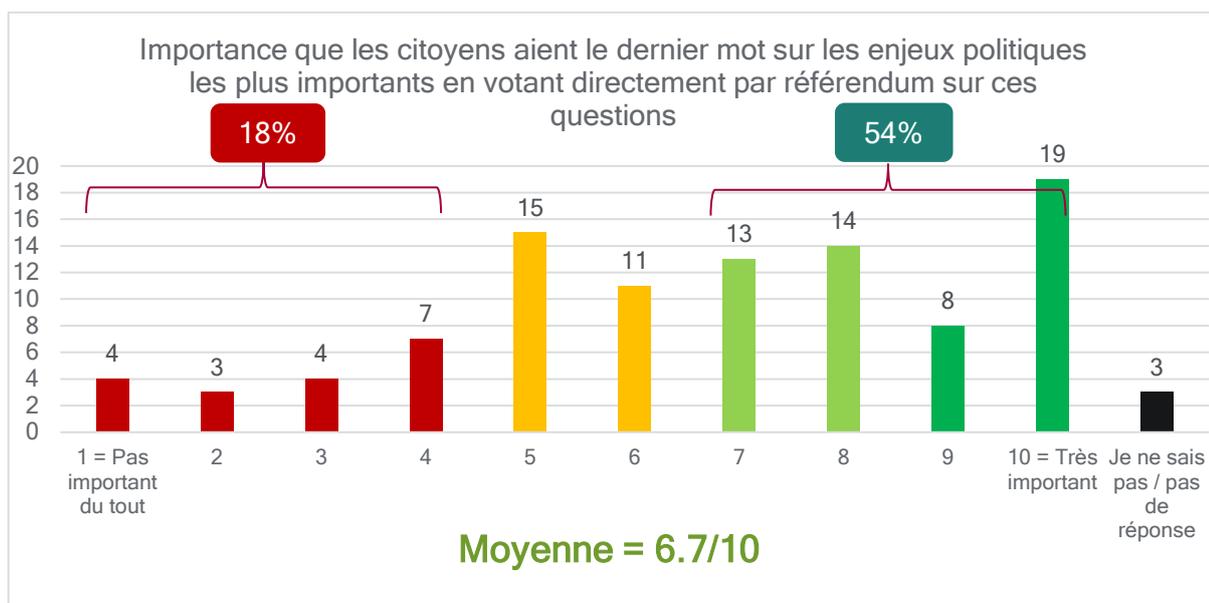


Figure 25 Citoyens et recours au référendum au Luxembourg

En outre, notre étude observe une forte conviction que les hommes politiques serviraient mieux le pays s'ils cessaient de parler et commençaient plutôt à agir. Nous constatons également une forte conviction que les différences politiques entre les citoyens et l'élite sont plus importantes que parmi les citoyens. La majorité des citoyens pensent que les hommes politiques sont déconnectés de la réalité, qu'ils ne servent que leurs propres intérêts et qu'ils sont opportunistes.

47 % des personnes interrogées pensent que les hommes politiques ne font pas de leur mieux pour tenir leurs promesses électorales. Sur une note plus positive, la proposition niant que nous pouvons être fiers de notre système démocratique a reçu une faible approbation (25 %), ce qui correspond au niveau élevé de satisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique dans le pays. En outre, les citoyens expriment un sentiment de communauté que les élections européennes représentent via des problèmes et des solutions communs.

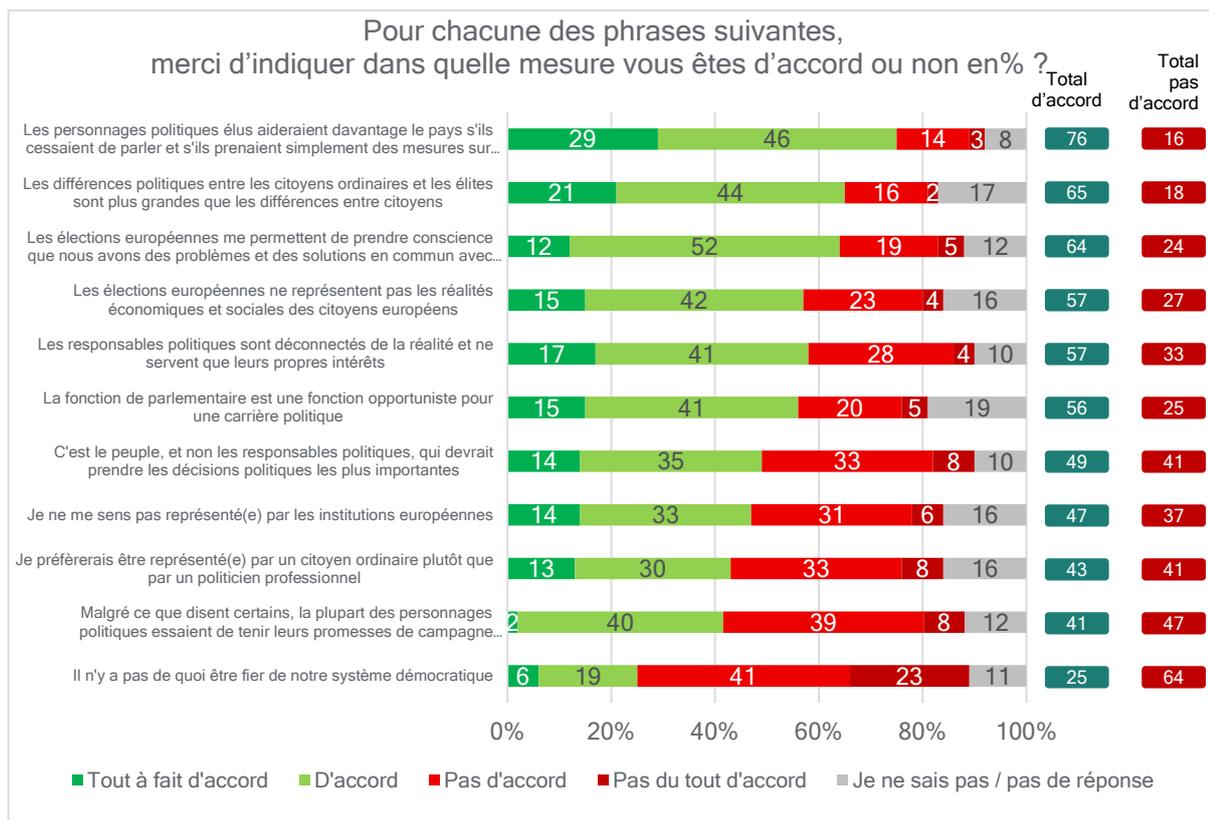


Figure 26 Appréciation des responsables politiques par les citoyens au Luxembourg

V. Statut de la démocratie

12. Approbation de la démocratie

En 2025, 80% des personnes interrogées estiment que la démocratie, malgré ses difficultés, est toujours préférable à toute autre forme de gouvernement. En conséquence, 72% sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord pour dire que la démocratie est le meilleur système politique possible et qu'elle est irremplaçable. Notre étude révèle une forte conviction (78%) qu'il est utile de voter, les élections étant le principal moyen d'exprimer son opinion. La confiance dans l'existence d'un système démocratique au sein de l'UE et dans les mesures prises pour préserver les normes démocratiques est également solide (64% et 61%, respectivement). La majorité des citoyens (64%) pensent également que le système politique luxembourgeois permet aux citoyens d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement. Cependant, un tiers des citoyens (30%) expriment un doute significatif à l'égard des équilibres actuels entre démocratie et efficacité : ils se déclarent favorables à « moins de démocratie mais plus d'efficacité », une formule qui traduit une tension persistante entre idéal démocratique, lenteur des processus décisionnels et attente de résultats concrets. C'est parmi ceux qui se décrivent partie de la classe ouvrière que ce sentiment est le plus fort, jusqu'à 37% d'accord et tout à fait d'accord.

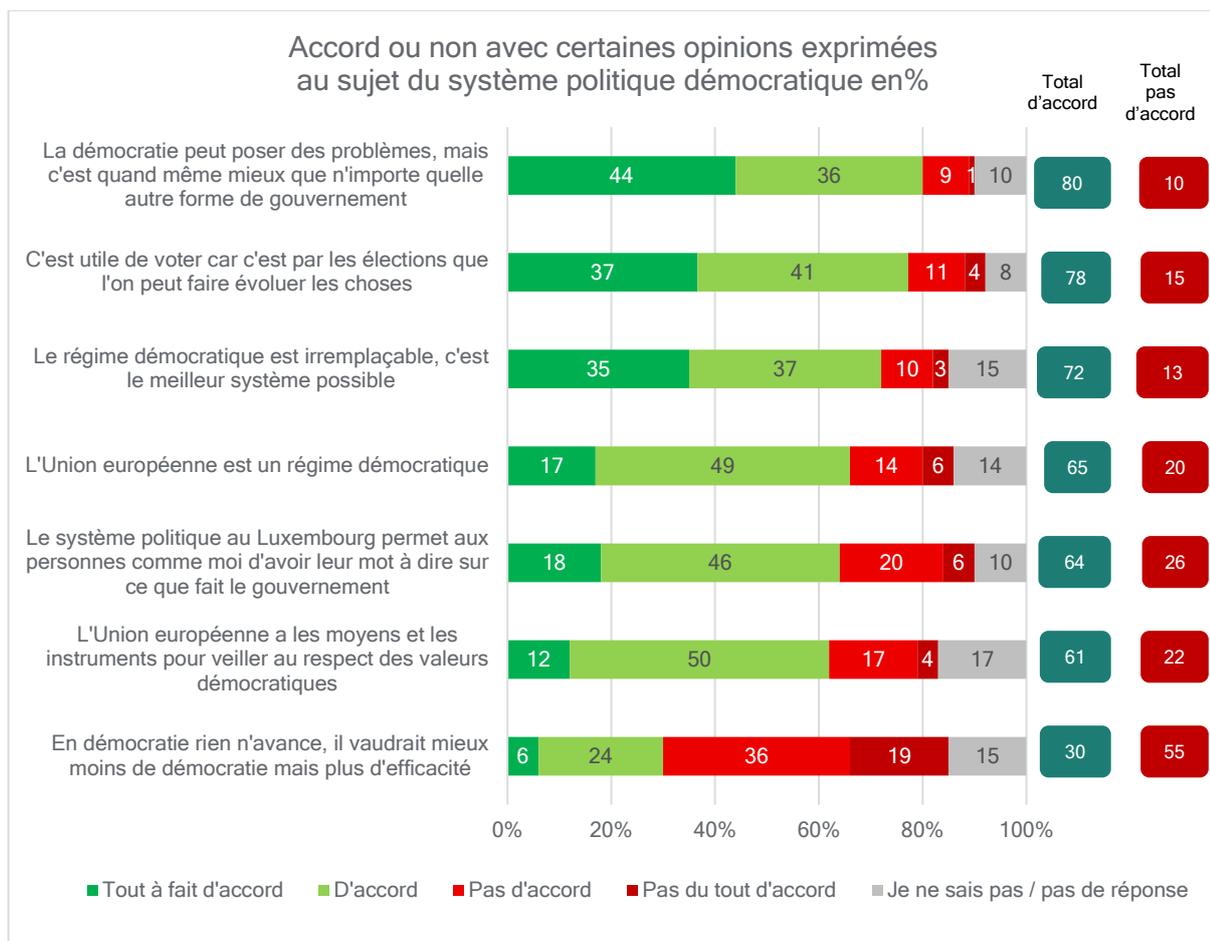


Figure 27 Appréciation du système démocratique selon les citoyens luxembourgeois

13. Le sens et la pratique de la citoyenneté au Luxembourg

Dans Polindex 2025, les thématiques liées à la citoyenneté et au système électoral et à la confiance dans les institutions continuent d'occuper une place centrale. L'une des questions récurrentes concerne l'impact potentiel de la suppression du vote obligatoire au Luxembourg. Les données recueillies confirment que, dans un tel scénario, les comportements électoraux des citoyens luxembourgeois tendraient à s'aligner sur ceux observés dans les pays voisins – comme l'Allemagne et la France – où le vote n'est pas obligatoire.

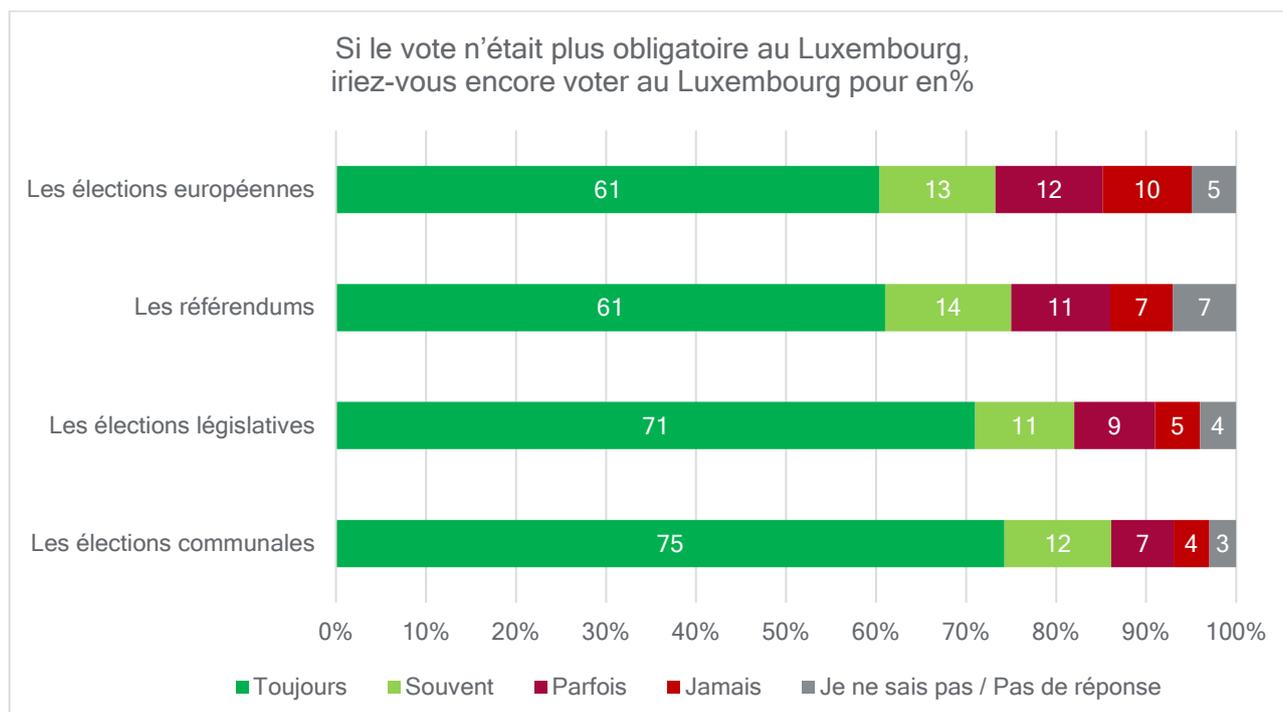


Figure 28 Appréciation sur le maintien du vote obligatoire aux élections selon les citoyens luxembourgeois

Ainsi, les élections communales resteraient les plus mobilisatrices, avec un taux de participation estimé à 75 %, suivies des élections législatives (71 %), puis des référendums et des élections européennes, pour lesquels la participation se situerait autour de 60 %. Ces résultats suggèrent une hiérarchisation des scrutins en fonction de leur proximité perçue avec les préoccupations locales ou nationales.

Des disparités générationnelles demeurent néanmoins notables. Les 25-34 ans se distinguent par une propension moindre à participer à l'ensemble des scrutins. Dans cette tranche d'âge, seuls 65% déclarent qu'ils voteraient toujours, et 17 % qu'ils le feraient souvent, en l'absence d'obligation. Ce recul relatif de la participation dans les générations les plus jeunes mérite une attention particulière, notamment dans le cadre des débats sur la réforme du droit électoral ou les politiques d'éducation à la citoyenneté.

La conception de la citoyenneté reste, pour une majorité, ancrée dans des comportements classiques de participation civique. Être un « bon citoyen », pour les Luxembourgeois, c'est d'abord voter : la moyenne de cette affirmation s'établit à 5,9 sur 10. Suivent l'obéissance aux lois et aux règles édictées par la puissance publique (5,8), le paiement des impôts (5,4), et l'aide aux personnes défavorisées vivant au Luxembourg (5,3).

D'autres formes de citoyenneté, plus actives ou alternatives, recueillent des niveaux d'adhésion nettement moindres. Le service militaire, bien que revenu dans les débats publics dans le contexte international de conflits qualifiés de « haute intensité », n'est perçu que faiblement comme un marqueur de citoyenneté (3,7 sur 10). De même, l'engagement dans des associations à caractère social ou politique ne suscite qu'un assentiment modéré (4,2). Enfin, l'adoption de comportements éthiques dans la consommation – achats équitables, durabilité, etc. – obtient une moyenne de 4,7, indiquant que cette dimension de la citoyenneté reste encore minoritaire dans les représentations sociales.

Ces données confirment un modèle de citoyenneté centré sur les devoirs institutionnels, mais plus distancié à l'égard des formes contemporaines de participation ou d'engagement, qu'elles soient associatives, environnementales ou solidaires. Elles doivent être mises en relation avec la relative indifférence – ou tout au moins la modération – que suscite aujourd'hui la politique dans certains segments de la population, notamment les plus jeunes.

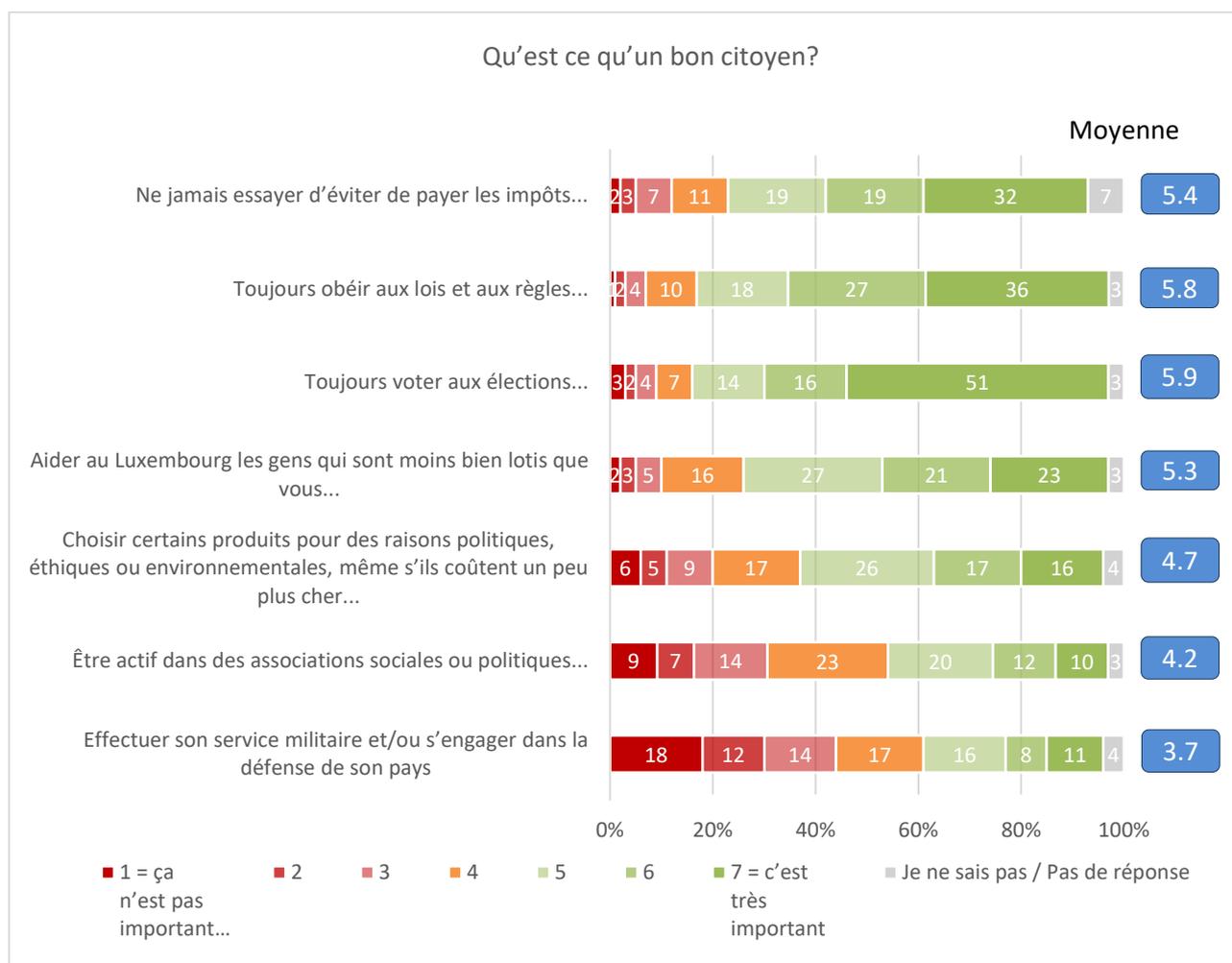


Figure 29 Définition de la citoyenneté selon les citoyens luxembourgeois

14. Satisfaction démocratique

Chaque année de l'étude, Polindex confirme un taux de satisfaction démocratique très élevé. En 2025, 77% des répondants sont très ou assez satisfaits du fonctionnement démocratique au Luxembourg.

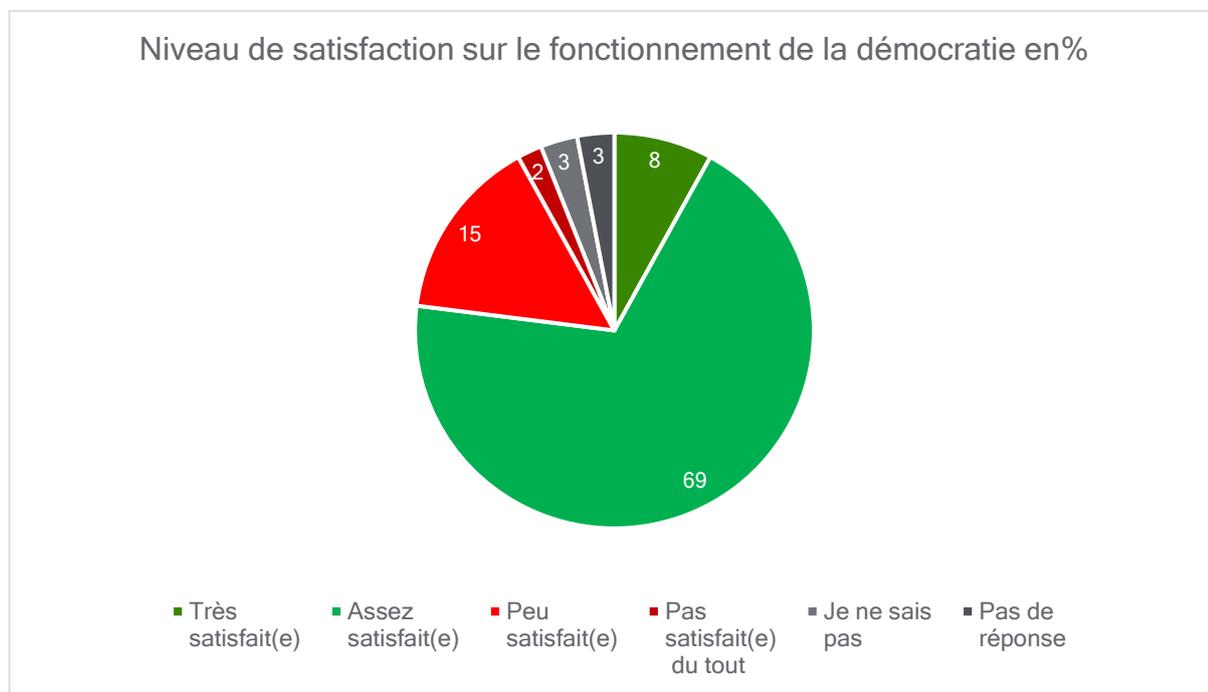


Figure 30 Niveau de satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie selon les citoyens luxembourgeois

15. Insatisfaction démocratique

L'enquête Polindex 2025 vise également à étudier les raisons sous-jacentes de l'insatisfaction démocratique au Luxembourg. La question suivante s'adresse à ceux qui ont répondu "pas tout à fait" ou "pas du tout" satisfaits du fonctionnement démocratique dans le pays. L'élément le plus important de l'insatisfaction démocratique au Luxembourg est le sentiment que les décideurs politiques ne se soucient pas du sort des citoyens ordinaires. Le graphique ci-dessous montre que la grande majorité des personnes insatisfaites de la démocratie se sentent également impuissantes face à la politique, que leur opinion ne compte pas et qu'elles sont exclues de la vie politique luxembourgeoise.

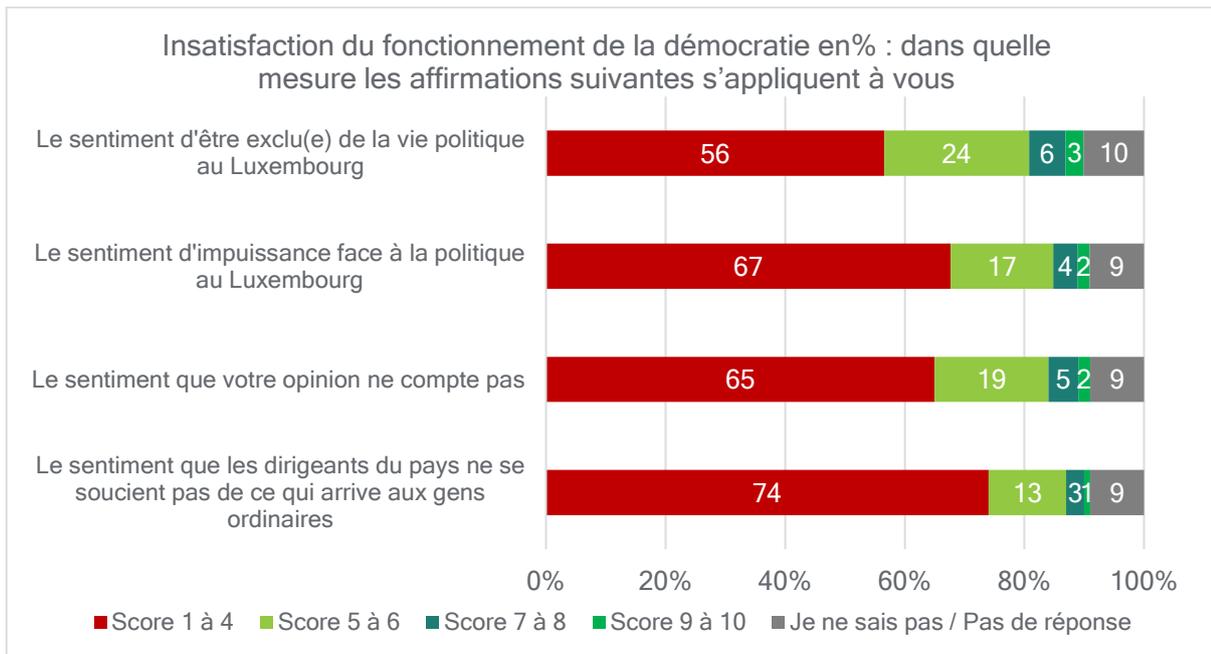


Figure 31 Raisons de l'insatisfaction dans le fonctionnement de la démocratie selon les citoyens luxembourgeois

Nous avons demandé aux participants à l'enquête de donner leur avis sur des modes alternatifs de prise de décision politique et de gouvernance. 45% des citoyens pensent que les décisions devraient être prises par des experts plutôt que par le Gouvernement. Cependant, les citoyens désapprouvent fortement l'idée d'un "leader charismatique" comme étant une bonne solution. 59% le pensent ainsi.

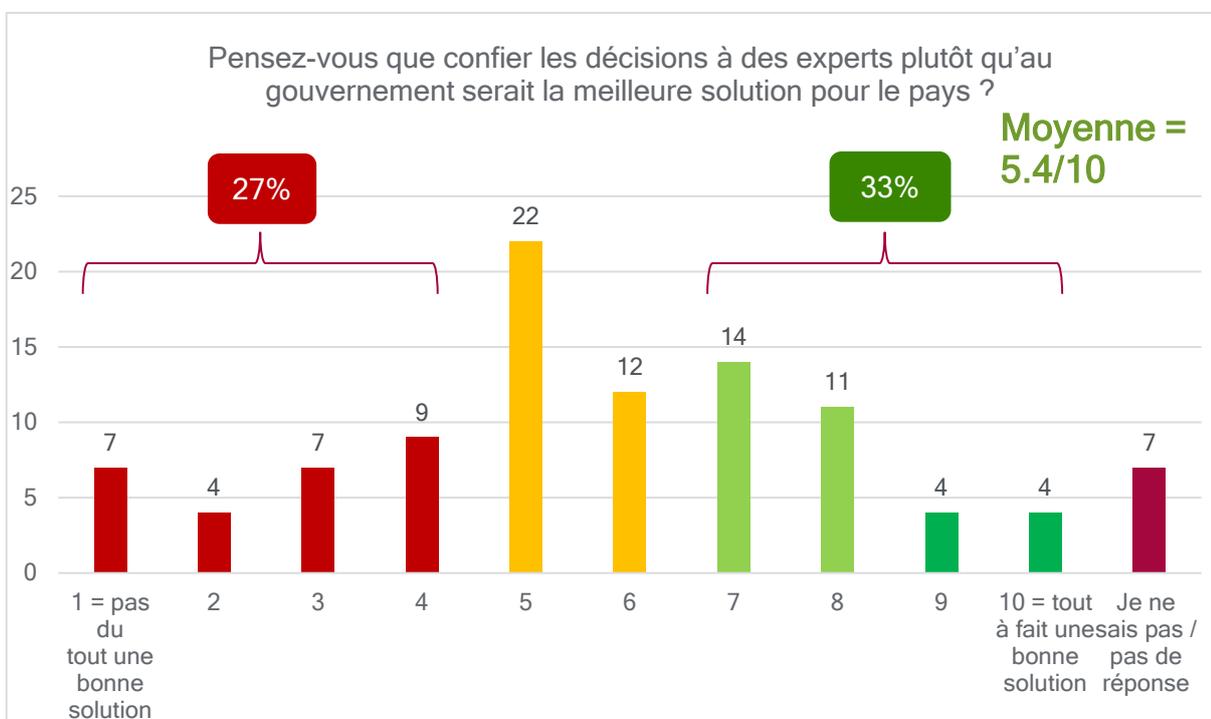


Figure 32 Appréciation de l'expertise en politique selon les citoyens luxembourgeois

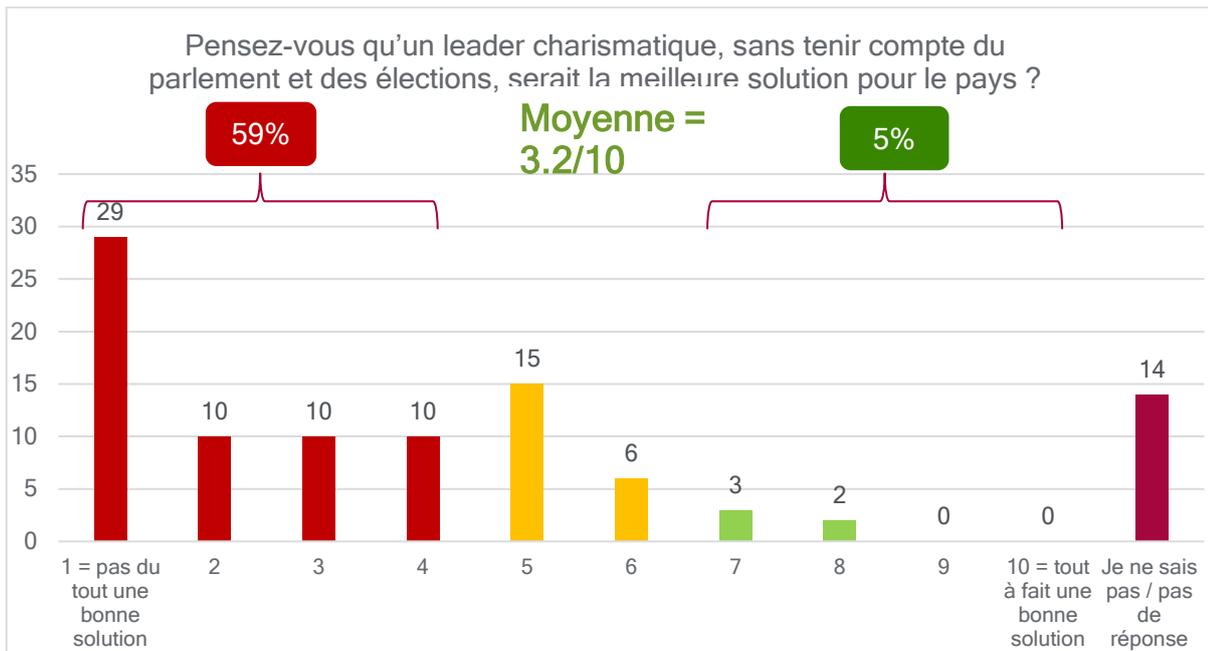


Figure 33 Appréciation du leader charismatique en politique selon les citoyens luxembourgeois

Cependant, un tiers des citoyens (30 %) expriment un doute significatif à l'égard des équilibres actuels entre démocratie et efficacité : ils se déclarent favorables à « moins de démocratie mais plus d'efficacité », une formule qui traduit une tension persistante entre idéal démocratique, lenteur des processus décisionnels et attente de résultats concrets.

16. Moyens d'améliorer le fonctionnement démocratique

Polindex 2025 a proposé une liste de propositions pour améliorer la démocratie au Luxembourg. 54% des citoyens interrogés ont cité parmi leurs réponses plus de référendums sur les décisions importantes. Viennent ensuite des députés plus accessibles et plus réactifs (46%) et une plus grande participation citoyenne (45%). L'idée que le gouvernement prenne davantage de mesures pour inclure les diverses voix de la société a été incluse dans les réponses de 38 % des participants. En outre, les citoyens estiment qu'il est nécessaire de responsabiliser davantage les médias, tandis que l'option consistant à étendre les droits des résidents non citoyens s'est avérée moins populaire.

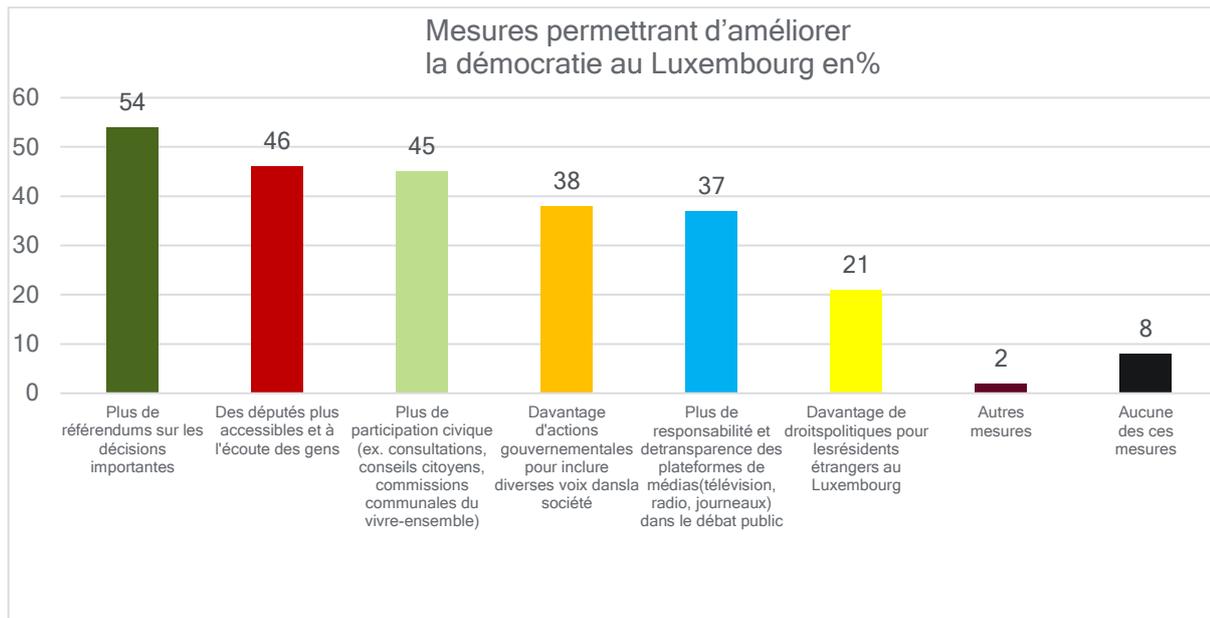


Figure 34 Mesures pour améliorer la démocratie selon les citoyens luxembourgeois

En outre, les propositions spécifiques comprenaient un système de vote électronique, le renforcement des instruments de démocratie directe et participative, et l'élection directe du premier ministre, entre autres. Parmi ces éléments, la mise en œuvre d'un système de vote électronique pour toutes les élections a été la plus populaire : 77 % des citoyens sont tout à fait ou assez d'accord avec cette idée. En deuxième position, la proposition de confirmer tous les changements constitutionnels par référendum a recueilli 55 % d'approbation. En outre, 52 % des citoyens sont d'accord pour que le premier ministre soit élu directement le jour des élections législatives. La majorité est d'accord pour que la parité hommes-femmes soit respectée lors de l'attribution de postes institutionnels importants (47%), que les modifications du traité de l'UE soient soumises au peuple par référendum (46%) et que les droits électoraux des citoyens de l'UE qui vivent au Luxembourg depuis au moins cinq ans soient étendus aux élections législatives (46%). En revanche, près de 60% désapprouvent l'idée d'inscrire automatiquement les résidents non-citoyens sur les listes électorales lorsqu'ils s'inscrivent dans leur commune en tant que résidents. Enfin, près de 60% désapprouvent la proposition selon laquelle, dans les communes de plus de 3 000 habitants, la liste des candidats aux élections municipales devrait inclure des résidents non citoyens (qui vivent dans le pays depuis au moins cinq ans) dans une proportion d'un tiers.

Les définitions contemporaines de la citoyenneté et la transformation progressive du rapport à la politique – bien que l'intérêt pour celle-ci reste majoritaire au Luxembourg, notamment en comparaison avec les démocraties voisines – modifient peu à peu la perception des mécanismes de délégation politique, pourtant constitutifs de la démocratie représentative.

Une large majorité de citoyens souhaite aujourd'hui pouvoir intervenir plus directement dans les processus décisionnels. À la question : « Les citoyens devraient-ils avoir le dernier mot sur les enjeux politiques les plus importants en votant directement par référendum ? », la réponse moyenne s'élève à 6,7 sur une échelle de 1 à 10. Ce chiffre est d'autant plus significatif que 54 % des répondants se situent dans le dernier quart de l'échelle (valeurs 8 à 10), exprimant ainsi un fort soutien à la démocratie directe.

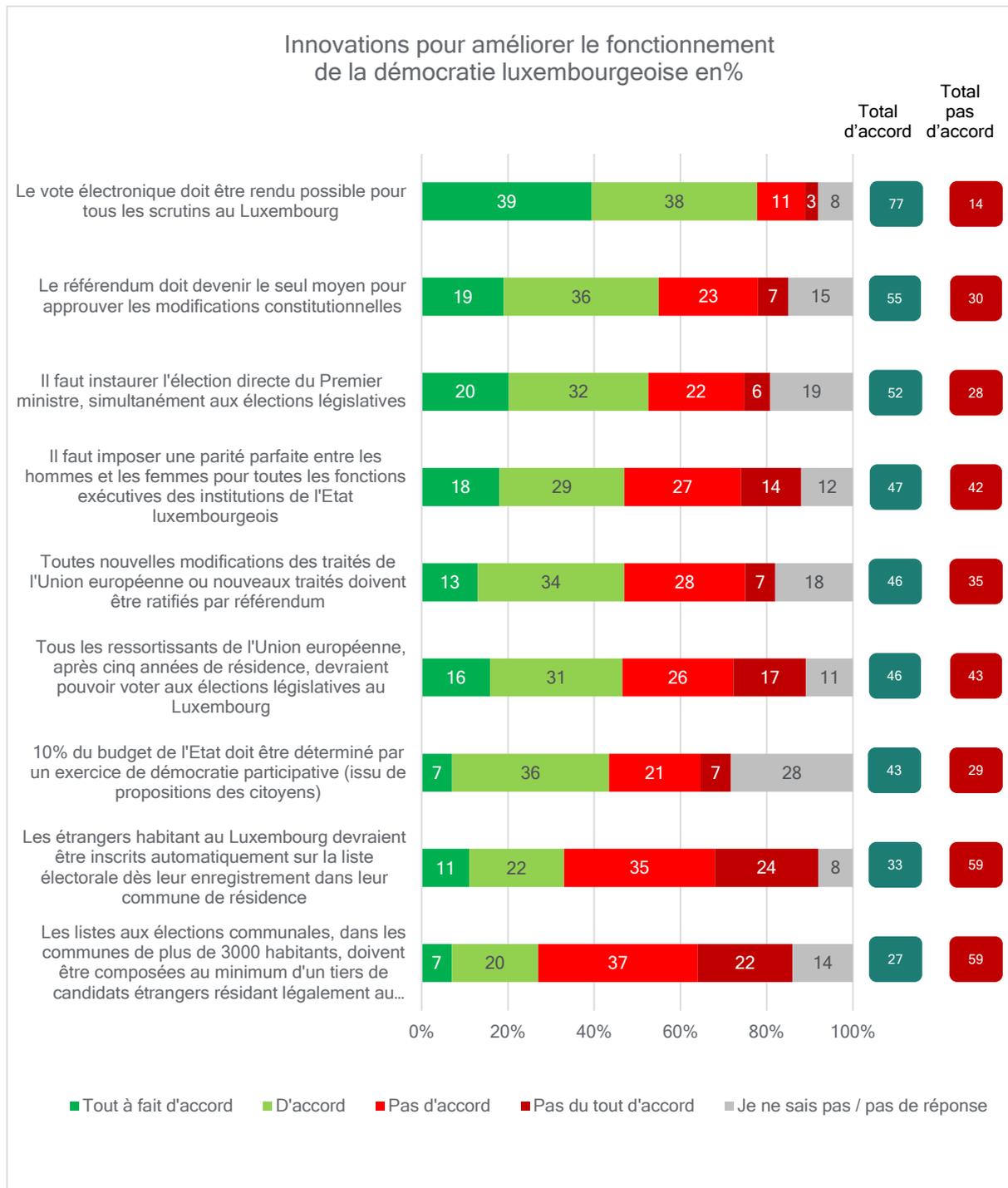


Figure 35 Innovations pour améliorer la démocratie selon les citoyens luxembourgeois

Chaque année, nous demandons aux participants de reconsidérer les propositions de référendum de 2015 sur l'abaissement de l'âge de vote, l'extension du droit de vote aux résidents non-citoyens et la limitation des mandats ministériels. D'année en année, nous observons une légère croissance du segment des citoyens qui pensent que le droit de vote des résidents non citoyens devrait être étendu aux élections législatives (40 %). Cependant, en 2025, le taux d'approbation de la limitation des mandats ministériels est de 56%. De plus, une forte majorité demeure toujours opposée à accorder le droit de vote dès l'âge de 16 ans comme il existe par exemple en Autriche et à Malte et ce pour tous les scrutins (communales, législatives et européennes).

De manière plus précise, l'extension du droit de vote aux résidents étrangers pour les élections législatives continue de diviser les citoyens luxembourgeois : 47 % y sont opposés, 40 % favorables, et 13 % indécis. Ce débat ne se structure pas selon les lignes de clivage classiques entre secteur privé et secteur public. Le rejet est équivalent chez les employés du secteur privé (49 %) et ceux du secteur public (48 %). En revanche, le niveau de formation constitue un déterminant décisif : plus l'éducation formelle est avancée, plus le soutien à l'extension du droit de vote est fort. Ainsi, 79 % des personnes ayant un niveau d'instruction primaire y sont opposées, contre 53 % de soutien chez les titulaires d'un master.

Ce débat ne se structure pas selon les lignes de clivage classiques entre secteur privé et secteur public. Le rejet est équivalent chez les employés du secteur privé (49 %) et ceux du secteur public (48 %). En revanche, le niveau de formation constitue un déterminant décisif : plus l'éducation formelle est avancée, plus le soutien à l'extension du droit de vote est fort. Ainsi, 79 % des personnes ayant un niveau d'instruction primaire y sont opposées, contre 53 % de soutien chez les titulaires d'un master, et un taux encore plus élevé chez les détenteurs d'un doctorat. L'âge joue un rôle secondaire, mais non négligeable : les 55-64 ans (57 %) et les 45-54 ans (51 %) sont les plus opposés à cette réforme. Toutefois, même parmi les 18-24 ans, 44 % s'y déclarent défavorables, ce qui montre que les jeunes ne forment pas un bloc homogène favorable à l'ouverture des droits politiques.

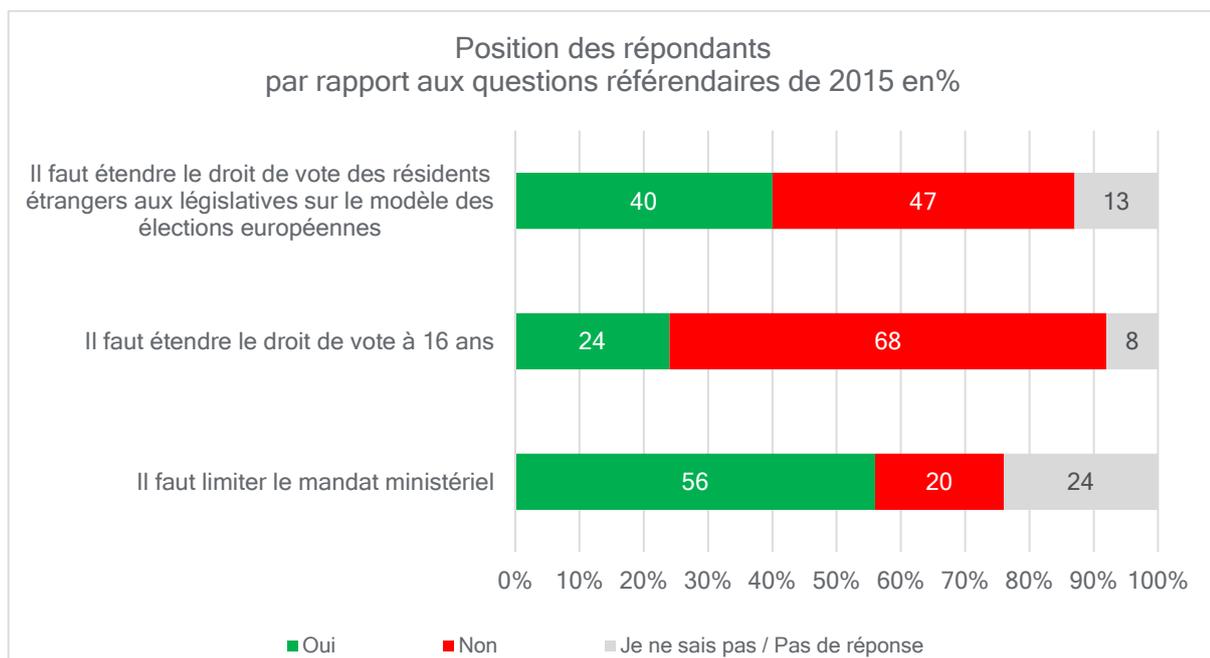


Figure 36 Etat de l'opinion sur les trois questions référendaires de 2015 selon les citoyens luxembourgeois

VI. Appartenance sociale et identité luxembourgeoise

Cette partie de la note générale de Polindex 2025 aborde des questions relatives à la force de l'attachement, à l'appartenance sociale et à l'identité au Luxembourg.

17. La construction et la perception de l'identité par les citoyens luxembourgeois

Tout d'abord, nous avons demandé aux participants d'exprimer leurs perceptions concernant des éléments tels que la famille, les amis, le travail et les activités de loisirs, entre autres. Polindex constate que la famille est la chose plus importante pour les citoyens luxembourgeois (97%), suivie par l'amitié et les relations (95%), et le travail (92%).

En revanche, la religion n'a aucune importance pour près de 80 % des citoyens. Le processus de sécularisation au Luxembourg s'est considérablement accéléré au cours des dernières décennies. Après l'effondrement marqué de la pratique religieuse hebdomadaire ou mensuelle observé dès les années 2000, puis la forte baisse du recours aux sacrements – toutes confessions confondues –, c'est désormais l'importance même accordée à la religion dans la vie des citoyens qui recule nettement. La religion tend ainsi à se replier sur la sphère privée, voire à s'effacer dans les représentations sociales collectives.

Cette évolution place le Luxembourg parmi les sociétés les plus sécularisées d'Europe, aux côtés de pays comme la Belgique, la France et l'Albanie, où la pratique et la référence religieuses jouent également un rôle de plus en plus marginal dans l'espace public comme dans la vie quotidienne. Ce recul de la religiosité coïncide, au Luxembourg, avec une montée en puissance de valeurs perçues comme plus individuelles ou matérialistes, et un recentrage des attentes citoyennes sur des enjeux sociaux, économiques et environnementaux comme nous avons pu le constater avec les principales préoccupations partagées par les citoyens luxembourgeois.

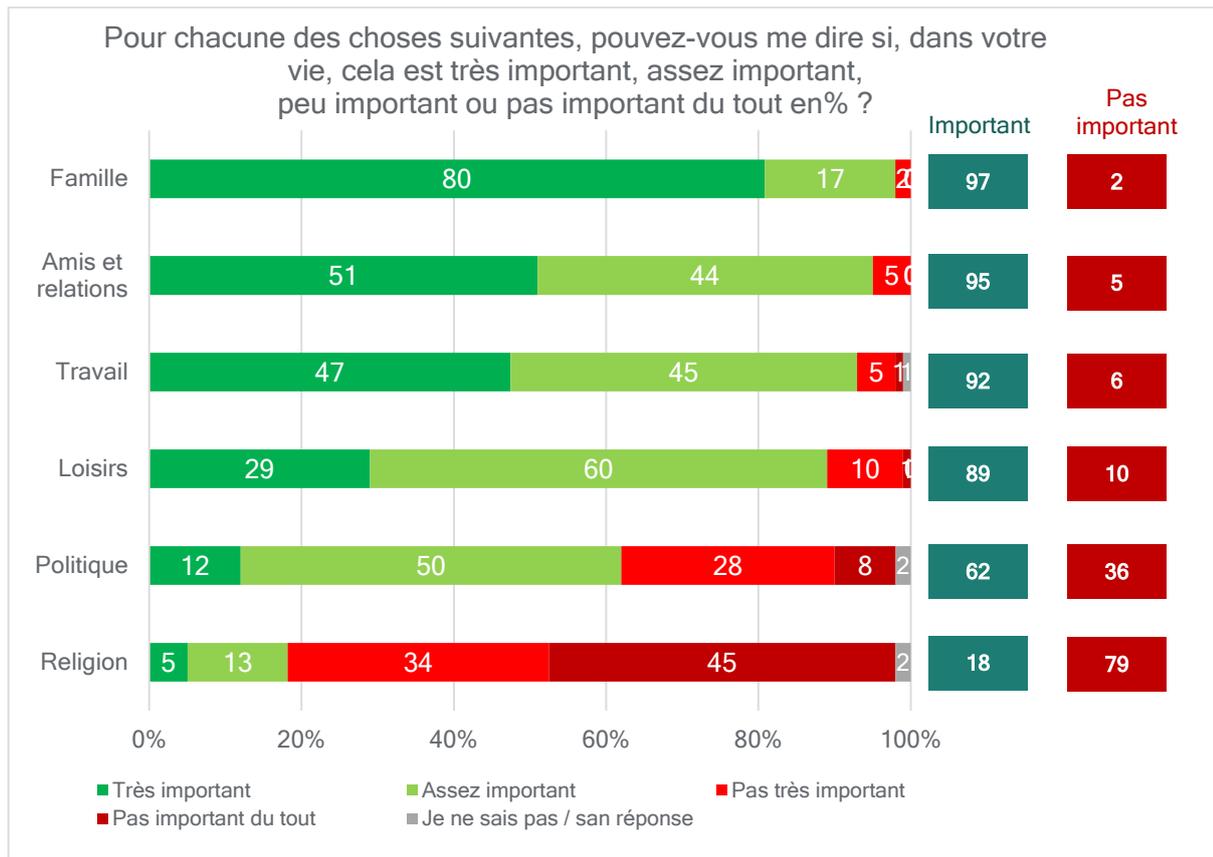


Figure 37 Importance des systèmes d'identification sociale (famille, amis et relations, travail, etc.) selon les citoyens luxembourgeois

En ce qui concerne la force de l'appartenance, nous observons que les citoyens sont les plus attachés au Luxembourg en tant que pays (85%), suivi par le pays d'origine - le cas échéant (74%). L'attachement à la commune affiche un taux plus faible, mais toujours positif (64%). Le sentiment d'attachement à l'Union européenne et à la Grande Région ne décrit cependant pas la majorité des citoyens. Ce sont les personnes âgées de 65 ans et plus qui manifestent le plus fort degré d'attachement à leur commune, avec un taux atteignant 75%. Cette même tranche d'âge se distingue également par un lien fort avec leur région d'origine, à hauteur de 71%. En ce qui concerne le pays d'origine, ce sont cette fois les jeunes adultes (18-24 ans) qui se montrent les plus attachés, à 23%. Cette proportion est également marquée chez les foyers disposant d'un revenu mensuel d'environ 3000 euros. Le sentiment d'appartenance au Luxembourg augmente avec l'âge. Il dépasse les 88% chez les 55-64 ans et atteint plus de 92% chez les 65 ans et plus. Ce sentiment est également très fort chez les personnes s'identifiant à la classe moyenne supérieure (88%). L'attachement à la région, en revanche, reste globalement plus faible, sauf chez celles et ceux qui s'identifient à la classe ouvrière, où il atteint 56%.

Concernant l'Union européenne, ce sont encore les catégories les plus âgées qui présentent les taux d'attachement les plus élevés, notamment les 65 ans et plus (54%). Ce lien est également fort parmi les détenteurs d'un master (63%) et, plus encore, chez les titulaires d'un doctorat (71%). Plus les revenus sont élevés et plus les personnes s'identifient à la classe supérieure, plus l'attachement à l'Union européenne tend à croître : 56% pour les hauts revenus, 61% pour la classe supérieure.

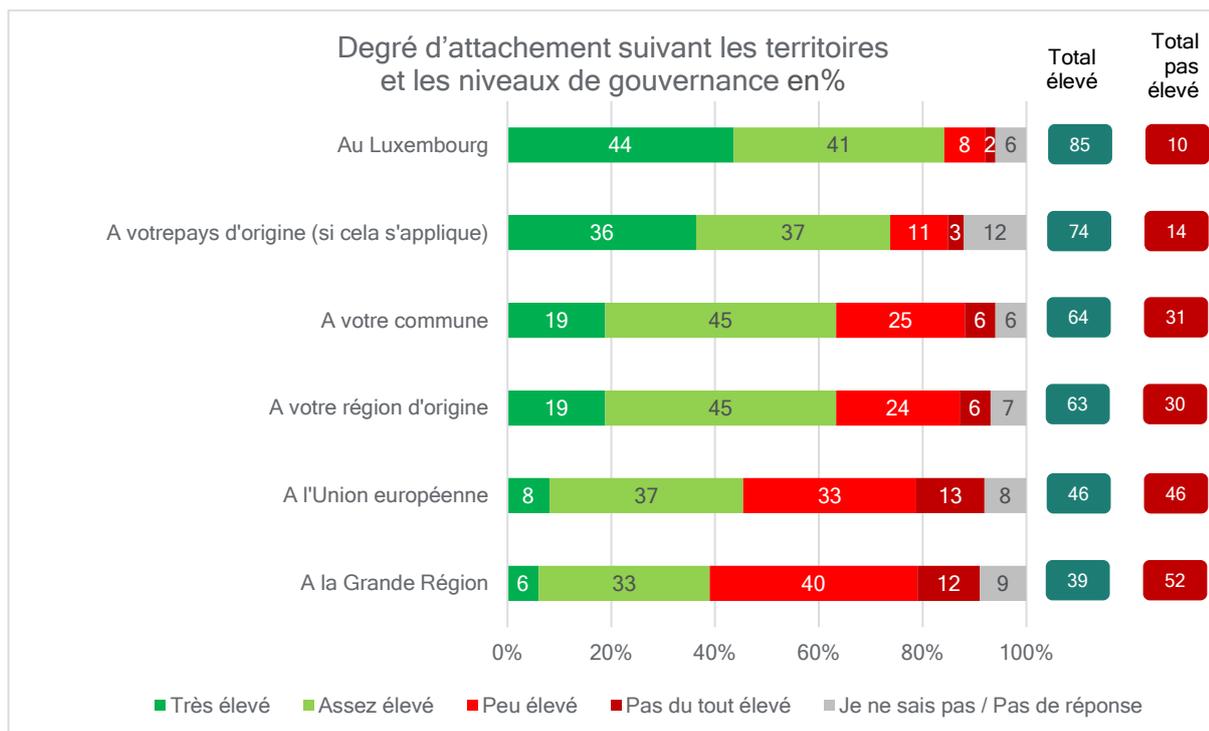


Figure 38 Degré d'attachement suivant les territoires et les niveaux de gouvernance selon les citoyens luxembourgeois

Que signifie « être vraiment luxembourgeois » ? Nos résultats montrent un accord exceptionnellement élevé sur l'importance de connaître et de respecter la loi et les institutions luxembourgeoises (91 %), ainsi que de parler la langue luxembourgeoise (88 %). Notamment, alors que le partage de l'identité luxembourgeoise et le fait de résider dans le pays sont considérés comme importants, la majorité rejette l'idée que le fait d'avoir des origines luxembourgeoises ou d'être né au Luxembourg est nécessaire pour être véritablement luxembourgeois. Le patriotisme constitutionnel et le respect du cadre légal et normatif du Luxembourg constituent, selon les citoyens luxembourgeois, les fondements principaux de l'identité luxembourgeoise. Certains résultats méritent néanmoins d'être soulignés.

Tout d'abord, la perception selon laquelle être Luxembourgeois suppose d'avoir des origines luxembourgeoises n'est certes pas majoritaire, mais demeure relativement marquée dans deux tranches d'âge : elle est partagée par 47 % des 18-24 ans et 45 % des 65 ans et plus.

La maîtrise et la pratique de la langue luxembourgeoise sont, quant à elles, très largement considérées comme un critère déterminant de l'identité nationale : 88 % des répondants estiment qu'il s'agit d'un élément essentiel pour être Luxembourgeois. Cette opinion est relativement homogène : elle varie peu selon les régions, les sexes ou les classes d'âge.

Les écarts les plus notables apparaissent en fonction du secteur d'activité ou du statut professionnel. Ainsi, seuls 74 % des travailleurs indépendants et 75 % des personnes employées dans des organisations internationales considèrent la langue luxembourgeoise comme essentielle à l'identité nationale.

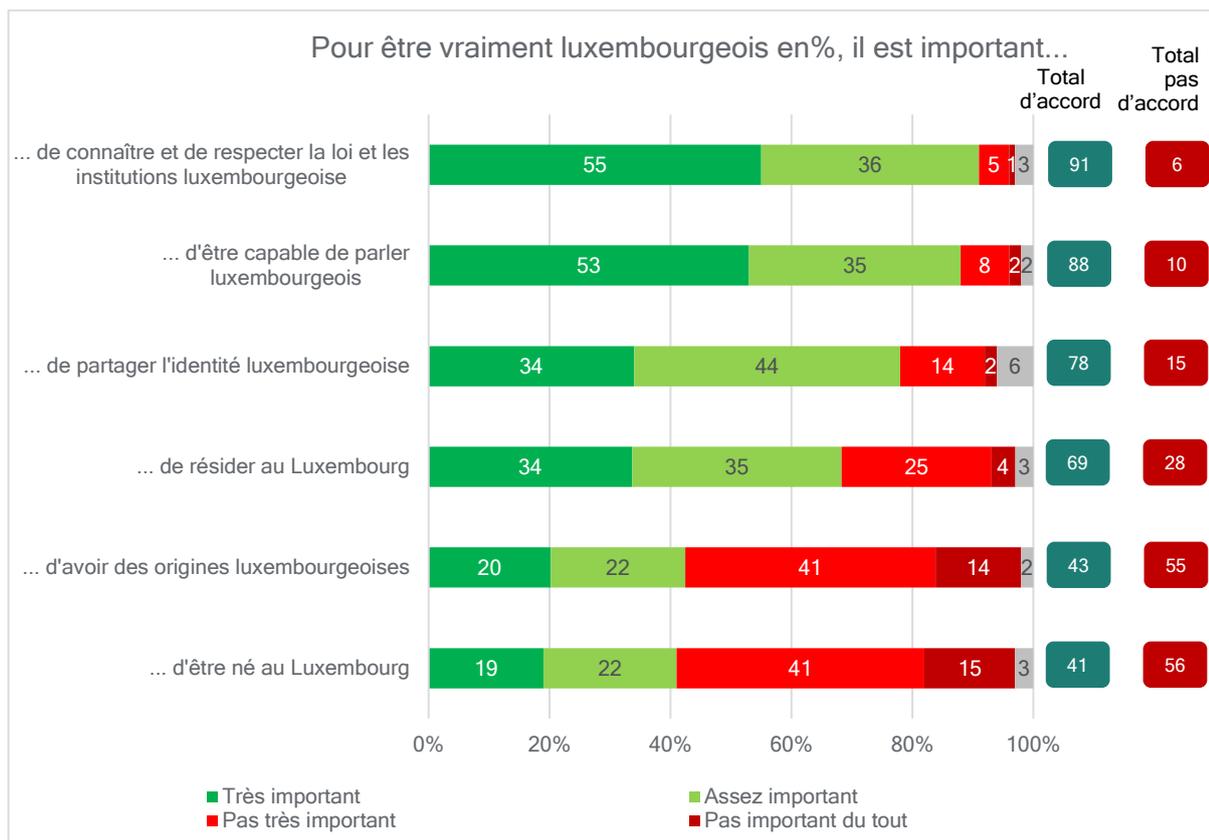


Figure 39 Définition de l'identité luxembourgeoise selon les citoyens luxembourgeois

Comme le montre le graphique suivant, la langue luxembourgeoise demeure, sans surprise, un marqueur central de l'identité, plus de 96% la considèrent ainsi. Elle est plébiscitée en particulier par les plus âgés : 97 % des 45-54 ans, 99 % des 55-64 ans, et 99 % des 65 ans. La langue nationale luxembourgeoise est suivie des deux autres langues « officielles administratives » du pays, le français (71 %) et l'allemand (68 %). Les langues allemande et française sont elles aussi considérées comme des composantes de l'identité luxembourgeoise, mais de manière plus marquée chez les personnes âgées. Ainsi, 70 % des 65 ans et plus estiment que l'allemand fait partie de l'identité luxembourgeoise, et 80 % en ce qui concerne le français. Le français est particulièrement valorisé dans les catégories sociales les plus aisées : 89 % de celles et ceux qui s'identifient à la classe supérieure et 81 % des ménages dont le revenu mensuel dépasse 8 000 euros considèrent cette langue comme pleinement intégrée à l'identité nationale.

Outre la langue luxembourgeoise, 39 % des citoyens luxembourgeois considèrent également que l'anglais fait partie de l'identité nationale. Ce chiffre est particulièrement élevé parmi les 18-24 ans, dont 54 % partagent cette opinion. Il est possible d'émettre l'hypothèse que cette perception est liée à une exposition croissante à des contenus culturels internationaux, via des plateformes comme Netflix, Prime Vidéo, Spotify ou Apple Music, mais aussi à l'attractivité professionnelle de l'anglais. Le portugais est également mentionné comme langue constitutive de l'identité luxembourgeoise par 25 % des répondants, avec une prévalence notable parmi les 18-24 ans (36 %) et les personnes actuellement aux études (44 %).

Enfin, 39 % des répondants estiment qu'aucune langue spécifique ne devrait être considérée comme intrinsèque à l'identité luxembourgeoise, ce qui peut être mis en perspective avec un autre résultat saillant : 65 % considèrent que l'identité luxembourgeoise doit être appréhendée à travers la maîtrise et la pratique de plusieurs langues. Cette vision est particulièrement répandue chez les 18-24 ans (70 %), les travailleurs indépendants (86 %), ainsi que chez les personnes appartenant à la classe moyenne supérieure (73 %) et à la classe supérieure (76 %). Elle est en revanche moins partagée parmi les personnes sans formation formelle (40 %) et les individus se définissant comme appartenant à la classe ouvrière (44 %).

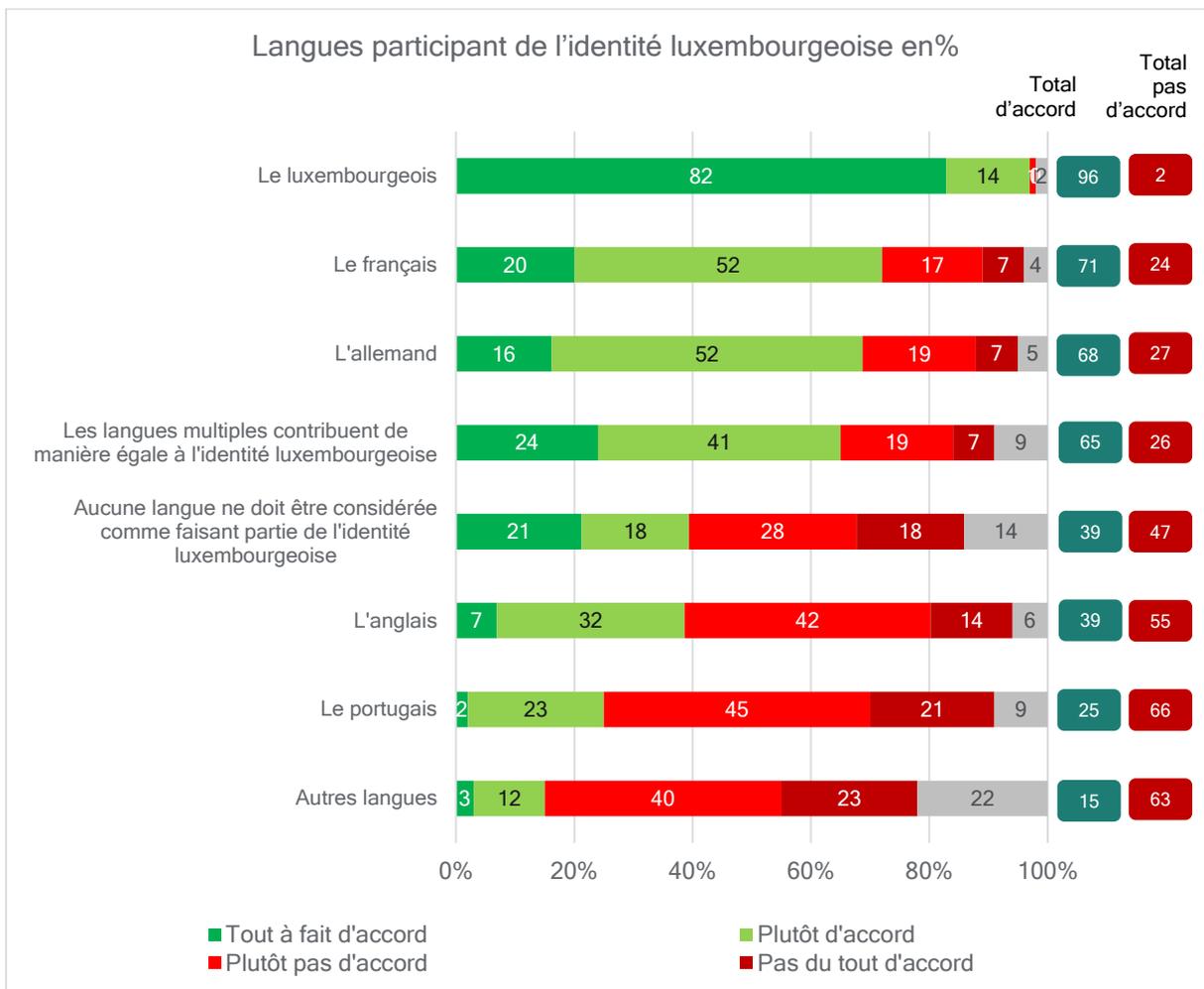


Figure 40 Langues participant de l'identité luxembourgeoise selon les citoyens luxembourgeois

Le souci de cohésion sociale s'exprime notamment par l'apprentissage des langues nationale et administratives, telles qu'inscrites dans la Constitution luxembourgeoise et/ou an matière de législation sur l'emploi des langues – le luxembourgeois, le français et l'allemand –, perçues comme vecteurs d'intégration à la vie administrative, économique et culturelle du pays. Ce souci s'étend également, selon 87 % des citoyens luxembourgeois, aux élèves inscrits dans les écoles internationales privées, qui devraient, selon eux, apprendre au moins l'une de ces trois langues.

Les préoccupations relatives à la jeunesse sont multiples. Certaines relèvent de la protection contre des contenus jugés inappropriés, à l'instar de la pornographie : 75 % des citoyens luxembourgeois souhaitent une interdiction d'accès aux sites pornographiques pour les moins de 16 ans, et ce à l'échelle de l'ensemble de l'Union européenne. En revanche, une plus grande tolérance ou un attachement à la responsabilité individuelle prévaut en matière de consommation d'alcool, de drogues et de tabac : seuls 56 % estiment que les politiques publiques à cet égard sont trop libérales pour les jeunes âgés de 16 à 24 ans. Un point souvent sous-estimé dans les débats publics est le sentiment d'insécurité exprimé pour les jeunes femmes : 53 % des citoyens luxembourgeois considèrent que les jeunes femmes âgées de 16 à 24 ans ne sont pas pleinement en sécurité lorsqu'elles sortent le soir pour leurs activités personnelles ou sociales. En matière de discriminations, seuls 33 % des répondants estiment que les jeunes de 16 à 24 ans issus de l'immigration font l'objet de discriminations fondées sur leur origine ethnoculturelle. Enfin, seulement 19 % des citoyens luxembourgeois jugent que les problèmes rencontrés par les jeunes de 16 à 24 ans sont correctement pris en charge par les partis politiques luxembourgeois, illustrant à nouveau la crise de médiation politique que met en lumière l'ensemble des données de Polindex 2025.

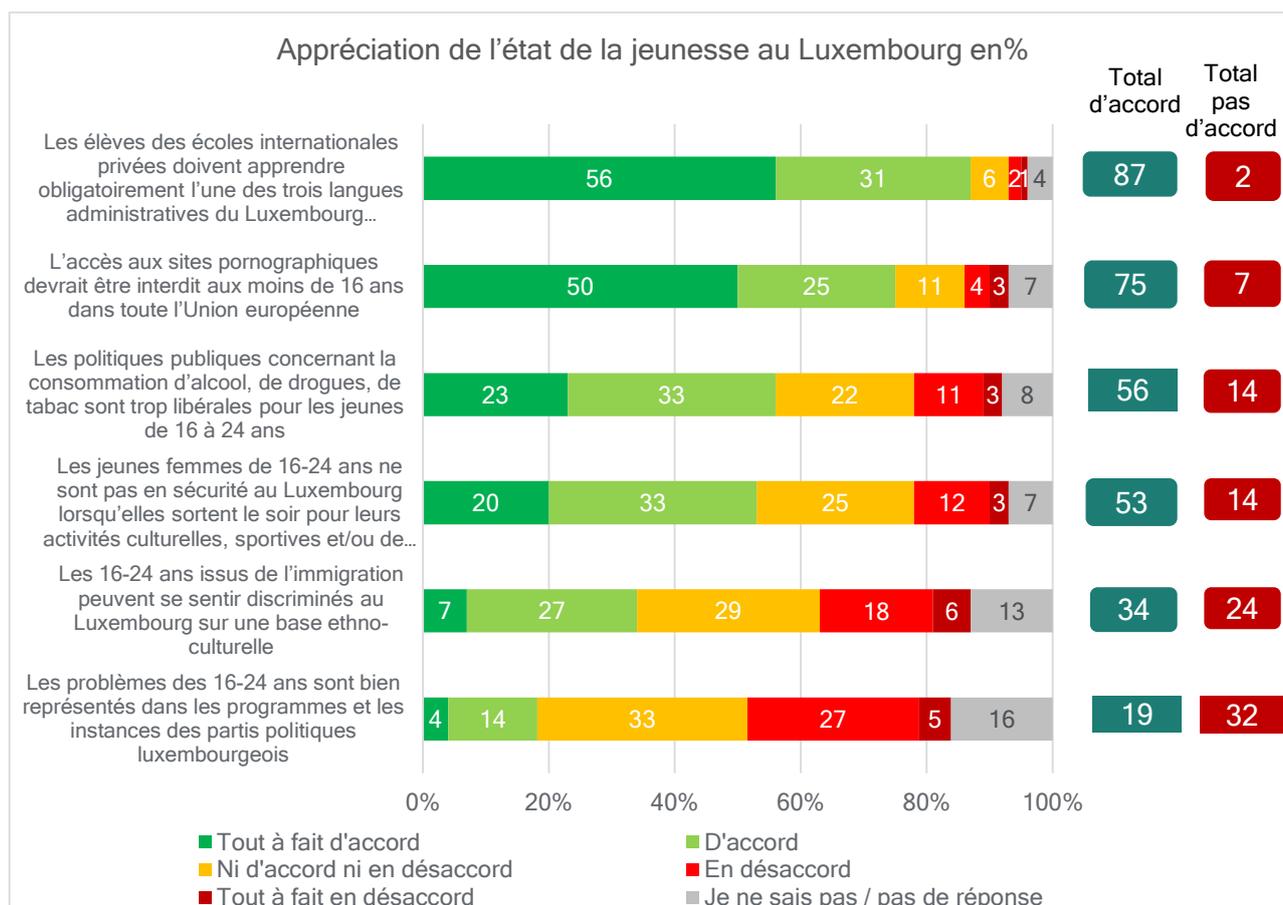


Figure 41 Appréciation de l'état de la jeunesse au Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois

Les perceptions liées aux discriminations, à la sécurité des jeunes femmes et à la régulation des comportements à risque chez les jeunes varient sensiblement selon le niveau de diplôme, le genre et l'âge.

Les citoyens les plus diplômés, c'est-à-dire titulaires d'un master ou d'un doctorat, sont particulièrement sensibles à la question des discriminations fondées sur l'origine ethnoculturelle. Ainsi, 43 % des premiers et 47 % des seconds considèrent que de telles discriminations existent à l'égard des jeunes femmes issues de l'immigration.

S'agissant de la sécurité des jeunes femmes dans l'espace public nocturne, les perceptions sont fortement genrées : 59 % des femmes estiment que les jeunes femmes de 16 à 24 ans ne sont pas pleinement en sécurité lorsqu'elles sortent le soir, contre 47 % des hommes. L'intensité de l'accord est aussi différenciée : 26 % des femmes se disent tout à fait d'accord, contre seulement 13 % des hommes. En ce qui concerne l'opinion selon laquelle les politiques publiques sont trop libérales à l'égard des jeunes en matière de consommation d'alcool, de drogues et de tabac, les écarts générationnels sont significatifs. Près de 68 % des personnes âgées de 65 ans et plus estiment ces politiques excessivement permissives. À l'opposé, ce sont les 18-24 ans (42 %) et les 25-34 ans (44 %) qui se disent en désaccord avec cette affirmation, exprimant ainsi un attachement plus marqué à la liberté individuelle ou une perception moins alarmiste du phénomène.

Pour la première fois, Polindex 2025 s'est interrogé sur l'existence d'un lien entre l'opportunité économique - entendue comme l'identification à un territoire à travers la perception du niveau de vie et du potentiel de développement - et le sentiment d'appartenance au Luxembourg. Les résultats révèlent une perception nuancée. 36 % des personnes interrogées estiment que les opportunités économiques influencent leur sentiment d'appartenance au Luxembourg. Près d'un tiers déclarent ne pas savoir répondre à cette question ou n'apportent pas de réponse. 20 % affirment explicitement qu'il n'existe aucun lien entre les deux. Enfin, seuls 12 % considèrent que l'opportunité économique constitue un facteur important pour nourrir un sentiment d'appartenance au Luxembourg.

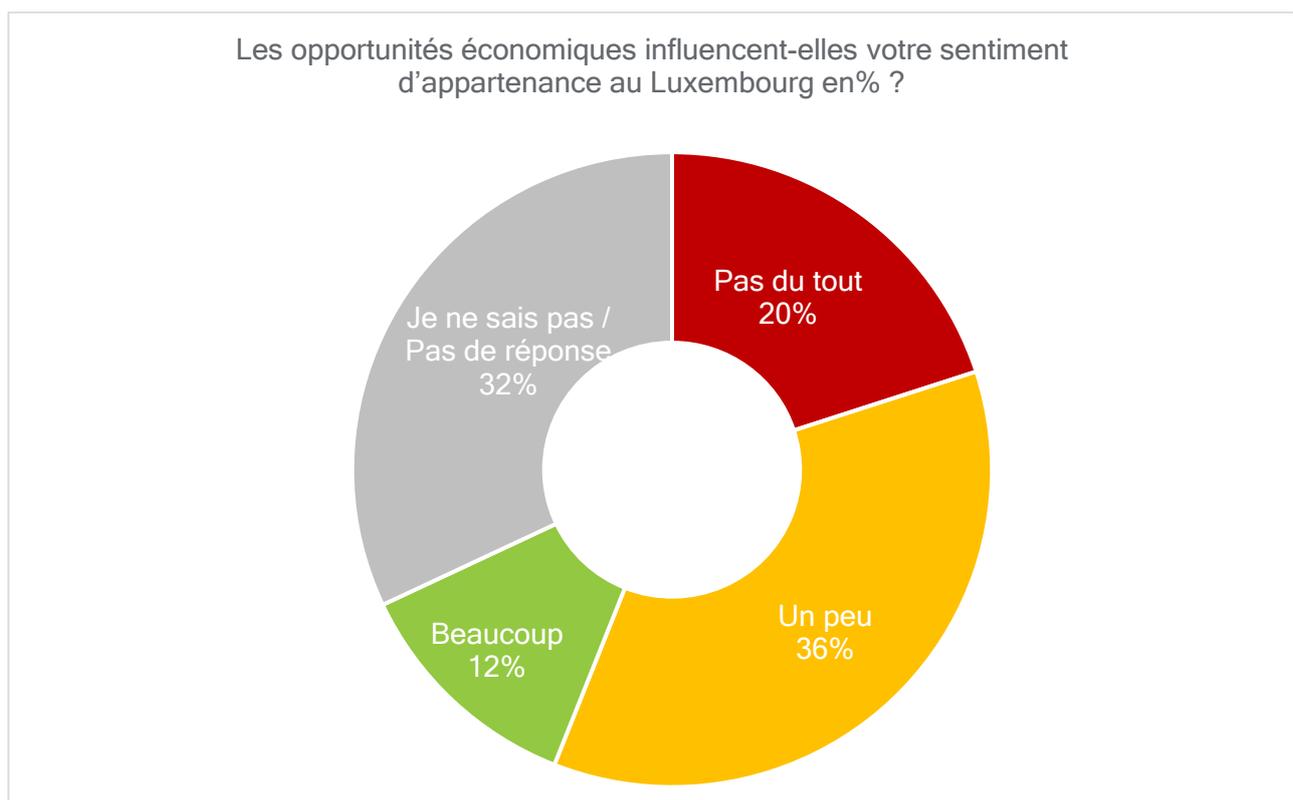


Figure 42 Opportunités économiques & sentiment d'appartenance au Luxembourg

18. La relation entre les citoyens et les étrangers

L'enquête Polindex 2025 étudie la relation entre les citoyens et les résidents non citoyens. Nous présentons ci-dessous les résultats du point de vue des citoyens.

Premièrement, à la question de savoir si le système politique national tient compte des attentes socioculturelles, socio-économiques et sociopolitiques des étrangers résidant au Luxembourg, les répondants ont donné une note moyenne de 5,9 sur une échelle de 1 à 10. Cela suggère une perception généralement positive, bien que modérée.

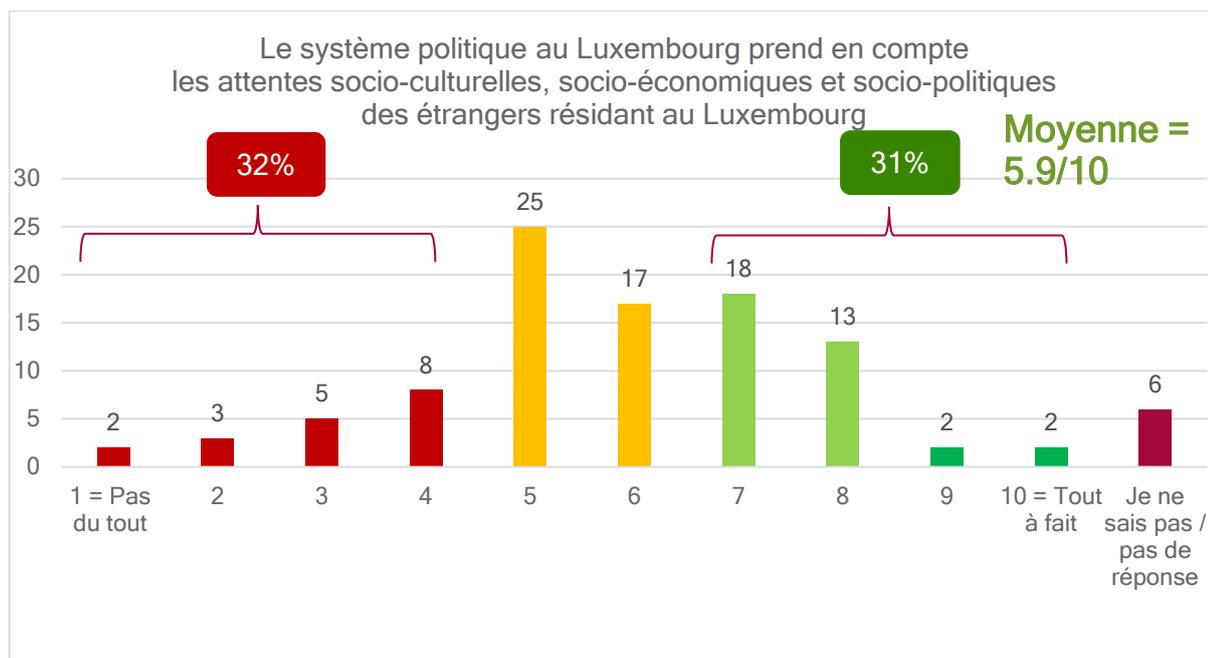


Figure 43 Système politique et la prise en compte des attentes des étrangers résidant au Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois

Comme le montrent les graphiques suivants, 55% des citoyens interrogés pensent que les résidents étrangers au Luxembourg représentent une contribution positive à l'économie nationale, tandis qu'environ 30% de la société a une position centrale sur la question. La perception publique de la contribution des travailleurs frontaliers à l'économie luxembourgeoise est encore plus élevée : 65% des personnes interrogées ont donné des réponses clairement positives, tandis que 23% ont adopté une position neutre.

L'apport économique des frontaliers et des résidents étrangers au Luxembourg, lorsqu'il est perçu comme positif, ne semble pas produire de différenciations significatives de comportements ou de valeurs selon que l'on travaille dans le secteur public ou dans le secteur privé. L'identification professionnelle à l'un ou l'autre de ces secteurs ne constitue donc pas un facteur déterminant dans l'appréciation de cet apport.

Les seuls groupes sociaux qui se montrent un peu moins enclins – tout en demeurant globalement positifs – à reconnaître l'importance économique des résidents étrangers et des frontaliers se situent parmi les personnes disposant des revenus mensuels les plus modestes (jusqu'à 3000 euros par foyer), ainsi que parmi celles et ceux qui s'identifient à la classe ouvrière.

Dans cette dernière catégorie, la perception reste favorable, mais plus nuancée : les frontaliers sont perçus comme un apport positif à l'économie luxembourgeoise avec une moyenne de 4,5 sur une échelle de 1 à 10, tandis que les résidents étrangers atteignent une note moyenne de 5,0. Rappelons que sur cette échelle, 1 signifie une contribution clairement positive à l'économie du pays, et 10 l'absence de contribution positive.

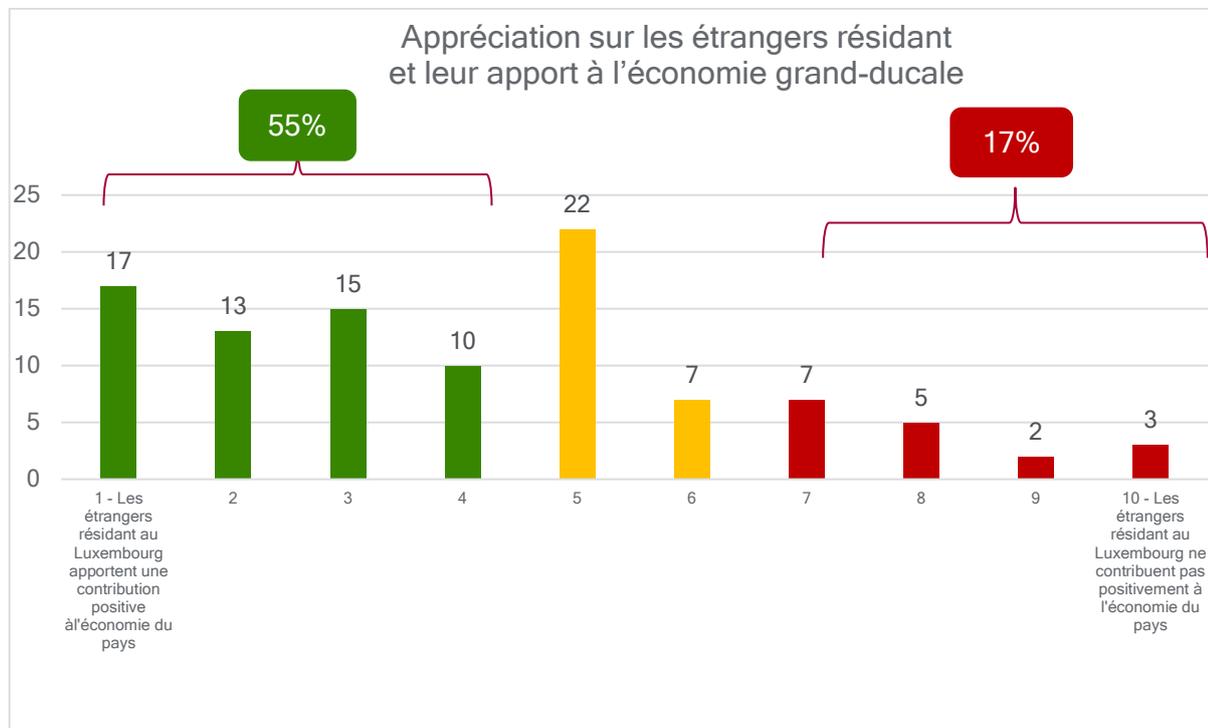


Figure 44 Appréciation sur les étrangers résidant et leur apport à l'économie grand-ducale selon les citoyens luxembourgeois

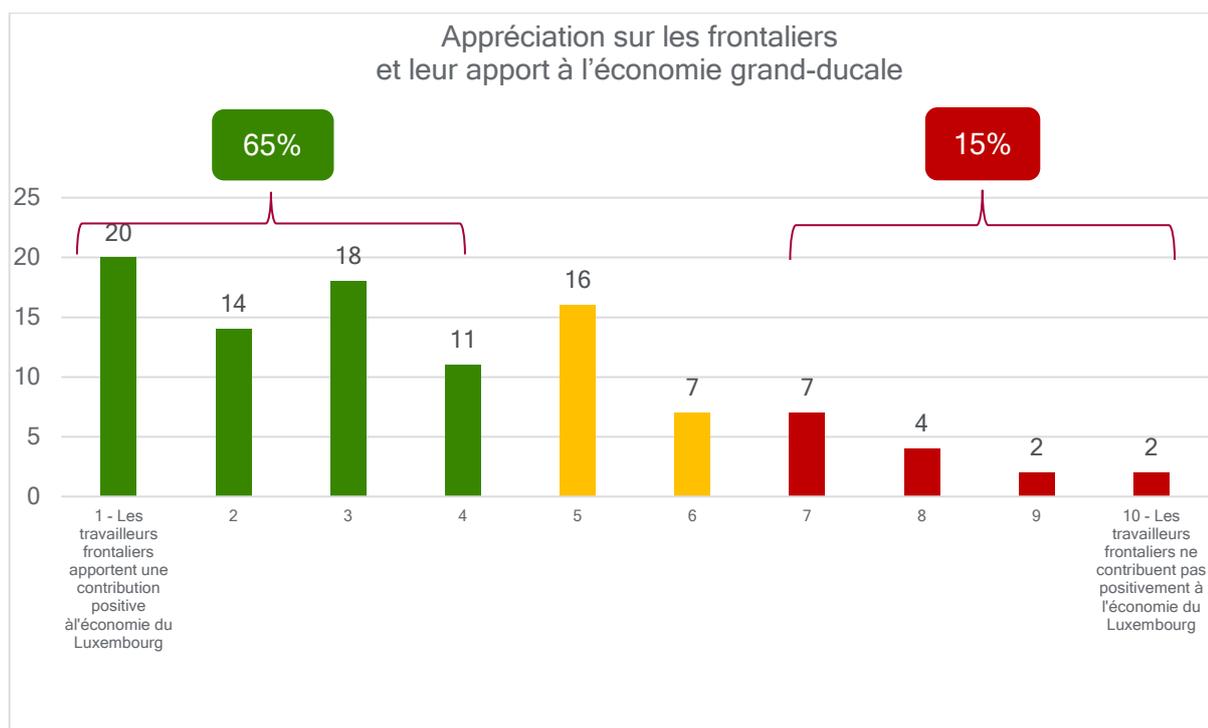


Figure 45 Appréciation sur les frontaliers et leur apport à l'économie grand-ducale selon les citoyens luxembourgeois

En outre, 52% des citoyens ont exprimé une opinion clairement positive sur l'impact des résidents étrangers sur la vie culturelle du pays, tandis qu'environ 30% ont adopté une position neutre.

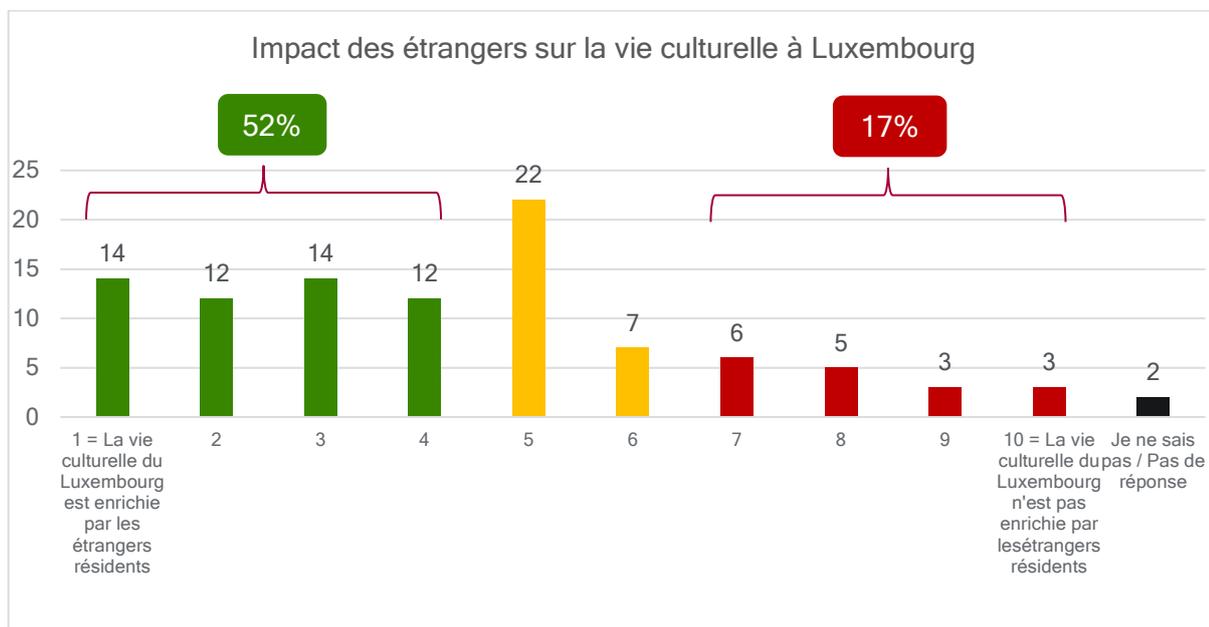


Figure 46 Impact des étrangers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois

Parmi les catégories sociales les moins enclines à considérer que les résidents étrangers constituent une source importante d'enrichissement culturel pour la société luxembourgeoise, on retrouve notamment les personnes disposant des revenus mensuels les plus faibles par foyer. Ainsi, celles dont le revenu est inférieur à 3000 euros affichent une moyenne de 5,0 sur une échelle de 1 à 10, tandis que celles gagnant entre 3000 et 4000 euros atteignent 5,1. Rappelons que sur cette échelle, 1 signifie « la vie culturelle du Luxembourg est enrichie par les résidents étrangers » et 10, au contraire, qu'« elle ne l'est pas ». À l'inverse, plus les revenus sont élevés, plus la perception est favorable : les personnes déclarant un revenu mensuel compris entre 5000 et 8000 euros évaluent l'impact culturel des résidents étrangers à 4,1 ; celles gagnant plus de 8000 euros descendent même à 3,6, marquant une vision globalement plus positive de cet apport.

Ces écarts se retrouvent également – mais de manière encore plus marquée – lorsqu'il s'agit d'évaluer l'apport culturel des frontaliers. , les perceptions de l'impact culturel des travailleurs frontaliers sont nettement moins favorables : moins d'un tiers des citoyens pensent clairement qu'ils contribuent à la vie culturelle nationale, et 34% ont donné des réponses explicitement négatives.

La classe ouvrière affiche une moyenne de 5,9, suggérant une perception majoritairement négative. Fait notable, cette même perception est partagée par les foyers les plus aisés (à partir de 5000 euros de revenu mensuel), qui affichent une moyenne de 5,4.

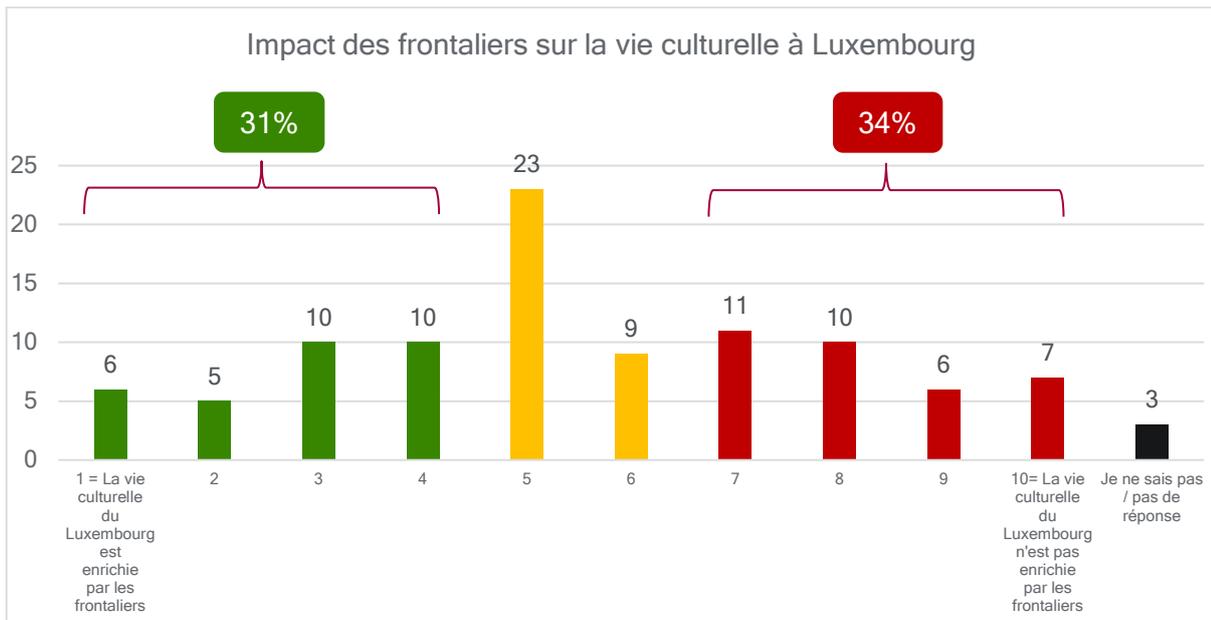


Figure 47 Impact des frontaliers sur la vie culturelle à Luxembourg selon les citoyens luxembourgeois

Cette distinction dans les représentations, fondée sur le niveau de revenu et l'identification à une classe sociale, reflète en partie les écarts de situation économique et les sentiments de protection – ou de mise en concurrence – associés à la position occupée dans la hiérarchie sociale luxembourgeoise.

VII. Positions géopolitiques

En ce qui concerne les événements internationaux actuels, notre étude montre que les citoyens luxembourgeois sont les plus préoccupés par la guerre en Ukraine et ses conséquences économiques négatives et par la possibilité d'une escalade internationale de la guerre, ainsi que par l'impact négatif de la présidence de Donald Trump sur l'économie européenne. La majorité des citoyens se préoccupent de la Palestine et trouvent les actions de l'Union européenne insuffisantes pour résoudre la crise.

19. La guerre en Ukraine

Comme le montre le graphique suivant, la grande majorité des citoyens (84%) sont préoccupés par les conséquences économiques de la guerre et 80% craignent que la guerre ne s'étende au-delà des frontières de l'Ukraine. En outre, 61% s'inquiètent des conséquences financières directes de la guerre pour leur propre famille. Enfin, ceux qui s'inquiètent de la situation des réfugiés ukrainiens représentent 47% des personnes interrogées.

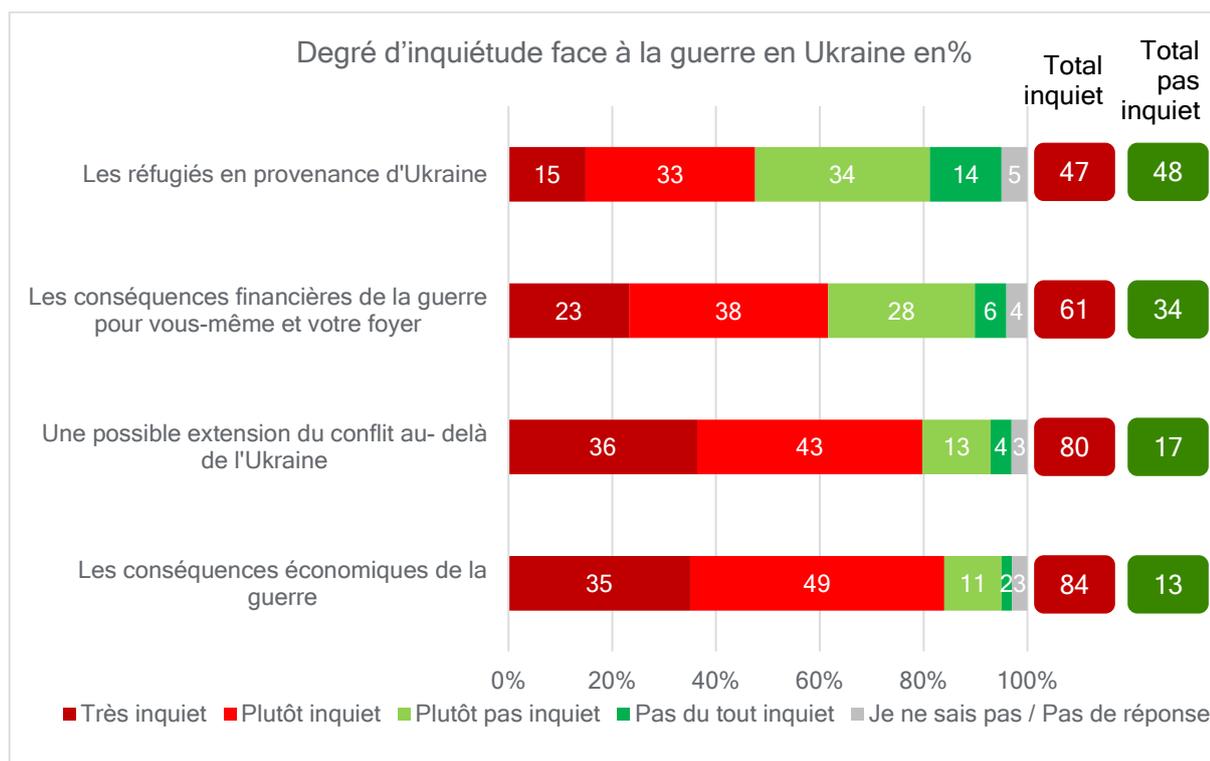


Figure 48 Degré d'inquiétude face à la guerre en Ukraine des citoyens luxembourgeois

On observe à nouveau des disparités marquées en fonction des générations, des statuts professionnels, des secteurs d'activité, du niveau de formation et du revenu mensuel par foyer, en ce qui concerne l'inquiétude liée aux conséquences économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Les plus préoccupés sont les personnes âgées de 65 ans et plus, dont 94 % expriment une inquiétude à ce sujet. À l'autre extrémité du spectre générationnel, les plus jeunes se montrent relativement moins inquiets, bien que les taux demeurent élevés : 77 % chez les 18-24 ans et 73 % chez les 25-34 ans.

De manière plus surprenante, les niveaux d'inquiétude sont plus faibles parmi celles et ceux qui travaillent dans des organisations internationales telles que l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement ou la NAMSA (Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement basée au Luxembourg), où seuls 69 % se disent préoccupés par les répercussions économiques du conflit.

Cette inquiétude est également plus modérée – bien que toujours majoritaire – chez les personnes disposant de revenus inférieurs à 3000 euros par mois et par foyer (75 %), ainsi que chez celles et ceux s'identifiant à la classe ouvrière (78 %).

Les personnes âgées de 55 ans et plus figurent également parmi les plus inquiètes face à une possible extension du conflit. Alors que l'inquiétude à ce sujet atteint déjà un niveau très élevé dans l'ensemble de la population luxembourgeoise (80 %), elle s'élève à plus de 86 % chez les 55 ans et plus, confirmant une sensibilité accrue aux enjeux géopolitiques au sein des générations les plus âgées.

20. Réélection de Donald Trump

Nous avons interrogé les citoyens sur la manière dont ils perçoivent la réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, et son impact potentiel sur les affaires européennes. Comme le souligne le graphique ci-dessous, sur une échelle de 1 à 10 – où 1 signifie « pas du tout d'accord » et 10 « tout à fait d'accord » – la réélection de Donald Trump est perçue très négativement par les citoyens luxembourgeois.

En moyenne, les sondés estiment qu'une réélection entraînera des répercussions économiques négatives pour l'Europe (7.3 sur ladite échelle), et appréhendent le fait qu'elle favorise l'émergence ou la légitimation de tendances antidémocratiques sur le continent européen (6.2 sur ladite échelle).

Les citoyens luxembourgeois se montrent particulièrement sceptiques quant à l'idée que les États-Unis constituent un modèle en matière d'usage de l'Internet, des réseaux sociaux ou de l'intelligence artificielle. Cette perception semble refléter une prise de conscience des différences normatives entre le cadre légal et politique aux États-Unis et au sein de l'Union européenne, notamment au regard de la législation adoptée par cette dernière en 2024 (règlement européen sur l'intelligence artificielle). Plus encore, ils expriment un rejet clair de l'idée selon laquelle les États-Unis sous une nouvelle administration républicaine pourraient constituer un modèle économique ou un exemple en matière de libertés individuelles. Ils jugent cette orientation libertaire » très négativement (2.9 sur ladite échelle).

Ils ne sont pas non plus d'accord avec l'idée selon laquelle la réélection de Donald Trump participerait à un processus menant à la paix entre l'Ukraine et la Russie. Sur ce point, la moyenne des réponses est fortement négative, à 3,1.

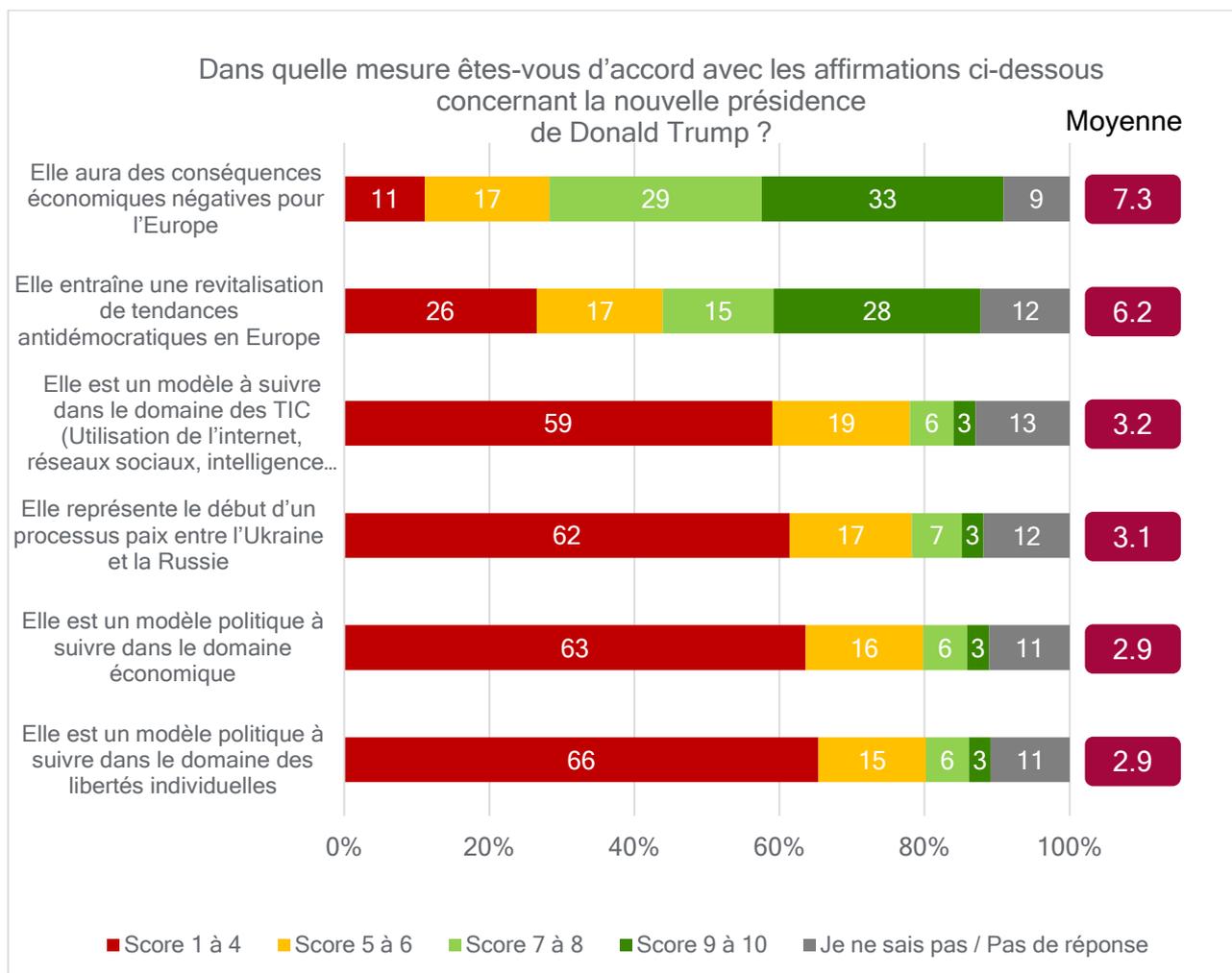


Figure 49 Appréciation de la nouvelle présidence de Donald Trump par les citoyens luxembourgeois

21. Soutien à la Palestine

Les attaques terroristes perpétrées le 7 octobre 2023 par le Hamas, mouvement islamiste, contre des civils israéliens, et les violations des droits humains commises par Israël à Gaza en conséquence, ont replacé la question du Proche-Orient au cœur de l'agenda politique européen. Ce retour n'est pas uniquement le signe d'un regain d'intérêt pour un conflit ancien dans les relations internationales ; il constitue également une source potentielle de nouveaux clivages politiques et de recompositions dans les représentations sociales. Le Luxembourg, contrairement à ses voisins immédiats – la Belgique, l'Allemagne ou la France –, n'a pas connu de tensions internes marquées autour de cette question. Cela s'explique à la fois par sa relative non-implication historique dans cette région du monde et par la composition sociologique spécifique de sa population sans rapport direct avec cette région à l'inverse de ses Etats limitrophes. Néanmoins, dans le contexte européen, il nous a semblé pertinent d'interroger les citoyens luxembourgeois sur leur perception du conflit israélo-palestinien et de ses implications.

Polindex 2025 constate ainsi un solide soutien des citoyens à la Palestine. La majorité estime que la Cour internationale de justice a eu raison de condamner Benjamin Netanyahu et d'émettre un mandat d'arrêt international contre lui pour les crimes contre l'humanité commis par le gouvernement israélien. Les citoyens luxembourgeois soutiennent également fermement la reconnaissance de la Palestine, comme Etat indépendant et ce par tous les États membres de l'Union européenne. Cependant, les citoyens luxembourgeois sont majoritairement sceptiques quant aux actions menées par l'Union européenne pour la résolution du conflit opposant les parties israélienne et palestinienne. Il faut remarquer toutefois que les « je ne sais pas et sans réponse » sont parmi les plus élevées des questions construites à travers une échelle dans Polindex 2025.

Plus en détail, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « pas du tout d'accord » et 10 « tout à fait d'accord », les citoyens luxembourgeois expriment une appréciation mitigée à négative concernant certaines questions internationales liées à l'Union européenne et au conflit israélo-palestinien. Concernant les actions de l'Union européenne, la note moyenne est de 3,5, témoignant d'un sentiment plutôt négatif. La perception selon laquelle les attaques terroristes du 7 octobre ont porté atteinte à la revendication d'un État palestinien indépendant obtient une note moyenne de 6,1. L'affirmation selon laquelle il est nécessaire que l'État palestinien soit reconnu au même titre que l'État d'Israël recueille une moyenne de 7,1. Enfin, l'idée que la Cour pénale internationale a eu raison de lancer un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien pour les éventuels crimes contre l'humanité commis par son gouvernement sur le territoire de Gaza reçoit une note moyenne de 7,2.

Le questionnaire Polindex n'a pas permis d'intégrer d'autres questions relatives au Proche et au Moyen-Orient, en raison de son calendrier d'exécution, notamment en ce qui concerne les débuts de normalisation des relations entre, d'une part, le nouveau régime islamiste de Damas, les États-Unis et l'Union européenne, et d'autre part, la « guerre céleste » qui a opposé l'État d'Israël à la République islamique d'Iran, ainsi que l'intervention militaire américaine visant à contenir le potentiel nucléaire militaire de cette dernière.

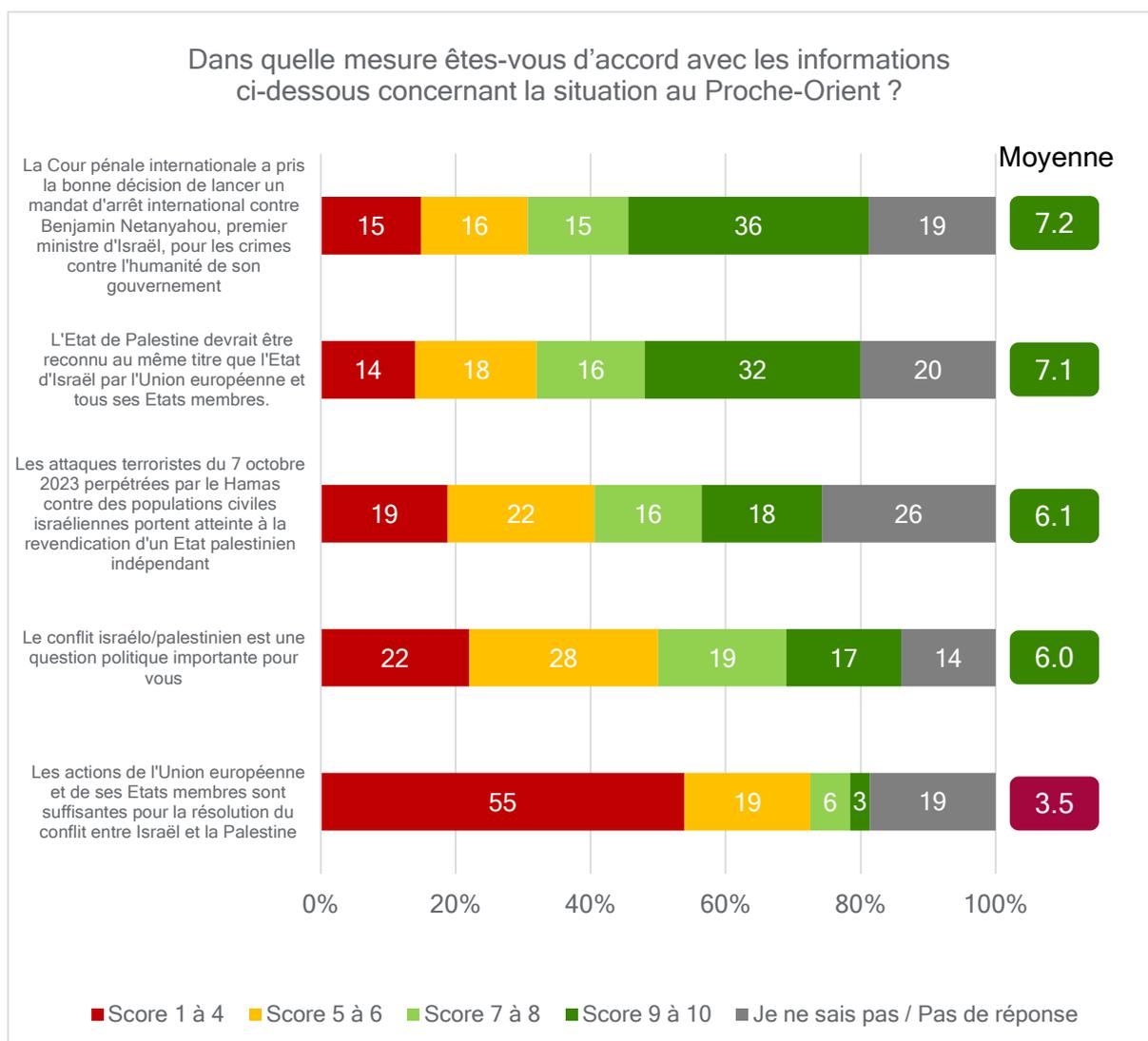


Figure 50 Appréciation de la situation au Proche- Orient par les citoyens luxembourgeois

Dans ce contexte, il est important de noter que 47 % des citoyens sont d'accord pour que le Gouvernement augmente le budget de la défense à 3 % ou même 4 % du revenu national brut dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de défense européenne, tandis que ceux qui s'y opposent représentent 35 % des citoyens interrogés.

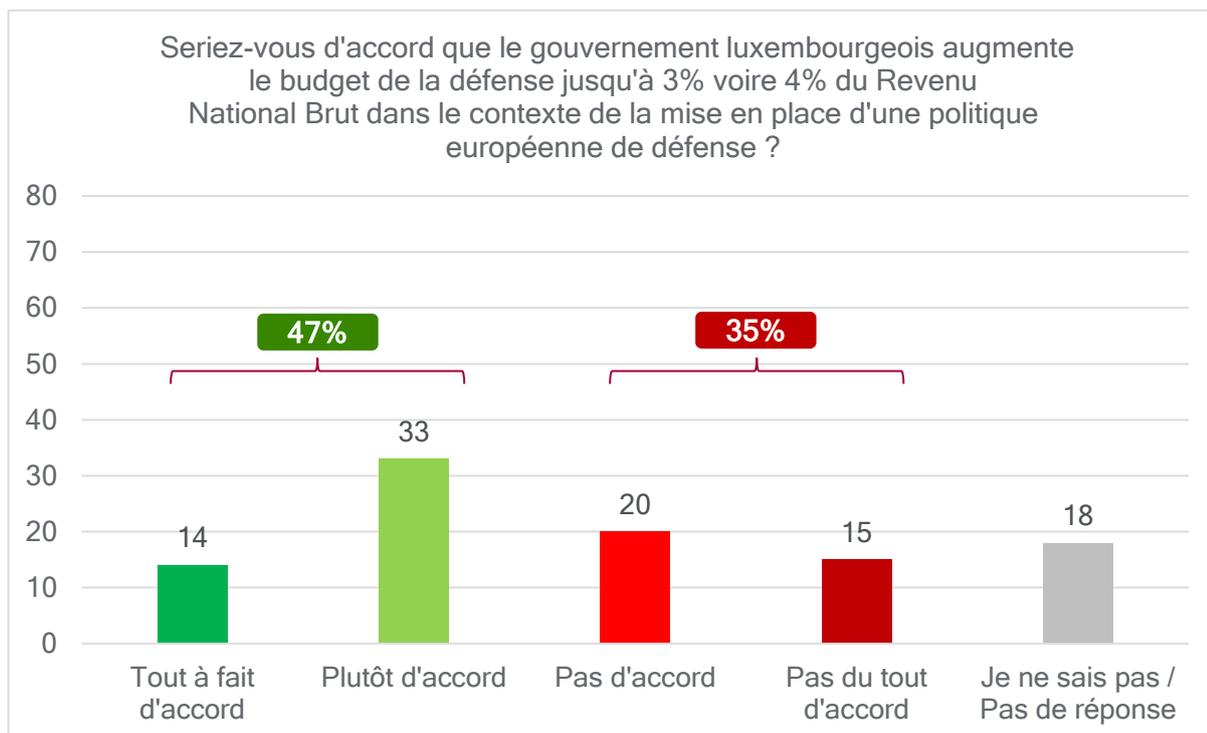


Figure 51 Appréciation de l'augmentation du budget de la défense par le Gouvernement les citoyens luxembourgeois

Le soutien à une augmentation du budget de la Défense pour le Luxembourg varie fortement selon l'âge et le niveau de revenus des citoyens luxembourgeois.

Les moins favorables à cette politique se trouvent parmi les plus jeunes d'entre-nous : seuls 32 % des 18-24 ans et 34 % des 25-34 ans soutiennent cette proposition. En revanche l'appui est nettement plus élevé chez les plus âgés, notamment chez les 65 ans et plus, dont 57 % et 63 % (selon les sous-catégories d'âge) sont en accord avec ladite politique de défense

Le niveau de revenus mensuels à disposition par foyer contribue également à des appréciations variées. Parmi les ménages disposant de moins de 3 000 euros par mois, seuls 34 % soutiennent une hausse du budget de la Défense. Ce taux atteint 59 % chez ceux ont des revenus mensuels de plus de 8 000 euros.

Cette question, comme dans d'autres dans POLINDEX récurrente, souligne une nouvelle fois que les attitudes à l'égard des politiques publiques, notamment en matière de sécurité ou de défense, sont fortement corrélées à des facteurs générationnels, à l'appartenance sociale déclarée (classe ouvrière, moyenne ou supérieure), et surtout au revenu disponible par mois et par foyer.

Conclusion

L'attachement à la démocratie parmi les citoyens luxembourgeois reste indéniable. Le niveau de satisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique au Luxembourg, l'intérêt pour la politique, de même que le degré élevé de confiance dans les instances et les institutions nationales et européennes, placent le Luxembourg parmi les démocraties les plus solides d'Europe avec celles des pays scandinaves. Toutefois, cette stabilité est pour le moins « apparente ». Elle ne saurait masquer les transformations progressives du rapport à la démocratie, tant sur le plan générationnel que social parmi les citoyens luxembourgeois.

Les données de Polindex 2025 confirment l'existence de disparités significatives entre générations. Les plus jeunes se montrent plus distants vis-à-vis de certaines modalités du Politique, par exemple le vote obligatoire. Ils sont plus critiques face aux politiques publiques, comme la Défense et plus sensibles aux inégalités sociales, notamment dès qu'il s'agit des conditions d'accès au logement. À cela s'ajoute une ligne de fracture socio-économique : plus le niveau de formation est faible, plus l'identification à la classe ouvrière ou à la classe moyenne inférieure est forte, plus les revenus du foyer sont inférieurs à 5 000 euros mensuels, plus un regard méfiant est porté sur le système politique, voire exprime d'une certaine lassitude.

Particulièrement, le niveau de méfiance politique au Luxembourg demeure élevé, bien qu'il coexiste avec un intérêt majoritaire pour la politique. Selon les données de Polindex 2025, 57 % des citoyens luxembourgeois expriment un sentiment de méfiance à l'égard de la politique. Ce chiffre en fait le sentiment le plus fréquemment exprimé vis-vis de la politique parmi les citoyens luxembourgeois. D'autres sentiments, bien que minoritaires, confirment cette relation ambiguë : 24 % des citoyens disent ressentir de la peur vis-à-vis de la politique, 15 % expriment de l'ennui, 14 % évoquent même du dégoût. Cependant, ces attitudes négatives ne se traduisent pas par un rejet ou une indifférenciation : 73 % des citoyens luxembourgeois déclarent rester intéressés par la politique. Un tiers des personnes interrogées y voient un motif d'espoir, 20 % affirment respecter profondément la politique.

La médiation traditionnelle du politique - qu'il s'agisse des partis, des élus, des syndicats, des cultes et/ou des mouvements philosophiques (particulièrement pour ces derniers) - est en net recul dans les représentations des citoyens. La transformation du rapport au Politique, particulièrement dans sa dimension de médiation, se manifeste ainsi très clairement à travers la discordance persistante entre l'offre et la demande politique. Si les partis politiques qui structurent le système partisan luxembourgeois depuis la Seconde Guerre mondiale, conservent une forme de crédit politique auprès d'une partie des citoyens luxembourgeois, leur capacité perçue à répondre efficacement à leurs attentes est désormais questionnée.

Ainsi, le Parti Chrétien Social (CSV) reste identifié, à hauteur de 20 %, comme la formation la plus à même de solutionner les problèmes majeurs du pays, suivi du Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois (LSAP) (13 %) et du Parti Démocratique (DP) (11 %).

Cette reconnaissance partielle desdits partis est contrebalancée par l'existence d'un segment de citoyens expriment doute et incertitude: près d'un tiers des citoyens luxembourgeois ne savent pas quel parti pourrait apporter des solutions efficaces aux problèmes qui les préoccupent le plus, ou ne reconnaissent dans aucun parti cette capacité. Cette proportion importante - que Polindex 2023 et Polindex 2024 avaient déjà soulignée - désormais consolidée, traduit une érosion de la légitimité de l'offre partisane. Ajoutons à ce fait que 67% des citoyens luxembourgeois pensent que les décideurs politiques « ne se soucient guère de ce que pensent les gens ».

La faible confiance dans l'offre politique (et celle dans la médiation) n'entraîne pas pour autant une bascule vers des modèles autoritaires ou technocratiques, même si près d'un tiers des citoyens estiment que les décisions publiques seraient plus efficaces en dehors d'un cadre démocratique. Ainsi, en 2025, 80 % des personnes interrogées estiment que la démocratie, malgré ses difficultés, est toujours préférable à toute autre forme de gouvernement. De plus, 77% des répondants sont très ou assez satisfaits du fonctionnement démocratique au Luxembourg.

Ces résultats des plus satisfaisants s'accompagnent par une forte demande de participation directe au processus décisionnel. 54 % des citoyens souhaitent pouvoir décider eux-mêmes, par référendum, des grandes orientations politiques et économiques nationales et européennes. Cette tentation de « démocratie rédemptrice » - au sens d'un correctif à une représentation perçue comme insuffisante - ne remet pas en cause la démocratie représentative, mais cherche à la compléter.

Un autre indicateur fort de transformation concerne les considérations que les citoyens luxembourgeois ont au regard de la participation politique des résidents étrangers. Alors que le référendum de 2015 avait largement rejeté l'extension du droit de vote des étrangers aux élections législatives, les données de 2025 montrent une nouvelle évolution significative de leur opinion: 40 % des citoyens luxembourgeois y sont désormais favorables. Le législateur ne pourra faire abstraction de cette dynamique évolutive, ni du respect de la décision référendaire de 2015, ni de la nécessité d'engager un débat renouvelé sur les conditions d'accès à la citoyenneté et son éventuelle extension, dans un cadre plus politique et non pas seulement à l'aune des droits économiques et sociaux par ailleurs inscrits dans les Traités de l'Union européenne depuis 1992.

Les mutations du rapport au Politique sont aussi indissociables des préoccupations économiques et sociales des citoyens luxembourgeois. Le socle matérialiste de leurs priorités reste solide : le logement demeure la première préoccupation, loin devant les autres domaines de politiques publiques. À cela s'ajoutent des inquiétudes persistantes sur le système de santé, le pouvoir d'achat, la fiscalité, la croissance économique ou encore la pérennité des retraites et leur financement.

L'analyse des objectifs que les citoyens luxembourgeois souhaitent voir poursuivis au niveau national confirme cette tendance de fond déjà identifiée dans les précédentes enquêtes Polindex.

Ainsi, réduire les inégalités sociales est cité comme objectif prioritaire par 37 % des répondants, devant la lutte contre la hausse des prix (32 %), le maintien de l'ordre (29 %) et la croissance économique (25 %). Ces préoccupations, directement liées aux conditions de vie et à la stabilité socio-économique, expriment un attachement à une certaine régulation étatique au nom de la cohésion sociale, à la stabilisation de l'environnement socio-économique, caractéristiques des systèmes de valeurs matérialistes identifiés par Ronald Inglehart.

À côté de ces priorités, des valeurs post-matérialistes existent et ne doivent pas être négligées, sans pour autant dominer l'agenda politique des citoyens luxembourgeois. Ainsi, la protection de l'environnement est jugée prioritaire par 22 % des citoyens mais elle reste relativement secondaire par rapport à des considérations économiques et sociales immédiates. De même, la liberté d'expression, citée par 21 %, occupe une place importante, mais dans une hiérarchie où elle ne prévaut pas sur les enjeux matérialistes.

Notons que cet attachement à la liberté d'expression ne se traduit ni par un recours majoritaire aux formes alternatives de production ou de diffusion de l'opinion politique, et encore moins à une quelconque séduction libertaire telle que développée ou supposée avec l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis. A titre d'exemple, la fiabilité des plateformes de médias sociaux est très faible (une moyenne de 3 sur une échelle de 1 à 10). Le Luxembourg fait figure d'exception en Europe sur ce point : les médias professionnels demeurent la principale source d'information politique, que ce soit la presse écrite et numérique, la radio ou, dans une moindre mesure, la télévision, malgré un niveau de confiance en recul et bas pour cette dernière. Les réseaux sociaux sont certes davantage sollicités par les plus jeunes, mais ils ne constituent pas le seul lien de formation de l'opinion politique ; les sphères familiales et amicales sont aussi importantes pour cette catégorie d'âge.

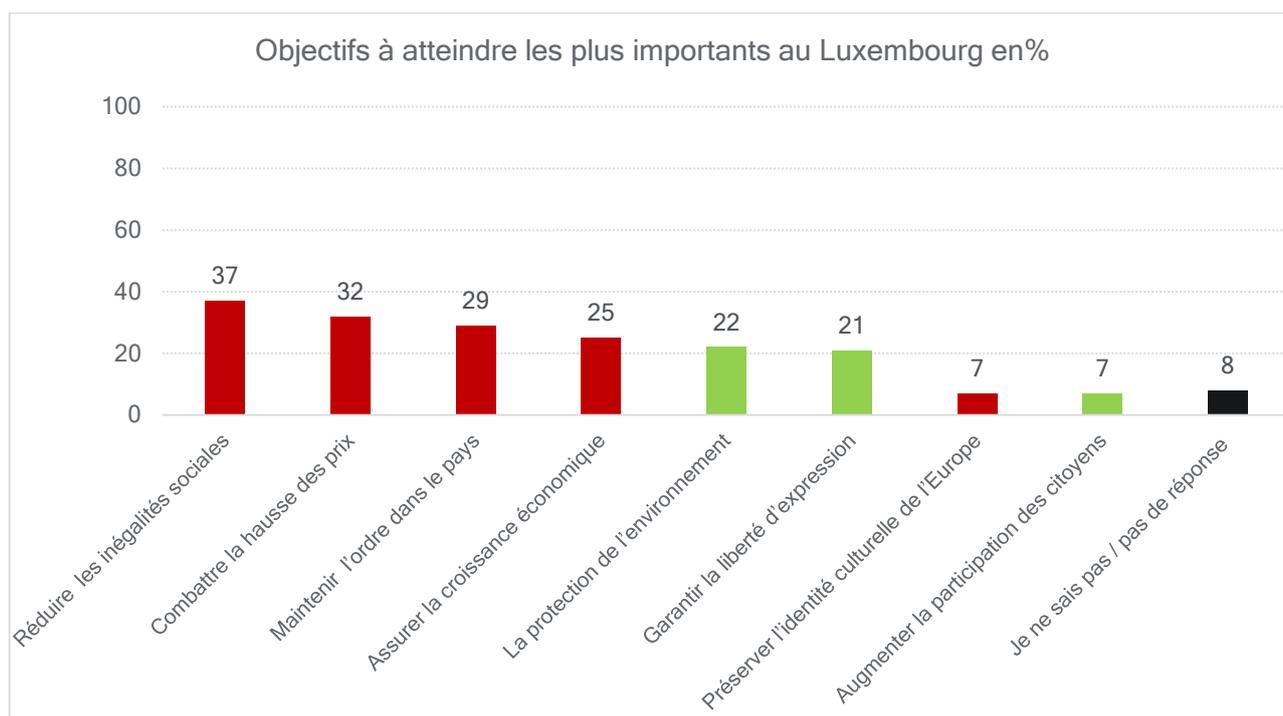


Figure 52 Objectifs à atteindre les plus importants au Luxembourg

L'attachement marqué des citoyens luxembourgeois n'implique pas nécessairement une conception homogène de la solidarité. Les résultats de Polindex 2025 révèlent ainsi une hiérarchisation des formes de solidarité en fonction des groupes sociaux concernés. Lorsqu'il s'agit des jeunes, les citoyens luxembourgeois se déclarent majoritairement concernés : 33% le sont « assez » et 16 % « beaucoup ». Une attention significative est également portée aux personnes âgées, avec 26% de réponses « assez » et 14% « beaucoup ». Ces résultats traduisent une solidarité intergénérationnelle relativement forte, notamment à l'égard des groupes perçus comme « proches » ou constitutifs du noyau familial élargi.

En revanche, les formes de solidarité s'affaiblissent considérablement à l'égard des populations perçues comme plus éloignées ou marginalisées. Seuls 13% des répondants se disent concernés par les conditions de vie des chômeurs, 16% par celles des réfugiés, 23% par celles des immigrés, et 28% par celles des malades ou personnes en situation de handicap. Autrement dit, malgré un discours ambiant valorisant la qualité de vie, la sécurité sociale et l'équité sociale notamment par la réduction de l'écart des revenus par le Gouvernement, les représentations sociales de citoyens luxembourgeois montre que la solidarité des citoyens est compartimentée: plus affective lorsqu'elle concerne les jeunes ou les plus âgés d'entre-nous, mais plus éloignée dès qu'il s'agit de groupes sociaux en situation plus précaire ou éloignée de la représentation sociale de l'identité par les citoyens luxembourgeois, bien que la xénophobie notamment économique ne soit plus majoritaire au Luxembourg.

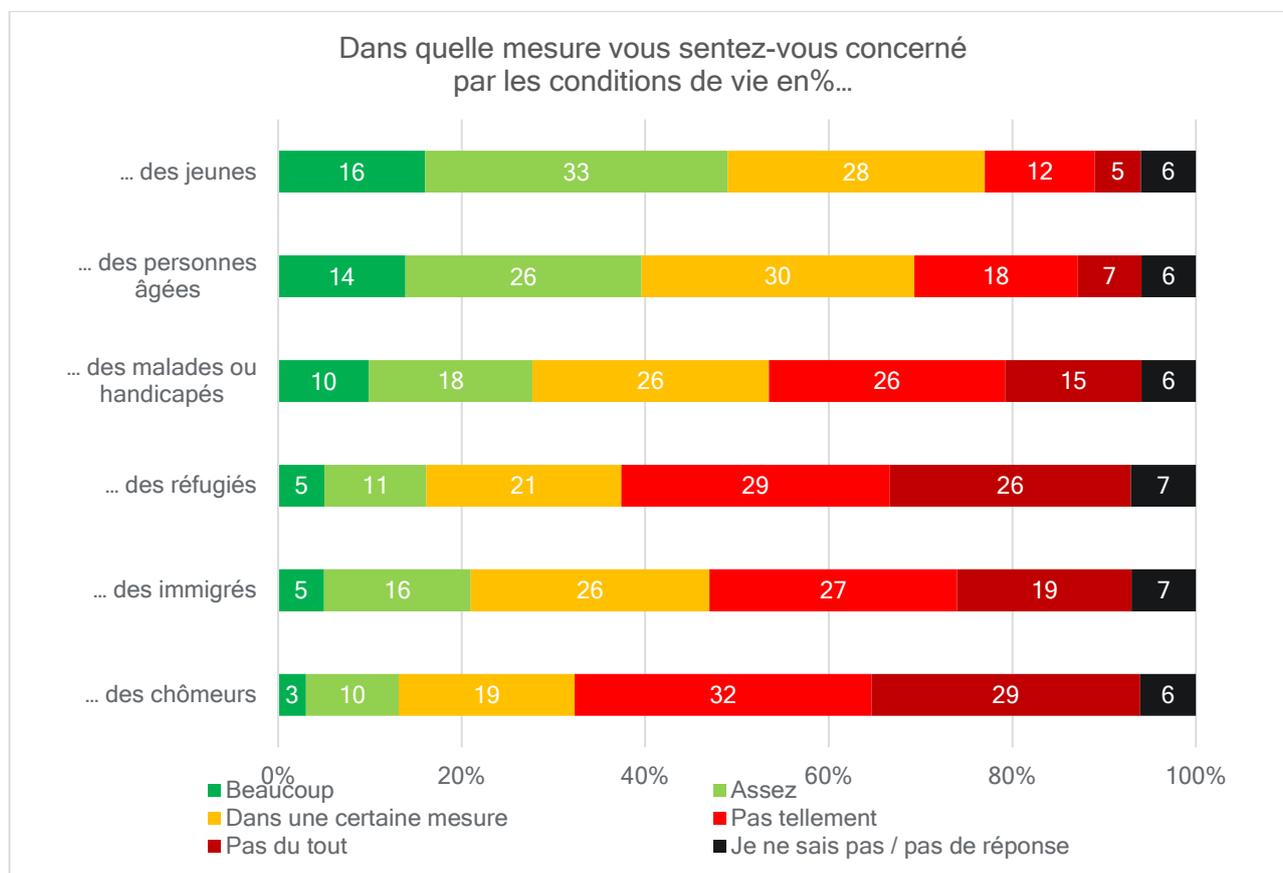


Figure 53 Sentiments vis-à-vis de la cohésion sociale (jeunes, personnes âgées, malades ou handicapés, etc.)

Ces solidarités différenciées doivent être corroborées à la perception de liberté personnelle des citoyens luxembourgeois est très élevée : 69 % des citoyens luxembourgeois déclarent être d'accord avec l'affirmation selon laquelle ils peuvent exercer leur liberté sur leur propre avenir personnel. 79 % considèrent également que les autres citoyens ont, eux aussi, la possibilité de choisir leur propre vie.

Ces chiffres témoignent d'un fort sentiment d'autonomie individuelle dans la société luxembourgeoise. Ils traduisent également la prégnance d'une culture de l'individualisation, qui selon notre étude se poursuit. Les citoyens estiment que leur trajectoire de vie relève avant tout de leurs choix personnels, non de l'intervention de la Puissance publique dans tous les domaines, des partis politiques, des syndicats ou des mouvements religieux et/ou philosophiques.

Le recul de la médiation et/ou de la délégation dans l'organisation de sa vie personnelle est un défi qui devra être mesuré également parmi les résidents étrangers et dans un contexte majeur de redéfinition du rapport au travail et de sa nature dans le contexte de la 4^{ème} révolution industrielle et du raidissement quant aux échanges entre blocs économiques régionaux dans les prochaines notes de recherche de Polindex 2025. L'individuation est un autre élément de compréhension de la transformation du rapport au Politique. Elle ne remet pas en cause le cadre démocratique mais provoque le désir d'une responsabilité directe du citoyen luxembourgeois et de participation à la décision sur fond de valeurs matérialistes.

Chaire de recherche en études parlementaires

Depuis 2011, en partenariat avec la [Chambre des Députés du Luxembourg](#), la Chaire contribue à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans les processus décisionnels nationaux, européens et internationaux. La Chaire développe des activités de recherche dans les domaines du droit parlementaire et constitutionnel, des politiques publiques, de la sociologie politique, de la Francophonie parlementaire, des études européennes, de la législation et de la politique comparée et assure des publications académiques ([collection études parlementaires](#), Larcier- Bruylant) et organise deux écoles en études parlementaires par an réunissant académiques et praticiens. Ses projets actuels se concentrent sur :

- I. Les parlements et les innovations démocratiques comparées ;
- II. Les parlements, les politiques publiques et la science
- III. Les parlements et la gouvernance économique au niveau national et européen ;
- IV. L'eupéanisation et l'internationalisation des normes d'organisation démocratique et la diplomatie parlementaire ;
- V. Les études sur les valeurs et les élections en Europe.

Depuis 2020, en partenariat avec l'Université Babeş-Bolyai, l'Université Laval, l'Université Senghor et Sciences Po Rennes, la Chaire a créé le [Master en études parlementaires](#) un programme pluridisciplinaire bilingue (anglais/français) unique de par le monde autour de la Loi et du Politique.

Depuis 2021, en partenariat avec l'[Assemblée parlementaire de la Francophonie](#), qui regroupe plus de 95 assemblées législatives avec le [Parlement européen](#) la Chaire développe des projets de formation et de recherche en ingénierie institutionnelle, éthique et déontologie parlementaire, législation comparée, parlementarismes à multi-niveaux.

Depuis 2024, la Chaire a fondé les *Doctoriales législatives*, un séminaire en ligne bilingue (anglais/français) dans lequel les chercheurs et doctorants en études législatives (administration publique, droit, histoire, philosophie, science politique, etc.) partagent l'état d'avancement de leurs travaux, dans le but de susciter un débat enrichissant et de tirer des enseignements de leurs expériences respectives autour de la démocratie.

Équipe de recherche de l'Observatoire du Politique (POLINDEX)

- Prof. Dr Philippe POIRIER Titulaire de la Chaire, responsable de l'étude - UNI.LU
- Dr Nadim FARHAT Chercheur en science politique - UNI.LU
- Dr Agnes DARABOS Chercheuse postdoctorale en science politique - UNI.LU
- Antonella DI PASQUALE Chargé d'études Senior/ Responsable de MyPanel - ILRES
- Claire POUMARAT Doctorante en science politique, boursière du Parlement - UNI.LU

Chaire de recherche en études parlementaires- Université du Luxembourg

Courriel/ Chaire : demos@uni.lu

Courriel/ Master : mep@uni.lu

Courriel/ Polindex : polindex@uni.lu

